







Attestations de communication du Dossier Technique Amiante

Dossier : UFR Pharmacie VAUBENARD / BECQUEREL

Organisme ou Société	Nom du lecteur	Date de la consultation du dossier	Signature
FSE	M. Modet	24/02/05	
Remis 1 copie Fiche récap N°me candidat Service Ditecivier	/	21/05/07	
ULCBN.	Patrick Haud	4/07/11	
DIL UNICAEN	VIEL	29/04/14	
DIL	LePange	10/10/14	
UNICAEN	JEANNE Sebastien	12/06/2015	

Sujet: DTA UFR Pharmacie

De: olivier hamelin <olivier.hamelin@unicaen.fr>

Date: Thu, 11 Jun 2015 17:35:11 +0200

Pour :: 'JEANNE Sébastien' <sebastien.jeanne@unicaen.fr>

N/Réf : DP/168/2015/OH

Bonsoir Sébastien,

Tu trouveras ci-dessous le lien filex afin d'obtenir le DTA de l'UFR Pharmacie.

<https://ent.unr-run.fr/filex/get?k=v7mondXGcXPH6dy5jzu>

A+

Olivier Hamelin,

Université de Caen Basse-Normandie
Direction de la prévention
Esplanade de la paix
CS 14032
14032 CAEN cedex 5

Tel: 02.31.56.52.04

port : 06.20.01.47.46

Mail: olivier.hamelin@unicaen.fr

Sujet: Read-Receipt: DTA UFR Pharmacie

De: Sebastien Jeanne <sebastien.jeanne@unicaen.fr>

Date: Fri, 12 Jun 2015 16:23:01 +0200 (CEST)

Pour :: olivier hamelin <olivier.hamelin@unicaen.fr>

Le mail envoyé le 11 juin 2015 17:35:11 GMT+02:00 au destinataire sebastien.jeanne@unicaen.fr avec l'objet "DTA UFR Pharmacie" a été affiché. Cela ne signifie aucunement que ce mail ait été lu (ou compris).

Reporting-UA: 10.14.1.186; ZimbraWebClient - FF38 (Win)/8.0.9_GA_6191

Original-Recipient: rfc822;sebastien.jeanne@unicaen.fr

Final-Recipient: rfc822;sebastien.jeanne@unicaen.fr

Original-Message-ID: <5579AAAF.3000500@unicaen.fr>

Disposition: manual-action/MDN-sent-manually; displayed

Partie 1.2	Content-Type: message/disposition-notification
	Content-Encoding: 7bit

Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

Edité le 01/12/2022

Historique des dates de mise à jour

Révision	Date	Objet
Version initiale	04/04/2001	Repérage Flocage / Calorifugeages et faux- plafonds
Version 01	18/02/2004	Établissement du Dossier Technique Amiante
Version 02	03/05/2013	Repérage avant travaux dépose de 15 sorbonnes et plans de travail, moteurs en terrasse, gaines et mobiliers
Version 03	16/06/2014	Repérage avant travaux Chauffage et CTA
Version 04	25/06/2019	Repérage avant travaux réseaux WIFI
Version 05	30/10/2019	Actualisation du Dossier Technique Amiante et Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B
Version 06	19/11/2019	Actualisation du Dossier Technique Amiante par Apave
Version 07	28/05/2020	Repérage avant travaux pour création d'une cloison dans le local PH002
Version 08	18/02/2021	Actualisation du Dossier Technique Amiante par DP UNICAEN
Version 09	01/12/2022	Actualisation du Dossier Technique Amiante et Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B

Informations : cette fiche présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée dans l'arrêté du 12 et 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 ainsi qu'à l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique, à charge pour le propriétaire de compléter par toutes informations utiles et spécifiques aux bâtiments concernés.

Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.

La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduits à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

I. IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE, DU DETENTEUR ET DES MODALITES DE CONSULTATION DU DTA

DESIGNATION DU BATIMENT

Localisation du bâtiment :

Adresse : **CAMPUS 5**
Bâtiment UFR SANTE SCIENCES PHARMAEUTIQUES
Boulevard Becquerel

Commune : **14200 HEROUVILLE ST CLAIR**
Références cadastrales non communiquées

Département : **Calvados**

Désignation et situation du ou des lots de copropriété : , **Lot numéro Non communiqué**

Périmètre de repérage : **Extérieur du bâtiment**

Date de construction : **Date du permis de construire non connue**

Fonction principale du bâtiment : **Enseignements supérieur/Recherche**

DESIGNATION DE LA PERSONNE DETENANT LE DOSSIER TECHNIQUE « AMIANTE »

Désignation du propriétaire :

Nom et prénom : **UNICAEN**

Adresse : **Esplanade de la paix**
14000 CAEN

Détenteur du dossier technique amiante :

Nom et prénom : **UNICAEN**

Adresse : **Esplanade de la paix**
14000 CAEN

Modalités de consultation :

.....
.....

II. RAPPORTS DE REPERAGE

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
CHNCA14- Bâtiment UFR SANTE SCIENCES PHARMAEUTIQUES Campus 5	01/12/2022	SOCOTEC SIEGE ADMINISTRATIF Alexandra JODOCIUS	Repérage des matériaux de la liste A et B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

Néant

III. LISTE DES LOCAUX AYANT DONNES LIEU AU REPERAGE

Liste des différents repérages	Numéro de rapport de repérage	Liste des locaux visités	Liste des pièces non visitées
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R1334-20 du code de la santé publique	CHNCA14- Bâtiment UFR SANTE SCIENCES PHARMAEUTIQUES Campus 5	Extérieur - Façade	Néant
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R1334-21 du code de la santé publique	CHNCA14- Bâtiment UFR SANTE SCIENCES PHARMAEUTIQUES Campus 5	Extérieur - Façade	Néant
Autres repérages (préciser) :	-	-	-

IV. IDENTIFICATION DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

1. MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

Localisation	Composant	Etat de conservation et obligations réglementaires	Informations complémentaires	Date de rapport	Type de repérage
Néant	-				

2. MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

Localisation	Composant	Etat de conservation et préconisations associés	Informations complémentaires	Date de rapport	Type de repérage
Extérieur - Façade	9 - Fondations et soubassements - Conduits et fourreaux - Fourreau en fibres-ciment dans maçonnerie	Conduits en fibre ciment de ventilation	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	Un seul est abimé	01/12/2022 Dossier technique amiante

3. MATERIAUX ET PRODUITS HORS LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

Localisation	Composant		Informations complémentaires	Date de rapport	Type de repérage
Néant	-				

V. LES EVALUATIONS PERIODIQUES

1. EVALUATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

Date de rapport	Composant		Localisation	Etat de conservation et obligations réglementaires*	Mesures d'empoussièrement
Néant	-				

* Un détail des conséquences réglementaires est fourni en annexe de ce présent rapport

2. EVALUATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

Date de rapport	Composant		Localisation	Etat de conservation et préconisations *	Mesures d'empoussièrement
01/12/2022	9 - Fondations et soubassements - Conduits et fourreaux - Fourreau en fibres- ciment dans maçonnerie	Conduits en fibre ciment de ventilation	Extérieur - Façade	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	

* Un détail des recommandations est fourni en annexe de ce présent rapport

VI. TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT – MESURES CONSERVATOIRES

1. MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement
Néant					

2. MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement
Néant					

3. MATERIAUX ET PRODUITS HORS LISTE A ET B DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement
Néant					

ANNEXE 1 - FICHES D'IDENTIFICATION



Matériaux : ZPSO-001

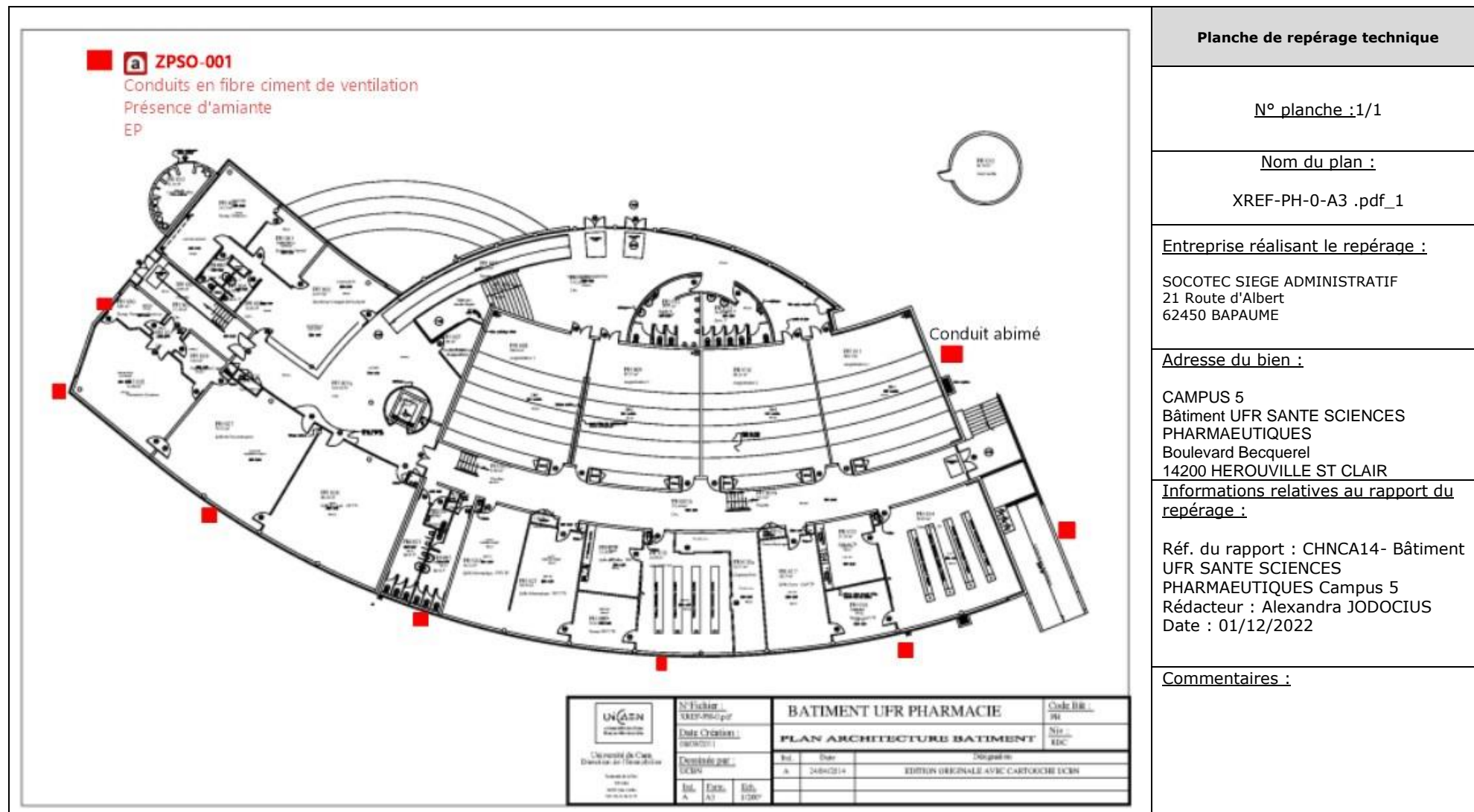
Prélèvement :

Description : Conduits en fibre ciment de ventilation

Localisation : Extérieur - Façade

Résultat : Présence d'amiante

ANNEXE 2 - PLANS / CROQUIS



ANNEXE 3 - RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

Contrôle périodique des matériaux et produits des listes A et B à intégrer au Dossier Technique Amiante



BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

CAMPUS 5
Bâtiment UFR SANTE SCIENCES PHARMAEUTIQUES
Boulevard Becquerel
14200 HEROUVILLE ST CLAIR

Propriétaire

UNICAEN
Esplanade de la paix
14000 CAEN

Demandeur

UNICAEN
Esplanade de la paix
14000 CAEN

SYNTHESE DU RAPPORT :

il n'a pas été repéré

- de matériaux ou produits de la liste A contenant de l'amiante.

il a été repéré :

**- des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante suivant documentation consultée :
Conduits en fibre ciment de ventilation (Extérieur - Façade) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.***

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe de ce rapport, il est rappelé la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

Date du rapport : 01/12/2022

Date de visite : 21/11/2022

Nombre de pages : 18

Fait à : 62450 BAPAUME

Référence du dossier : CHNCA14-
Bâtiment UFR SANTE SCIENCES
PHARMAEUTIQUES Campus 5

Le présent rapport est établi par :

Alexandra JODOCIUS
dont les compétences sont certifiées par :
SOCOTEC Certification France Immeuble la
Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350
LE PLESSIS-ROBINSON (détail sur www.info-certif.fr)
sur la durée de validité du 16/11/2021 au
15/11/2028
Certificat de compétence :
n° DTI / 2102-004
Contrat d'assurance :
AXA / n° 37503519275087 / échéance 31/12/2022

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

Sommaire

I. PROGRAMME ET PERIMETRE DU REPERAGE	3
1. PROGRAMME DU REPERAGE.....	3
2. PERIMETRE DU REPERAGE.....	3
II. CONCLUSIONS	3
III. OBJET DE LA MISSION	4
1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE	5
2. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION.....	5
IV. DEROULEMENT DE LA MISSION	5
1. PRESTATIONS REALISEES.....	5
2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE	5
3. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUEES A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION	5
4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE	5
V. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT	6
ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION.....	7
ANNEXE 2 - GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	9
ANNEXE 3 - PLANS / CROQUIS	12
ANNEXE 4 - CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS.....	14
ANNEXE 5 - AUTRES DOCUMENTS	16
ANNEXE 6 - CERTIFICAT DE COMPETENCES.....	17
ANNEXE 7 - ATTESTATION D'ASSURANCE	18

I. PROGRAMME ET PERIMETRE DU REPERAGE

1. PROGRAMME DU REPERAGE

Matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, cités dans les rapports précédents (cf. chapitre IV.3).

2. PERIMETRE DU REPERAGE

Dans le cadre de cette mission, nous avons procédé uniquement à l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et/ou B cités comme devant faire l'objet d'une évaluation périodique dans le(s) document(s) transmis par le client (cf chapitre IV.3).

II. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Résultat de l'état de conservation des Matériaux et Produits de la liste A contenant de l'amiante :

Localisation	Composant		N° Composant	Etat de conservation et obligation réglementaire
Néant	-			

Résultat de l'état de conservation des Matériaux et Produits de la liste B contenant de l'amiante :

Localisation	Composant		N° Composant	Etat de conservation et préconisation
Extérieur - Façade	9 - Fondations et soubassements - Conduits et fourreaux - Fourreau en fibres-ciment dans maçonnerie	Conduits en fibre ciment de ventilation	ZPSO-001	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation

D'autres composants contenant de l'amiante, présents dans l'immeuble mais ne faisant pas partie des listes réglementaires (A ou B), peuvent avoir été portés à la connaissance de l'opérateur au cours de sa mission. Ils ne sont pas concernés par la présente mission.

Dans le cas où certaines parties d'immeuble concernées par la mission n'ont pas été rendues accessibles lors de la visite de l'opérateur, des investigations complémentaires ou la mise à disposition de moyens d'accès devront être mis en place par le donneur d'ordre (le détail figure au § IV.3).

III. OBJET DE LA MISSION

La mission confiée à SOCOTEC a pour objet l'état de conservation des matériaux et produit contenant de l'amiante. Elle comporte :

L'identification et la localisation des matériaux et produits qui contiennent de l'amiante ;

L'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de leur risque de dégradation lié à leur environnement.

Le présent rapport est destiné à **compléter le Dossier Technique Amiante de l'immeuble**.

L'intervention de SOCOTEC a pour référentiel les articles R 1334-20 et R 1334-21 du Code de la Santé Publique et les textes qui leur sont liés (en particulier arrêtés du 12 et 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013 relatif aux composants des listes A et B). Elle est effectuée dans le cadre de la norme NF X 46-020. Elle porte sur les composants des listes A et B définis dans l'annexe 13-9 au code de la santé publique.

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

Composant de la liste A à vérifier ou à sonder
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

Composant	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
	Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
	Planchers. Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides) Conduits, enveloppes de calorifuges.
	Clapets/volets coupe-feu Clapets, volets, rebouchage.
	Portes coupe-feu Joints (tresses, bandes).
	Vide-ordures Conduits.
4. Eléments extérieurs	Toitures. Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
	Bardages et façades légères. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en toiture et façade. Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE

Activité principale de l'immeuble : Enseignements supérieur/Recherche

Date de construction / PC : Date du permis de construire non connue

Autres

2. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION

Les plans des parties d'immeuble concernées par la mission sont les suivants.

Etage	Intitulé du plan
XREF-PH-0-A3 .pdf_1	XREF-PH-0-A3 .pdf_1

IV. DEROULEMENT DE LA MISSION

1. PRESTATIONS REALISEES

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'immeuble.
- ☒ Enregistrement des données sur les produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent rapport, des annexes, croquis.

2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE

Accompagnateur(s) :

> Mme Sabine LECUYER

3. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUEES A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

Néant

4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

Parties non visitées

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

Autres informations sur le déroulement de la mission

Néant

V. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT

Lorsque le présent rapport est suivi de travaux, en particulier lorsque les cotations des matériaux sont en note 3 (pour les matériaux de la liste A), AC1, AC2 (pour les matériaux de la liste B situés à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés), le propriétaire doit effectuer après enlèvement ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante, les interventions suivantes :

- > Examen visuel des ouvrages par une personne certifiée,
- > Mesures d'empoussièrément par un organisme accrédité par le COFRAC.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé, par une personne certifiée, à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux dans un délai maximal de trois ans.

Ces interventions sont rendues obligatoires par l'article R.1334-29-3 du code de la santé Publique.

ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION



Matériaux : ZPSO-001

Prélèvement :

Description : Conduits en fibre ciment de ventilation

Localisation : Extérieur - Façade

Résultat : Présence d'amiante

ANNEXE 2 - GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A
1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
<p>1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou</p> <p>2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou</p> <p>3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.</p>	<p>1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou</p> <p>2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).</p>	<p>1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou</p> <p>2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.</p>

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.</p>

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Etat de conservation du matériau ou produit			Risque de dégradation		Type de recommandation
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau		
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input type="checkbox"/> Matériau dégradé <input checked="" type="checkbox"/>	ponctuelle <input checked="" type="checkbox"/> généralisée <input type="checkbox"/>	risque de dégradation faible ou à terme <input type="checkbox"/>	EP	
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1	
			risque faible d'extension de la dégradation <input checked="" type="checkbox"/>	EP	
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1	
			risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2	
				AC2	

Dossier n° CHNCA14- Bâtiment UFR SANTE SCIENCES PHARMAEUTIQUES Campus 5
Date de l'évaluation : 21/11/2022
Bâtiment / local ou zone homogène : Extérieur - Façade
Identifiant Matériau : ZPSO-001
Matériau : Conduits en fibre ciment de ventilation
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

ANNEXE 3 - PLANS / CROQUIS

ZPSO-001
Conduits en fibre ciment de ventilation
Présence d'amiante
EP


 Université de Caen Désigné par l'Etat	N° Ficheur XREF-PH-001		BATIMENT UFR PHARMACIE		Code BIL PH
	Date Création 18/03/2011		PLAN ARCHITECTURE BATIMENT		N° REC
	Document BIL UNCAEN		Int.	Date	24/04/2014
	Int. A	Ext. A3	Int. 1/2000	EDITION ORIGINALE AVEC CARTOUCHE UNCAEN	

Planche de repérage technique

N° planche : 1/1

Nom du plan :
XREF-PH-0-A3 .pdf_1

Entreprise réalisant le repérage :
SOCOTEC SIEGE ADMINISTRATIF
21 Route d'Albert
62450 BAPAUME

Adresse du bien :
CAMPUS 5
Bâtiment UFR SANTE SCIENCES
PHARMAEUTIQUES
Boulevard Becquerel
14200 HEROUVILLE ST CLAIR

Informations relatives au rapport du repérage :
Réf. du rapport : CHNCA14- Bâtiment
UFR SANTE SCIENCES
PHARMAEUTIQUES Campus 5
Rédacteur : Alexandra JODOCIUS
Date : 01/12/2022

Commentaires :

ANNEXE 4 - CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

- Réalisation d'une « évaluation périodique »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
 - Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
- Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
 - Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
- Réalisation d'une « action corrective de second niveau »**, qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 - Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 - Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

ANNEXE 5 - AUTRES DOCUMENTS

ANNEXE 6 - CERTIFICAT DE COMPETENCES



CERTIFICAT

N° DTI / 2102-004

Certifie par la présente que :

Alexandra JODOCIUS

a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences

DOMAINE TECHNIQUE	INTITULE DU/DE(S) TYPE(S) DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER	DEBUT DE VALIDITE	FIN DE VALIDITE
AMIANTE	Missions de repérage des matériaux et produits des listes A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention	16/11/2021	15/11/2028
AMIANTE - avec mention	Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels, missions de repérage des matériaux et produits de la liste C, les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement	16/11/2021	15/11/2028
CREP	Constat de risque d'exposition au plomb	07/08/2018	06/08/2023
ELECTRICITE	Etat des installations intérieures d'électricité	29/01/2019	28/01/2024
GAZ	Etat des installations intérieures de gaz	29/01/2019	28/01/2024

qui ont été réalisés par Socotec Certification France conformément aux arrêtés compétences :

- Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique
- Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constat de risque d'exposition au plomb et agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Arrêté du 15 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Arrêté du 2 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification



Ce certificat n'a qu'une valeur indicative. La validité réelle d'un certificat SOCOTEC Certification International est matérialisée par la présence dans l'annuaire des certifiés disponible sur le site internet de SOCOTEC Certification France à l'adresse : www.socotec-certification-international.fr
SOCOTEC Certification France - 13, cours Valmy 92077 PARIS LA DEFENSE - France - SAS au capital de 100 000€ - RCS Créteil 490 954 309 - www.socotec-certification-international.fr

Directeur Opérationnel **Guillaume Rey**



ANNEXE 7 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Votre intermédiaire
MARSH SAS
 Département Construction
 Tour Ariane
 5, Place des Pyramides
 La Défense 9
 92088 Paris La Défense Cedex

☎ **01 41 34 50 00**
 📠 **01 41 34 55 00**

N°ORIAS **07 001 037**
 Site ORIAS www.orias.fr

Votre contrat

Construction : Responsabilité
 civile professionnelle et
 exploitation

Vos références

Contrat : **37503519275087**
 Client : **0010834120**



Assurance et Banque

SOCOTEC DIAGNOSTIC
 21 Route d'Albert
 62450 AVESNES LES BAPAUME

ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

SOCOTEC DIAGNOSTIC
 21 Route d'Albert
 62450 AVESNES LES BAPAUME
 N°SIREN : 479 076 838 00032

Est bénéficiaire des garanties du contrat d'assurance n° 37503519275087 pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Ce contrat garantit l'ensemble de ses responsabilités civile professionnelle et exploitation encourues du fait des missions qui lui sont confiées.

Ce contrat garantit, à hauteur de 1.500.000 € par sinistre, notamment :

Les missions relatives à l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériau contenant de l'amiante, prévus soit à l'article L.1334-12-1 du code de la santé publique et définie aux articles R.1334-20 à 25 du code de la santé publique, soit aux articles R.4412-97 à R.4412-97-6 du code du travail ainsi que toutes missions de vérification technique et d'assistance technique liées à l'amiante.

Les missions relatives à l'établissement du diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L.134-1 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état des installations intérieures de gaz prévu à l'article L.134-6 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état des installations électriques prévu à l'article L.134-7 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état relatif à la présence de termites dans les bâtiments prévu à l'article L.133-6 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions de diagnostic ou de vérification relatives à la présence de plomb dans les bâtiments ainsi que les missions relatives à l'établissement du constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L.1334-5 et L.1334-6 du code de la santé publique.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Nanterre le 20/12/2021
 POUR LA SOCIETE :

Guillaume BORIE
 Directeur Général Délégué d'AXA France



AXA France IARD - SA au capital de 214 799 030 € - 722 057 460 RCS Nanterre. TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460. AXA France Vie - SA au capital de 487 725 073,50 € - 310 499 959 RCS Nanterre. AXA Assurances IARD Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle contre l'incendie, les accidents et risques divers. Siren 773 699 309. TVA intracommunautaire n° FR 39 773 699 309. AXA Assurances Vie Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle sur la vie et de capitalisation - Siren 353 457 245 - Sièges sociaux : 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex. Juridica - SA au capital de 14 627 854,88 € - 572 079 150 RCS Versailles - Siège social : 1, place Victorien Sardou 78160 Marly-le-Roi. AXA Assistance France Assurances - SA au capital de 31 275 660 6451 392 724 RCS Nanterre - Siège social : 6, rue André Gide 92320 Châtillon TVA intracommunautaire n° FR 81 451 392 724. Entreprises régies par le Code des assurances.



UNIVERSITE DE CAEN
ESPLANADE DE LA PAIX-CS 14032

14032 CAEN CEDEX 5
A l'attention de M Olivier HAMELIN

D I A G N O S T I C
A S S I S T A N C E
T E C H N I Q U E



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Code prestation : CDAM0160 - 5

ETABLISSEMENT :
**BATIMENT UFR SANTE Sciences
pharmaceutiques CAMPUS 5**

14032 CAEN CEDEX 5

N° D'AFFAIRE : A319164812
DOCUMENT ETABLI LE : 19/11/2019



Apave - 191 rue de Vaugirard - 75738 Paris Cedex 15 - SA au capital de 222 024 163 € - RCS Paris
527 573 141

Filiales opérationnelles : **Apave Alsacienne SAS** - RCS 301 570 446 ; **Apave Nord-Ouest SAS** - RCS 419 671 425 ;
Apave Parisienne SAS - RCS 393 168 273 ; **Apave Sudeurope SAS** - RCS 518 720 925

BATIMENT UFR SANTE Sciences
pharmaceutiques CAMPUS 5

Date de création : 19/11/2019

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE « CDAM0160 - 5 »



Avertissement : Ce Dossier Technique Amiante a été réalisé à partir d'un recueil de données et d'éléments justificatifs d'opérations mises en œuvre vis-à-vis de l'amiante. Toute omission d'éléments ou pièces jugées indispensables à sa constitution rendrait caduque ce dossier, la responsabilité d'Apave ne saurait alors être engagée.

SOMMAIRE

FICHE RECAPITULATIVE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	4
1. Informations générales	4
2 Rapports de repérages	5
3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage	6
4 Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante	7
5 Evaluations périodiques	8
6 Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires	9
7 Recommandations générales de sécurité	10
8 Plans et/ou photos et/ou croquis	12

FICHE RECAPITULATIVE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

1. Informations générales

Référence du Dossier Technique Amiante : BATIMENT-UFR-PHARMACIE-CAMPUS-5-CAEN

Date de création : 19/11/2019

HISTORIQUE DES DATES DE MISE A JOUR	
Date	Objet
18/02/2021	Mise à jour du DTA par DP UNICAEN
28/05/2020	Repérage avant travaux pour création d'une cloison dans le local PH002
19/11/2019	Mise à jour DTA par APAVE
30/10/2019	Repérage Complémentaire éléments extérieurs de la liste B + évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B
25/06/2019	Repérage avant travaux réseaux Wifi
16/06/2014	Repérage avant travaux Chaufferies et CTA
03/05/2013	Repérage avant travaux dépose de 15 sorbonnes et plans de travail, moteurs en terrasse, gaines et mobiliers
18/02/2004	Repérage des matériaux et produits annexe 13-9 en vue de la constitution du DTA
04/04/2001	Repérage flocage / calorifugeages et faux plafonds

Propriétaire de l'immeuble :

- Nom : UNIVERSITE DE CAEN
- Adresse : ESPLANADE DE LA PAIX-CS 14032 - 14032 CAEN CEDEX 5

Etablissement :

- Nom : BATIMENT UFR SANTE Sciences pharmaceutiques CAMPUS 5
- Adresse : Boulevard Becquerel
- Date du permis de construire : 1969
- ou année de construction :

Détenteur du Dossier technique Amiante

- Nom : M. HAMELIN
- Fonction : Technicien Direction de la prévention
- Service : Direction de la prévention
- Adresse : Bâtiment Présidence ESPLANADE DE LA PAIX-CS 14032 - 14032 CAEN CEDEX 5
- Téléphone :

Modalités de consultation du dossier technique amiante

- Lieu (*y compris les lieux de consultation sur support dématérialisé*) : Bureaux
- Horaires : Horaires d'ouverture des bureaux
- Contact (*si différent du détenteur du dossier*) : M. Hamelin

2 Rapports de repérages

NUMERO DE REFERENCE DU RAPPORT DE REPERAGE	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIETE ET DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	OBJET DU REPERAGE
BGC.CG/EL-X166.01	04/04/2001	APAVE – C. GUINARD	Rapport de repérage flochage / calorifugeage et faux plafond
BGC-JLLP-A242-04	18/02/2004	APAVE – JL LEPESANT	Rapport de repérage des matériaux de l'annexe 13.9 du code de la santé publique (sans les éléments extérieurs - antérieurs au 01/02/2012)
01-1699	03/05/2013	GEODEM - M. BINET	Rapport avant travaux dépose 15 Sorbonnes, plans de travail, moteurs en terrasse, gaines et mobilier
BGC-GA-A083-14-UNIV CAEN	16/06/2014	GEODEM - G. ABRAHAM	Rapport avant travaux Chaufferies et CTA
A319308145_1_bâtiment pharmacie réseaux Wifi	25/06/2019	APAVE – M. DUFRESNE	Rapport avant travaux réseaux Wifi locaux PH S07 et PH 008
A319164812_1_BATIMENT-UFR-PHARMACIE-CAMPUS-5-K161-9-01	19/11/2019	APAVE - M Marc DUFRESNE	Rapport de repérage des éléments complémentaires de la liste B de l'annexe 13.9 du code de la santé publique + évaluation de l'état de conservation
A320211396_UFR pharmacie local PH 002	28/05/2020	APAVE - M Marc DUFRESNE	Rapport avant travaux pour création d'une cloison local PH 002

3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage

LISTE DES DIFFERENTS REPERAGES	N° DE REFERENCE DU RAPPORT DE REPERAGE	LISTE DES PARTIES DE L'IMMEUBLE BATI VISITEES (1)	LISTE DES PARTIES DE L'IMMEUBLE BATI NON VISITEES DEVANT DONNER LIEU A UNE PROCHAINE VISITE (2)	MOTIFS DE NON VISITE
Repérage des flocages calorifugeages et faux plafonds	BGC.CG/EL-X166.01	Ensemble des locaux	Néant	
Repérage annexe 13-9 du Code de la Santé Publique	BGC-JLLP-A242-04	Ensemble des locaux	Néant	
Repérage avant travaux	01-1699	Salles 102, 134, toiture terrasse	Néant	
Repérage avant travaux	BGC-GA-A083-14-UNIV CAEN	Chaufferie	Néant	
Repérage avant travaux	A319308145_1_bâtiment pharmacie réseaux Wifi	Local PH S07 et amphi 008	Néant	
Repérage des éléments extérieurs de la liste B au titre de l'article R1334-21 du de code de la santé publique	A319164812_1_BATIMENT-UFR-PHARMACIE-CAMPUS-5	Extérieur Façades	Toiture	Inaccessible dans les conditions normales de sécurité d'accès en hauteur
Repérage avant travaux	A320211396_UFR pharmacie local PH 002	Local PH 002	Néant	

(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités.

(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

4 Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante

4.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE CHAQUE REPERAGE	TYPE DE REPERAGE	MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE	ETAT DE CONSERVATION (1) SCORE 1, 2 OU 3	MESURES OBLIGATOIRES ASSOCIEES
		Aucun			

(1) Matériaux liste A : l'état de conservation est défini par un score 1,2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.

4.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE CHAQUE REPERAGE	TYPE DE REPERAGE	MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE	ETAT DE CONSERVATION (2)	MESURES PRECONISEES PAR L'OPERATEUR
30/10/2019	Liste B complémentaire	Eléments extérieurs / Conduit en façade / Gaines en fibres ciment de ventilation pour sous-sol	Extérieur Façades	AC1	

(2) Matériaux liste B : conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage.

4.3 Matériaux et produits hors listes A et B contenant de l'amiante

DATE DE CHAQUE REPERAGE	TYPE DE REPERAGE	MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE
		Aucun	

5 Evaluations périodiques

5.1 Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante (*)

DATE DE LA VISITE	MATERIAU OU PRODUIT CONCERNE	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURES D'EMPOUSSIEREMENT

(*) L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.

5.2 Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE LA VISITE	MATERIAU OU PRODUIT CONCERNE	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURES D'EMPOUSSIEREMENT
30/10/2019	Eléments extérieurs / Conduit en façade / Gainés en fibres ciment de ventilation pour sous- sol	Extérieur Façades	AC1	

6 Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

6.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE (CF PLAN, CROQUIS OU PHOTOS)	NATURE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRE	DATE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRES	ENTREPRISES INTERVENANTES	RESULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET DES MESURES D'EMPOUSSIEREMENT (ART R 1334-29-3 CSP)

6.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE (CF PLAN, CROQUIS OU PHOTOS)	NATURE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRE	DATE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRES	ENTREPRISES INTERVENANTES	RESULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET DES MESURES D'EMPOUSSIEREMENT (ART R 1334-29-3 CSP)

7 Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. INFORMATIONS GENERALES

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoûssièrément important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à

des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. INTERVENTION DE PROFESSIONNELS : SOUMIS AUX DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- — perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- — remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- — travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation,
- le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de

travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation,

- de plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4 GESTION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets

dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

— de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

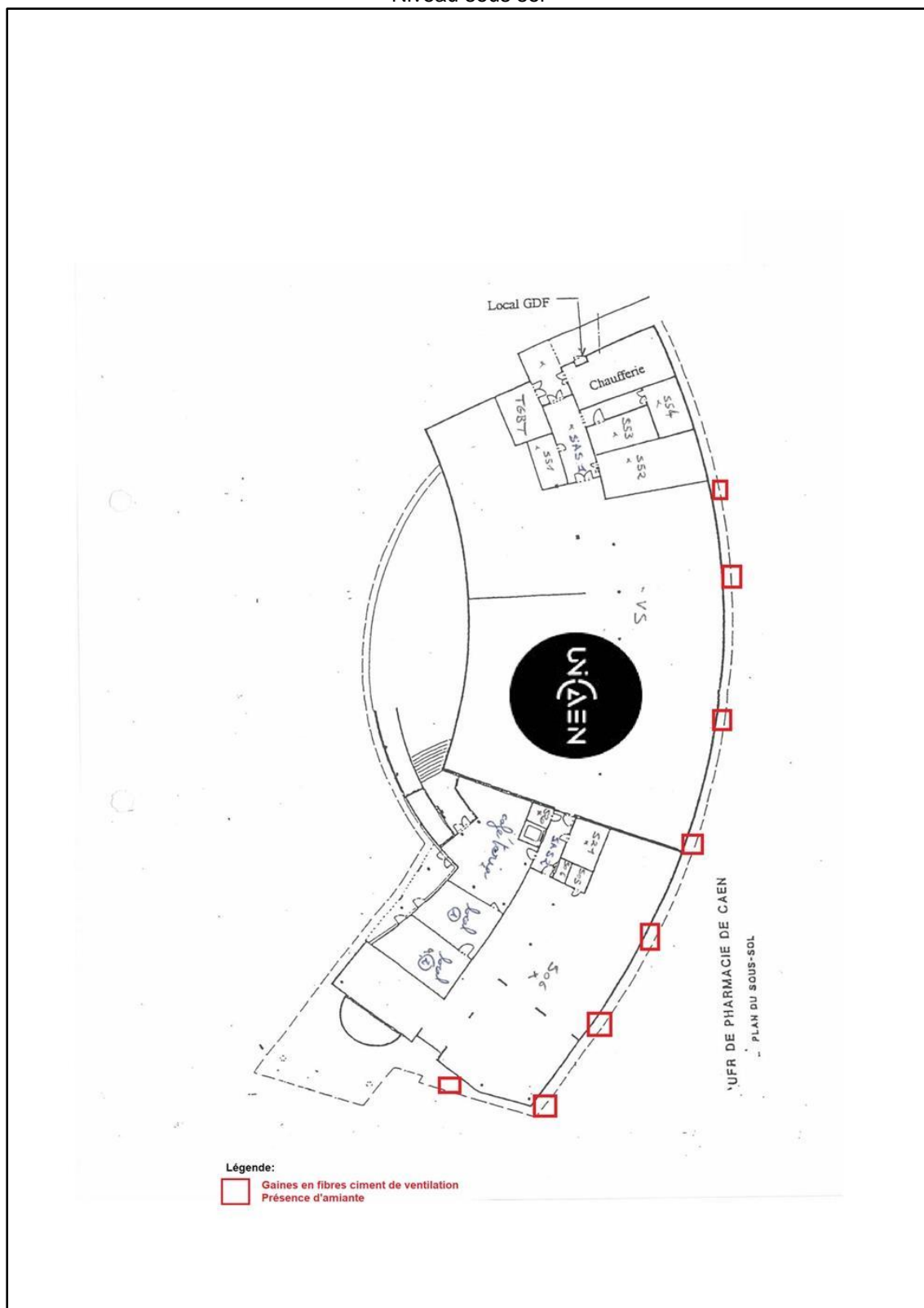
Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

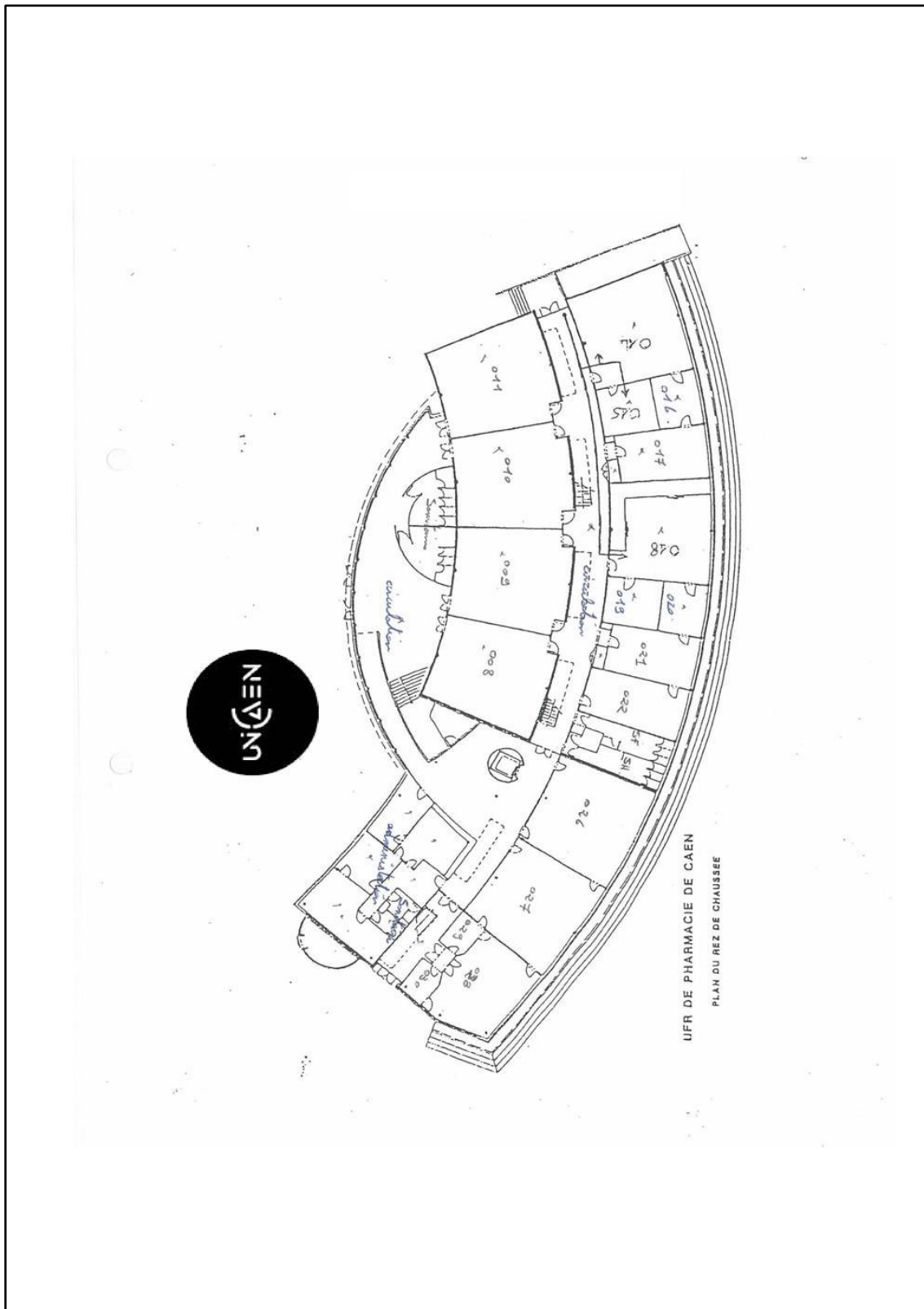
Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

8 Plans et/ou photos et/ou croquis

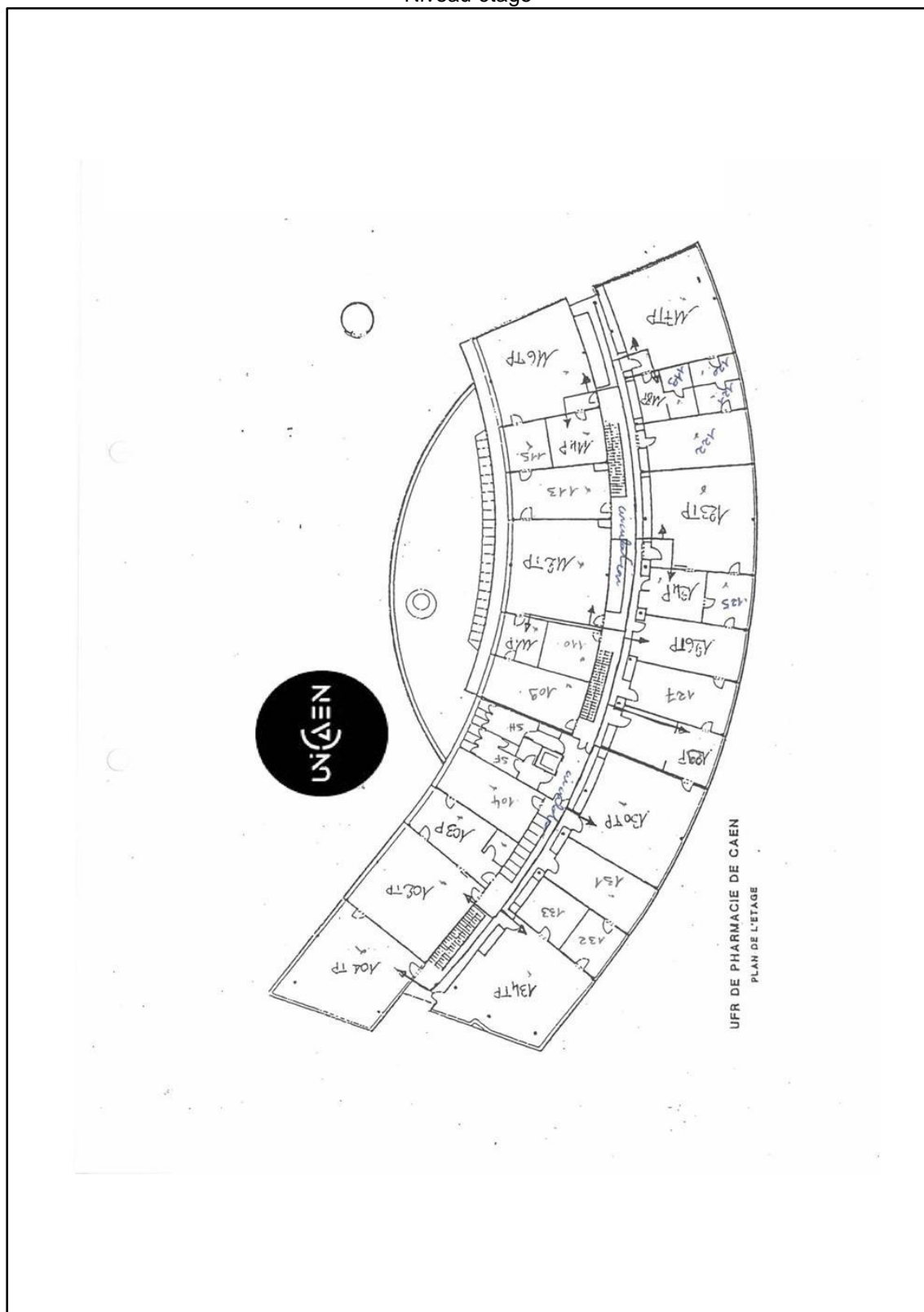
Niveau sous sol



Niveau rez de chaussée



Niveau étage



LOCALISATION	MATERIAUX ET/OU PRODUITS OBJET DES PRELEVEMENT
<p>Extérieur Façades</p> <p>Matériau : Eléments extérieurs / Conduit en façade / Gaines en fibres ciment de ventilation pour sous sol</p> <p>PRESENCE D'AMIANTE</p>	



RAPPORTS DE REPERAGE AMIANTE



Memo suivi

CAEN, le **12 MAI 1998**

**SERVICE CONSTRUCTIONS
& PATRIMOINE**

HO/MJ/N°99.124/98

Affaire suivie par :

Mr OGIER

☎ 02.31.30.15.85

☎ 02.31.30.16.44



**Madame la Présidente
de l'UNIVERSITE DE CAEN
Service Technique
Maintenance Sécurité
esplanade de la Paix
BP 5186
14032 CAEN CEDEX**

- A l'attention de Mme BOUCHEZ THIEFFINE

OBJET : UFR Pharmacie, bd Becquerel à HEROUVILLE ST CLAIR.



Comme suite à votre courrier du 21 Avril dernier, concernant la nature du flocage mis en oeuvre au sous-sol de l'UFR Pharmacie, boulevard Becquerel à HEROUVILLE ST CLAIR, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copies des documents suivants :

- procès-verbal des matériaux,
- fiche technique de la laine de roche PROFIBRE.

L'Ingénieur Régional,
Chef du S.C.P.

H. OGIER

CENTRE EXPERIMENTAL DE RECHERCHES ET D'ETUDES
DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Sigle Social :
12, rue Brancion
75737 PARIS CEDEX 15
Téléphone : 539.22.33
Agr. Edilgr. : LABOBATRA

R.G. Paris 582 101 174 B
N° S.I. 582 101 174 000 11 - Cof. APE 9321
Paris, le 5 mai 1983
Vérification : 3432.6.330
Nomenclature : MS/YR
DOSSIER N° : 512.1566



PROCES-VERBAL D'ESSAIS

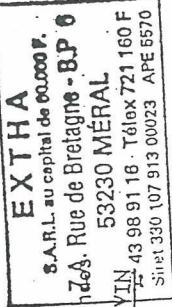
S_O_F_I_B_A_T

Z.A. La Croix des Lohes

53940 - SAINT BERTHEVIN

43 98 91 18 - Télax 721 160 F

Siret 330 107 913 00023 APE 5570



Essais effectués à la demande de :

Sur : Produit fini

SERVICE : S.C.A.C.

Section : U.T. Laboratoires de Physico-Chimie

Nature des essais : Analyse

Echantillons reçus le : 26/4/83

Date des essais :

OBSERVATIONS :

Sous le n° 3302

C.E.B.T.P.-Dossier n° 1566

- RESULTATS DES ESSAIS -

PRELEVEMENT DE : Produit fini

REFERENCES : PROFIBRE

ANALYSE (résultats exprimés en %)

Perte au feu	: 1.56
Silice totale (SiO ₂)	: 38.38
Alumine (Al ₂ O ₃)	: 10.79
Oxyde de fer (Fe ₂ O ₃)	: 0.55
Magnésie (MgO)	: 2.19
Chaux (CaO)	: 43.04
Soufre total en SO ₃	: 1.01
Oxyde de potassium (K ₂ O)	: 0.75
Oxyde de titane (TiO ₂)	: 0.43
Phosphates (P ₂ O ₅)	: 0.11
Oxyde de manganèse (Mn ₂ O ₃)	: 1.24
Oxyde de sodium (Na ₂ O)	: 0.10
Chlorures (Cl ⁻)	: 0.024
Soufre des sulfures (S ⁻⁻⁻)	: 0.33

U.T. LABORATOIRES DE PHYSICO-CHIMIE

Le Technicien chargé des Essais,

P. MILLARD

L'Ingénieur Responsable,

M. SALOMON

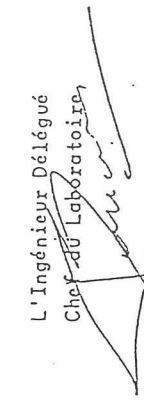
CONTROLE DE LA COMPOSITION

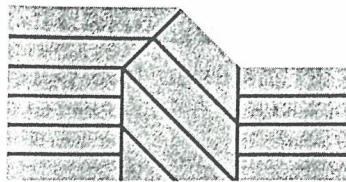
Nous vous sommes rendus à l'Usine de Préfabrication à MERAL le
ier Septembre 1983 pour constater la composition du mélange laine de
roche - ciment super blanc et huile.

. Laine de Roche	:	325 Kg	soit	79,6 %
. Ciment	:	75 Kg	soit	18,4 %
. Huile	:	8 l	soit	2 %

Fait à RENNES, le 26 Septembre 1983

L'Ingénieur Délégué
Chef du Laboratoire


P. BOUCHARD.



EXTHA

LAINE DE ROCHE PROJETÉE

"PROFIBRE"®

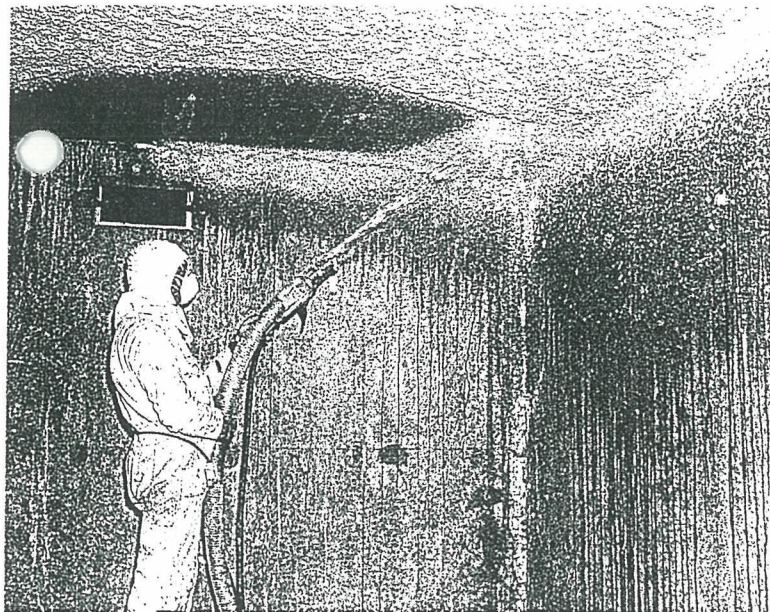
Le "PROFIBRE"® conçu et fabriqué par la société **EXTHA** est composé de fibres minérales, de liants secs inorganiques (hydrauliques) et ne contient pas d'amiante. Le "PROFIBRE"® est utilisé par projection à l'aide de machines pour :

- l'isolation thermique
- la protection incendie
- la correction acoustique
- le contrôle de condensation

La composition du mélange est toujours la même quelque soit l'utilisation.

Le "PROFIBRE"® peut être appliqué sur différents supports (béton, acier, brique...) de différentes formes (planchers, poutres, murs, etc...). Pour chacune des applications du "PROFIBRE"® nous tenons à la disposition des prescripteurs nos procès verbaux d'essais établis par les laboratoires agréés, tel le C.S.T.B., le C.E.B.T.P., le Centre du Bouchet, etc...

Pour la mise en œuvre du "PROFIBRE"® un cahier des charges d'Emploi et de Mise en Œuvre par projection du "PROFIBRE"® a été établi afin de garantir au client une application conforme aux exigences des assurances.



CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

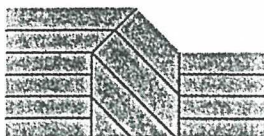
Incombustible, classé M0 (procès verbaux de la société Nationale des poudres et explosifs du 15/12/1978 n° 817/78).

Imputrescible, n'est attaqué ni par la vermine ni par les rongeurs.

Non Hygroscopique, peut être utilisé en ambiance extérieure ou à hygrométrie élevée sans altérer ses propriétés.

Sans amiante ni silice cristallisée à l'état libre.

La Société **EXTHA** garantit un contrôle de fabrication permanent et une régularité du produit fabriqué.



EXTHA

Z.A. RUE DE BRETAGNE MERAL 53230

Tél : 43.98.59.85 Fax : 43.98.99.48

PROTECTION INCENDIE

Le **"PROFIBRE"**® de part sa nature est un matériau très performant en matière de PROTECTION INCENDIE.

Que se soit sur les structures métalliques des immeubles ou sur les dalles béton des parkings le **"PROFIBRE"**® apporte une protection incendie comme en attestent les Procès Verbaux réalisés par le C.S.T.B. n° 91 31909, 91 31911 et Compte Rendu n° 82 183 42.

Ces Procès Verbaux ont été effectués conformément aux méthodologies des D.T.U. en vigueur :

- D.T.U. "méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton" d'avril 1980.
- D.T.U. régies FA "méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier" de septembre 1982.

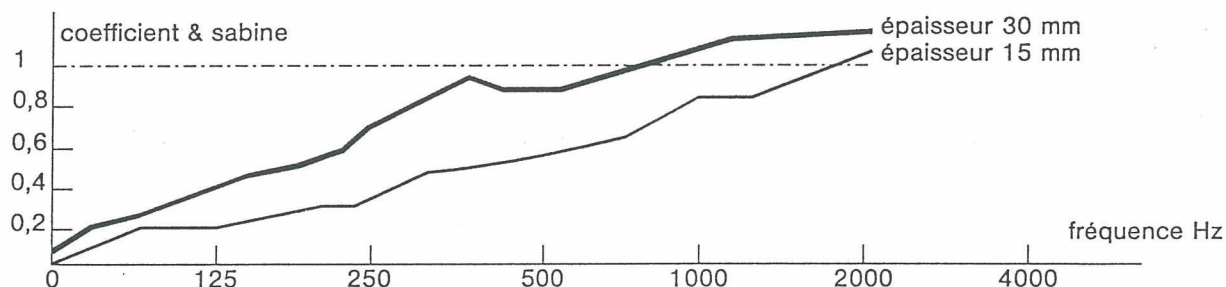
CORRECTION ACOUSTIQUE

De part sa structure le **"PROFIBRE"**® présente des qualités particulièrement intéressantes dans le domaine de la CORRECTION ACOUSTIQUE.

Le **"PROFIBRE"**® connaît un débouché privilégié dans les salles de spectacles ou dans les halls de grands ensembles.

En effet comme le démontrent les résultats des Procès-Verbaux d'essais réalisés par le C.E.B.T.P. le 21 février 1979 sous les N° 642.1.046/A et 642.6.388, le **"PROFIBRE"**® corrige de façon significative l'intensité de son en salle réverbérante.

De plus, de part ses autres qualités il permet également de répondre aux normes de sécurité en vigueur notamment contre l'incendie.



ISOLATION THERMIQUE

Le **"PROFIBRE"**® est un produit destiné à l'isolation thermique, sa mise en oeuvre par projection permet d'éliminer les ponts thermiques de part son aspect monolithique. Le **"PROFIBRE"**® s'applique à l'intérieur des constructions, plafonds, murs, sous faces caves et celliers, auvents, loggias, etc. Il se projette sur tout support (béton - hourdis - fibro-ciment - plâtre - métal - etc...).

CARACTERISTIQUES :

- Epaisseurs projetées de 10 à 100 mm
- Masse volumique de 150 à 230 Kg / m³ (suivant mode d'application et type de finition).
- Conductivité thermique : λ (lambda) = 0,0374 W/m °C (P.V. du L.N.E. n° 8120 112 du 11/01/89).

Épaisseur en cm de "PROFIBRE" ®	4	5	6	7	8	9	10
R THERMIQUE en m ² °C/W	1,07	1,34	1,60	1,87	2,14	2,45	2,70



Inspection
Assistance Technique
Formation Professionnelle
Ressources Humaines
Sécurité
Qualité
Environnement
Bâtiment et Génie Civil
Équipements Industriels
Maîtrise de l'Énergie
Contrôles non destructifs
Essais et Mesures
Réception des Installations
Laboratoires
Métrologie

Affaire suivie par
Catherine GUINARD
☎ 02.31.53.31.65

UNIVERSITE DE CAEN
Cellule Hygiène Sécurité Bâtiment Sciences A

Esplanade de la Paix

14032 CAEN CEDEX

V/Réf. :
N/Réf. : BGC. CG/EL-X166.01
Objet : **14000 CAEN**

Hérouville St. Clair, le 4 avril 2001

Bâtiment Génie Civil
Affaire n° 1Q2135

A l'attention de Madame BOUCHEZ Thieffine

Madame,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, concernant l'affaire citée en référence, notre **RAPPORT DIAGNOSTIC "EXAMEN VISUEL RISQUE AMIANTE"**, sous forme de flocage, calorifugeage et faux-plafond.

Vous en souhaitant bonne réception et restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires,

Veuillez agréer, Madame, l'expression de notre considération distinguée.

AGENCE DE CAEN

Le Citis
5, rue d'Atalante - BP 200
14209 HEROUVILLE ST CLAIR Cedex
Tél. 02 31 53 31 31
Fax. 02 31 53 09 79

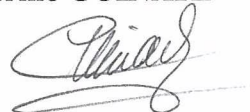
ARGENTAN

Rue Jean Monnet - BP 167
61205 ARGENTAN Cedex
Tél. 02 33 39 83 00
Fax. 02 33 39 83 04

CHERBOURG

ZA La Belle Jardinière
50120 EQUEURDREVILLE-HAINNEVILLE
Tél. 02 33 01 64 00
Fax. 02 33 03 23 71

Catherine GUINARD



Inspection
Assistance Technique
Formation Professionnelle
Ressources Humaines
Sécurité
Qualité
Environnement
Bâtiment et Génie Civil
Équipements Industriels
Maîtrise de l'Énergie
Contrôles non destructifs
Essais et Mesures
Réception des Installations
Laboratoires
Métrologie

BGC. CG/EL-X166.01
Affaire n° 1Q2135

DESIGNATION DE L'AFFAIRE

UFR DES SCIENCES PHARMACEUTIQUES - UNIVERSITE DE CAEN



LIEU

BOULEVARD BECQUEREL - 14000 CAEN



MAITRE D'OUVRAGE

UNIVERSITE DE CAEN



RAPPORT DIAGNOSTIC POUR EXAMEN VISUEL

RISQUE AMIANTE

Ingénieur chargé d'affaire : Catherine GUINARD



Hérouville St. Clair, le 4 avril 2001

AGENCE DE CAEN

Le Cifis
5, rue d'Atalante - BP 200
14209 HEROUVILLE ST CLAIR Cedex
Tél. 02 31 53 31 31
Fax. 02 31 53 09 79

ARGENTAN

Rue Jean Monnet - BP 167
61205 ARGENTAN Cedex
Tél. 02 33 39 83 00
Fax. 02 33 39 83 04

CHERBOURG

ZA La Belle Jardinière
50120 EQUEURDEVILLE-HAINNEVILLE
Tél. 02 33 01 64 00
Fax. 02 33 03 23 71

Nota : Notre intervention s'effectue par référence au décret n° 96-97 du 7 Février 1996 qui vise la recherche d'amiante sous forme de flochage, de calorifugeage et de faux-plafond. Elle ne dispense pas le maître d'ouvrage de prendre les mesures nécessaires en cas de travaux sur les bâtiments. Décret n° 96-98 du 7 Février 1996 relatif à la protection des travailleurs, l'amiante pouvant être présent dans d'autres matériaux, (fibrociment, cloisons, revêtements de sols, etc...).

OBJET DE LA MISSION

Pour faire suite à notre proposition n° 116/312000.03321 du 20/09/00, le Maître d'Ouvrage, cité en références, nous a missionnés pour rechercher dans le cadre de l'article 2 du décret 96.97 du 7 Février 1996, la présence de flocages, calorifugeages et faux-plafonds susceptibles de contenir de l'amiante dans les bâtiments désignés ci-après et situés à CAEN :

- UNIVERSITE DE CAEN - UFR DES SCIENCES PHARMACEUTIQUES
Boulevard BECQUEREL

DEROULEMENT DE LA MISSION

Mademoiselle Catherine GUINARD, Ingénieur BGC du CETE APAVE Nord-Ouest, accompagnée de Monsieur COURBE, ont effectué le 6 mars 2001, une visite des bâtiments précités.

Nous avons visité l'ensemble des locaux accessibles lors de notre visite.

La liste des locaux visités et observations est fournie en annexe.

Les fiches de visite jointes en annexe détaillent la présence de flocages, de calorifugeages et de faux-plafonds dans les locaux.

CONCLUSION

- Il n'a été rencontré **aucun flocage, calorifugeage ou faux-plafond** susceptible de contenir de l'amiante.

Désignation du Bâtiment : UFR DES SCIENCES PHARMACEUTIQUES - UNIVERSITE DE CAEN

O/N : Indique la présence ou non de flocages ; calorifugeages et faux plafonds

Référence : BGC-JLLP-A242-04
N° Affaire : 03216196

UNIVERSITE DE CAEN
Esplanade de la paix
B.P.5186
14032 CAEN CEDEX

A l'attention de Monsieur COLANGELO

RAPPORT AMIANTE

REPERAGE EN VUE DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE OU D'UNE VENTE

SUIVANT LE DECRET 96/97 DU 07/02/96 MODIFIE PAR :
LES DECRETS 97-855 DU 12/09/97, N° 2001-840 DU 13/09/01 ET N° 2002-839 DU 03/05/02

Immeuble concerné

UFR Pharmacie
Boulevard Besquerel
CAEN (14)

Opérateur CETE APAVE Nord Ouest : Monsieur LE PESANT Jean-Luc titulaire de
l'attestation de compétence N° 03062224/001/04010358 délivrée par **CETE Apave Nord Ouest**
certifié AFAQ ASCERT n°DI-1770

Accompagnateur : Monsieur COLANGELO
Laboratoire : CETE Apave Nord Ouest – 2 rue des Mouettes 76132 Mont St Aignan Cedex
Accréditation n°1-0970 du Cofrac – programme n° 144
Nbre Total de pages : 23
Date du rapport : 18/02/2004
Diffusion : 1 exemplaire à l'attention de Monsieur COLANGELO
N° Polices d'Assurances Amiante : Police AXA n°557051

Le présent document doit être joint au DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

L'Opérateur CETE APAVE Nord Ouest :
Monsieur LE PESANT Jean-Luc

SOMMAIRE

1. CONCLUSIONS
2. OBJET DE LA MISSION
3. CONDITIONS DE RÉALISATION
4. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE

Annexe 1 – Schéma de repérage de l'amiante
Annexe 2 – Procès-verbaux d'analyses
Annexe 3 – Évaluation de l'état de conservation des matériaux et produit (grille(s) d'évaluation)
Annexe 4 – Fiche d'examen visuel

I. CONCLUSIONS

Le schéma de repérage des matériaux et produits comportant de l'amiante est joint en annexe 1.

☒ Notre rapport prend en compte les documents techniques fournis en l'état.

➤ Les synthèses des rapports précédents fournis par le propriétaire sont les suivantes

Il n'a été rencontré aucun flocage, calorifugeages et faux plafonds susceptibles de contenir de l'amiante.

-

➤ Analyse des échantillons : non

➤ Contrôle d'atmosphère : non

RÉSULTATS DU REPÉRAGE

☒ Il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES :

☒ Les conclusions ci-dessus conduisent aux obligations réglementaires suivantes :

Le présent document doit être communiqué à toutes les personnes susceptibles de faire les travaux ; l'opération de repérage devra être étendue aux locaux fermés ou non visités. Il constitue un élément important du dossier technique amiante que vous devez constituer avant le 31/12/2003 ou le 31/12/2005 selon la réglementation applicable à votre établissement.

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du décret 96/98 modifié du 07/02/96 modifié par le décret n° 2001-840 du 13/09/01.

II. OBJET DE LA MISSION

DÉFINITION ET LIMITE DE NOTRE MISSION :

Notre intervention définie par notre remise de prix :

n° 03216196

en date du 30/09/2003

Ratifiée par votre lettre de commande :

n°2003 24519

en date du 13/10/2003

a pour but la recherche des produits ou matériaux susceptibles de contenir de l'amiante dans les locaux mentionnés en annexe 4.

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant de l'Apave a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.

Notre repérage porte spécifiquement sur les matériaux et produits définis dans le PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE de l'annexe du décret 96/97 du 07/02/96 modifié par les décrets n° 97/855 du 12/09/97, n° 2001-840 du 13/09/01 et n° 2002-839 du 03/05/02 et de l'arrêté du 22/08/02.

Ce repérage ne porte pas sur les équipements techniques présents dans les locaux (exemple : matériels de cuisine, de chaufferie, équipements de travail, machines de process) pour lesquels il pourra être réalisé un audit spécifique facturé à la vacation.

**Examen visuel d'un bâtiment
pour le repérage des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante**

FICHE DE RENSEIGNEMENTS PRÉALABLES

1. Renseignements généraux

Demandeur du diagnostic :

- Nom : UNIVERSITE DE CAEN
- Adresse : Esplanade de la paix
B.P.5186
14032 CAEN CEDEX
- Téléphone : 02.31.56.55.00

Bâtiment à examiner :

- Désignation : UFR Pharmacie
- Adresse : Boulevard Besquerel
CAEN (14)
- Propriétaire : Université de Caen
- Utilisateur : Université de CAEN

Accompagnateur pour la visite :

- Nom : Monsieur COLANGELO
- Société : Cellule Hygiène sécurité de l'université
- Téléphone : 02.31.56.65.52

2. Renseignements sur le(s) bâtiment(s) / locaux / zone(s) à inspecter

Dates de la construction :

- date d'ouverture du chantier : 1996
- date de réception des travaux : 1996

Usage :

- nombre d'étages : 2
- nombre de sous-sols : 1
- surface approximative : 3677 M²
- type de construction (béton armé, métal, bois) : Béton armée

A-t-il fait l'objet de travaux de réaménagement ? : non
(si oui, nature et date approximative de ces travaux) :

Nota :

III. CONDITIONS DE RÉALISATION

DÉROULEMENT DE LA VISITE :

Bâtiment(s) concerné(s) : UFR Pharmacie
Boulevard Besquere
CAEN (14)

Date d'intervention : 01/12/2003

Opérateur CETE APAVE : Monsieur J-L LE PESANT

Accompagnateur : Monsieur COLANGELO

* Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

NOM DU RAPPORT	ORGANISME EMETTEUR	DATE
1Q2135	Cete Apave Nord Ouest	04/04/2001

* Lors de la visite, il nous a été remis les plans suivants :

Vues en plans des niveaux.

* Lors de la visite, il nous a été remis les bulletins de caractérisation des matériaux et produits suivants :

Néant

* Renseignements généraux complémentaires.

* Le plan d'intervention et les consignes de sécurité ont été examinés.

IV. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE

LOCAUX EXAMINÉS

L'examen visuel est détaillé dans les fiches d'examen en annexe 4, qui listent également les locaux visités

Les locaux qui ne nous ont pas été présentés ou dont l'accès a rendu notre visite impossible, n'ont pu être examinés.

Liste des locaux non visités : Néant
Motifs de l'absence de visite : Néant

Délimitation de la zone concernée par le présent rapport.

Validité des plans fournis.

PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSES

Nombre de prélèvements : 0

Ces prélèvements sont localisés sur les plans en annexe 1.

Les résultats du laboratoire sont joints en annexe 2.

ANNEXE 1

SCHÉMA DE REPÉRAGE DE L'AMIANTE

3 PAGES

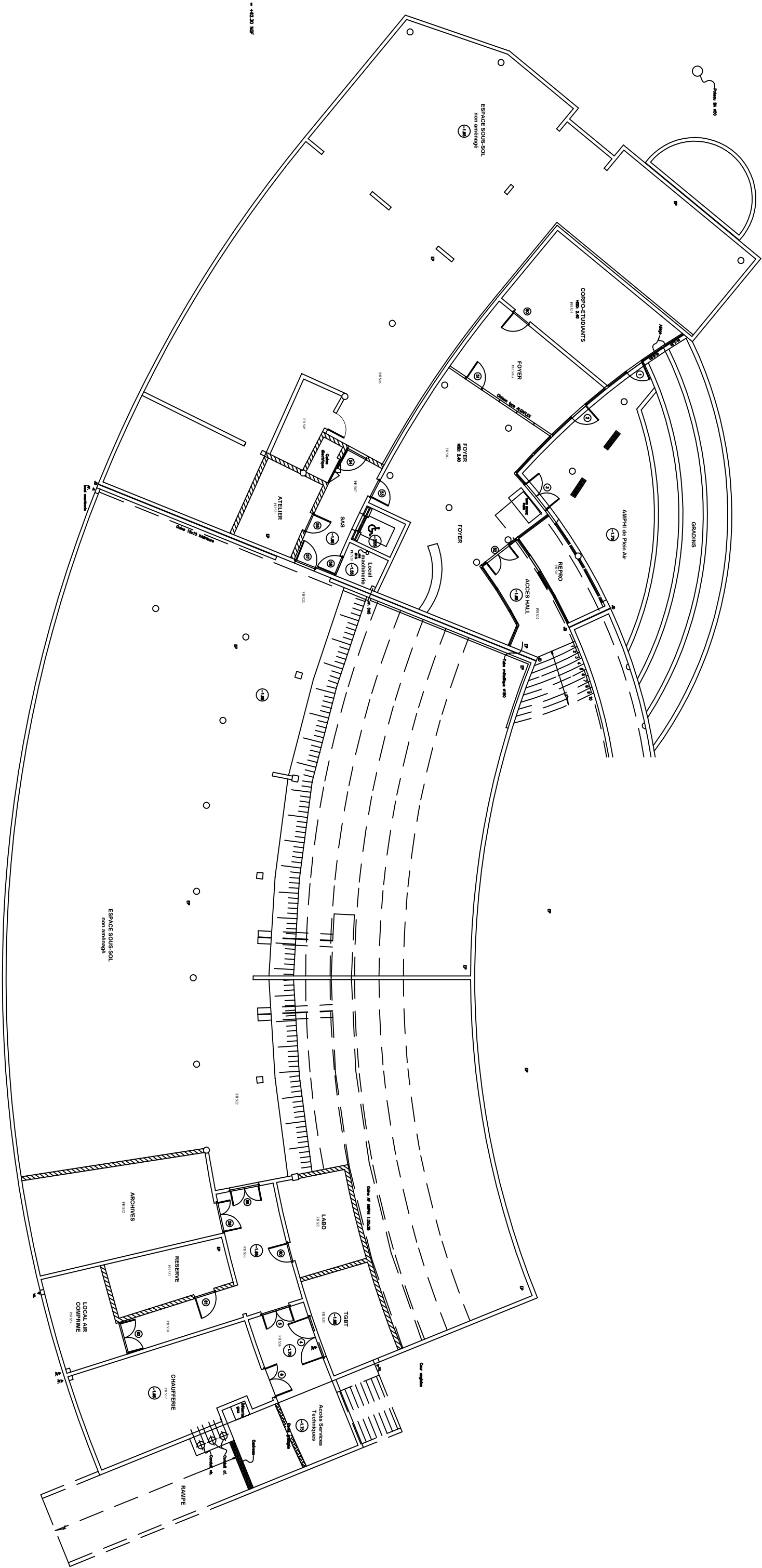

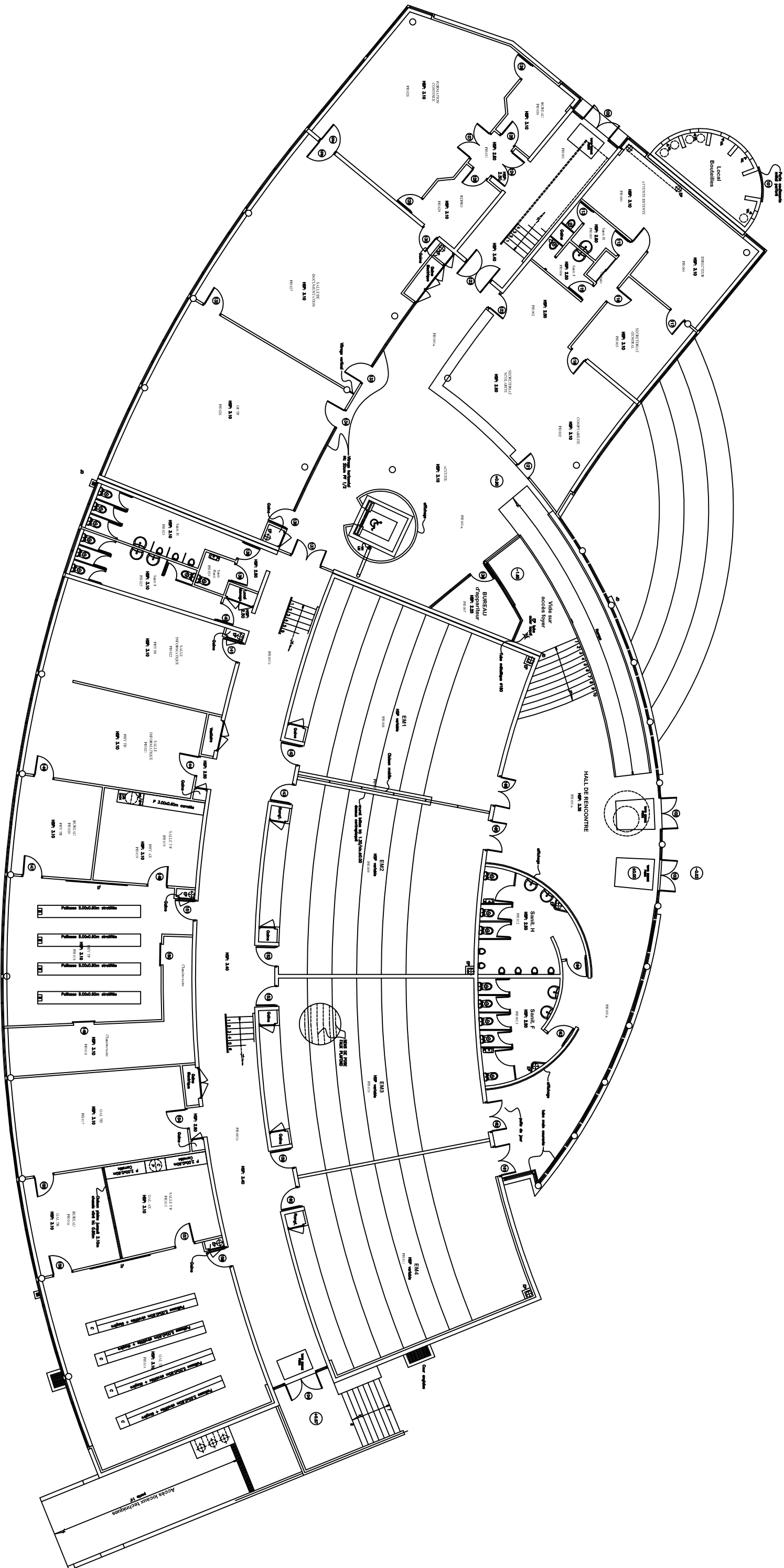

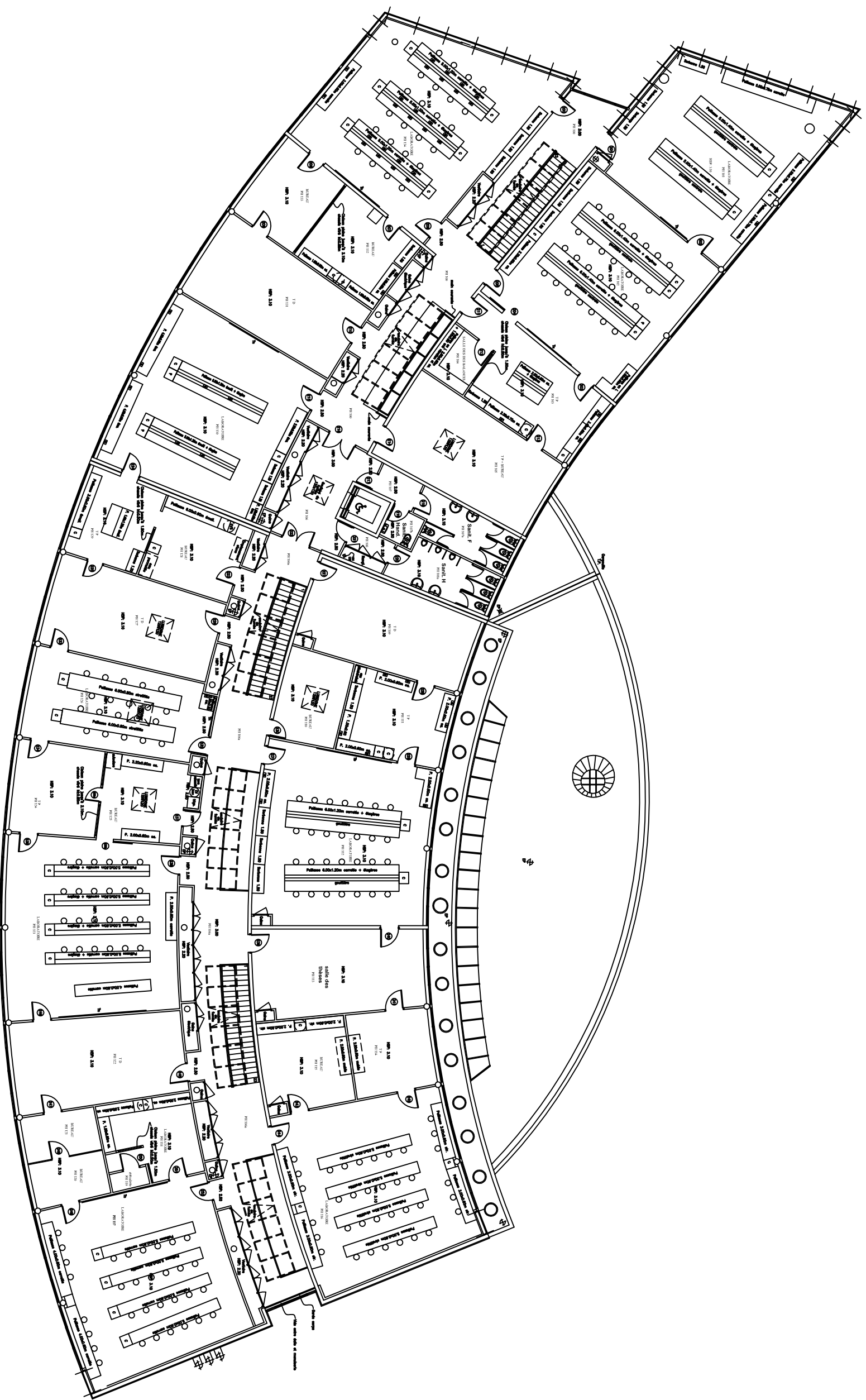


schéma sous sol

<div><div></div><div>Université de Caen Direction de l'Immobilier</div></div>			N°Fichier : XREF-PH-0		Code Bât : PH		
Date Création :			Niv : RDC				
Dessinée par : UCBN			Ind.	Date	Désignation		
Ind.			Form.		Ech.		
A			A3				



						N°Fichier : XREF-PH-0		BATIMENT SCIENCES PHARMACEUTIQUES		Code Bât : _____ PH	
Date Création :											
Dessinée par : UCBN						PLAN ARCHITECTURE BATIMENT					
Ind.		Date		Designation				Niv. : RDC			
A											
<u>Ind.</u>		<u>Form.</u>		<u>Ech.</u>							
A		A3									
Espérance de la paix BP 5186 14032 Caen Cedex Tél : 02.31.56.55.71											



Université de Caen
Direction de l'Immobilier

Esplanade de la Paix

BP 5186

Tel: 02.31.56.55.71

A N N E X E 2

PROCES VERBAUX D'ANALYSES

NEANT

A N N E X E 3

GRILLE(S) D'ÉVALUATION

NEANT

A N N E X E 4

FICHES D'EXAMEN VISUEL

Les fiches présentées ci après listent les locaux visités, identifient et localisent les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante conformément au programme annexé au décret 96-97 modifié.

Conformément au décret 96-97 article 2, le repérage met en évidence également la présence de flocages, calorifugeages et faux-plafonds, dans les locaux, et atteste la présence ou l'absence d'amiante dans ces éléments.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

CARACTÉRISATION DE LA PRÉSENCE D'AMIANTE

NV : Flocage, calorifugeage ou faux plafond ne contenant pas d'amiante, reconnu visuellement par l'opérateur.

AV : Les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante reconnus visuellement par l'opérateur.

NPx : Les matériaux ayant fait l'objet d'un prélèvement et d'une analyse négative (ils ne contiennent pas d'amiante).

APx : Les matériaux contenant de l'amiante repérés après prélèvement et analyse.

x : Numéro d'ordre pour l'identification du matériau ou produit.

ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION

Pour les flocages, calorifugeages et faux-plafonds

E1, E2 ou E3 suivant résultat de la grille d'évaluation.

Pour les autres matériaux

B : Matériau en bon état de conservation

D : Matériau dégradé

Exemple :

AP1-E3 : Prélèvement N°1 contenant de l'amiante après analyse, noté 3 pour son état de conservation

AV-B : Élément contenant de l'amiante reconnu visuellement, en bon état de conservation.

Le présent rapport ne doit pas être reproduit sinon en entier sans notre autorisation écrite.

Février 2003

12/20
M.K16.0.04/02-04

Fiche de repérage de l'amiante dans les bâtiments (repérage pour constat ou en vue du DTA)

Bâtiment			Suivant l'annexe du décret 96-97 modifié														Suivant l'article 2 du décret 96-97 modifié				Observations, n° de fiche d'évaluation éventuel
UFR Pharmacie Boulevard Besquereil CAEN (14)			Absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante																		
Niveau	Local		Flocages, enduits projetés	Calorifuges, enveloppes de calorifuges, conduits de fluides	Faux-plafonds, panneaux collés ou vissés	Revêtements durs des murs (plaques menuiseries, amiante ciment)	Entourage de poteaux (carton, amiante ciment, matériau sandwich, carton+plâtre)	Panneaux de cloison	Dalles de sol	Clapets/volets coupe-feu, rebouchage, joints portes coupe-feu (tresses, bandes)	Conduits vide-ordures	Flocages	Calorifugeages	Faux-plafonds	Absence de Flocage, Calorifugeage ou Faux Plafond						
SS	1	X																			
SS	2	X																			
SS	Cafeteria	X																			
SS	S05	X																			
SS	S06	X																			
SS	Sas 2	X																			
SS	S20	X																			
SS	S21	X																			
SS	VS	X																			
SS	TGBT	X																			

Fiche de repérage de l'amiante dans les bâtiments (repérage pour constat ou en vue du DTA)

Bâtiment		Suivant l'annexe du décret 96-97 modifié													Suivant l'article 2 du décret 96-97 modifié				Observations, n° de fiche d'évaluation éventuel	
UFR Pharmacie Boulevard Besquere CAEN (14)																				
Niveau	Local	Absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante																		
SS	SAS 1	X																		
SS	Chaufferie	X																		
SS	S52	X																		
SS	S53	X																		
SS	S54	X																		
SS	gdf	X																		
RDC	Administration	X																		
RDC	Sanitaires administration	X																		
RDC	Circulation	X																		
RDC	Sanitaires circulation	X																		

Fiche de repérage de l'amiante dans les bâtiments (repérage pour constat ou en vue du DTA)

Bâtiment		Suivant l'annexe du décret 96-97 modifié												Suivant l'article 2 du décret 96-97 modifié				Observations, n° de fiche d'évaluation éventuel
UFR Pharmacie Boulevard Besquerei CAEN (14)		Absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante																
Niveau	Local	Flocages, enduits projetés	Calorifuges, enveloppes de calorifuges, conduits de fluides	Faux-plafonds, panneaux collés ou vissés	Revêtements durs des murs (plaques menuiseries, amiante ciment)	Entourage de poteaux (carton, amiante ciment, matériau sandwich, carton+plâtre)	Panneaux de cloison	Dalles de sol	Clapets/volets coupe-feu, rebouchage, joints portes coupe-feu (tresses, bandes)	Conduits vide-ordures	Flocages	Calorifugeages	Faux-plafonds	Absence de Flocage, Calorifugeage ou Faux Plafond				
RDC	008	X																
RDC	009	X																
RDC	010	X																
RDC	011	X																
RDC	014	X																
RDC	015	X																
RDC	016	X																
RDC	017	X																
RDC	018	X																
RDC	019	X																

Fiche de repérage de l'amiante dans les bâtiments (repérage pour constat ou en vue du DTA)

Bâtiment		Suivant l'annexe du décret 96-97 modifié														Suivant l'article 2 du décret 96-97 modifié				Observations, n° de fiche d'évaluation éventuel	
UFR Pharmacie Boulevard Besquerel CAEN (14)		Absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante																			
Niveau	Local																				
RDC	020	X																			
RDC	021	X																			
RDC	022	X																			
RDC	SF	X																			
RDC	SH	X																			
RDC	026	X																			
RDC	027	X																			
RDC	028	X																			
RDC	029	X																			
RDC	030	X																			

Fiche de repérage de l'amiante dans les bâtiments (repérage pour constat ou en vue du DTA)

Bâtiment			Suivant l'annexe du décret 96-97 modifié										Suivant l'article 2 du décret 96-97 modifié				Observations, n° de fiche d'évaluation éventuel
UFR Pharmacie Boulevard Besquerel CAEN (14)			Absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante										Absence de Flocage, Calorifugeage ou Faux Plafond				
Niveau	Local		Flocages, enduits projetés	Calorifuges, enveloppes de calorifuges, conduits de fluides	Faux-plafonds, panneaux collés ou vissés	Revêtements durs des murs (plaques menuiseries, amiante ciment)	Entourage de poteaux (carton, amiante ciment, matériau sandwich, carton+plâtre)	Panneaux de cloison	Dalles de sol	Clapets/volets coupe-feu, rebouchage, joints portes coupe-feu (tresses, bandes)	Conduits vide-ordures	Flocages	Calorifugeages	Faux-plafonds			
1	101	X															
1	102	X															
1	103	X															
1	104	X															
1	SF	X															
1	SH	X															
1	109	X															
1	110	X															
1	111	X															
1	112	X															

Fiche de repérage de l'amiante dans les bâtiments (repérage pour constat ou en vue du DTA)

Bâtiment		Suivant l'annexe du décret 96-97 modifié													Suivant l'article 2 du décret 96-97 modifié				Observations, n° de fiche d'évaluation éventuel
UFR Pharmacie Boulevard Besquerel CAEN (14)																			
Niveau	Local	Absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante													Absence de Flocage, Calorifugeage ou Faux Plafond				
1	113	X																	
1	114	X																	
1	115	X																	
1	116	X																	
1	Circulation	X																	
1	117	X																	
1	118	X																	
1	119	X																	
1	120	X																	
1	121	X																	

**Fiche de repérage de l'amiante dans les bâtiments
(repérage pour constat ou en vue du DTA)**

Bâtiment		Suivant l'annexe du décret 96-97 modifié														Suivant l'article 2 du décret 96-97 modifié				Observations, n° de fiche d'évaluation éventuel
UFR Pharmacie Boulevard Besquere CAEN (14)		Absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante														Absence de Flocage, Calorifugeage ou Faux Plafond				
Niveau	Local	Flocages, enduits projetés	Calorifuges, enveloppes de calorifuges, conduits de fluides	Faux-plafonds, panneaux collés ou vissés	Revêtements durs des murs (plaques menuiseries, amiante ciment)	Entourage de poteaux (carton, amiante ciment, matériau sandwich, carton+plâtre)	Panneaux de cloison	Dalles de sol	Clapets/volets coupe-feu, rebouchage, joints portes coupe-feu (tresses, bandes)	Conduits vide-ordures	Flocages	Calorifugeages	Faux-plafonds							
1	122	X																		
1	123	X																		
1	124	X																		
1	125	X																		
1	126	X																		
1	127	X																		
1	129	X																		
1	130	X																		
1	131	X																		
1	132	X																		

Fiche de repérage de l'amiante dans les bâtiments (repérage pour constat ou en vue du DTA)

Bâtiment		Suivant l'annexe du décret 96-97 modifié											Suivant l'article 2 du décret 96-97 modifié				Observations, n° de fiche d'évaluation éventuel
UFR Pharmacie Boulevard Besquereau CAEN (14)																	
Niveau	Local	Absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante															
		Flocages, enduits projetés	Calorifuges, enveloppes de calorifuges, conduits de fluides	Faux-plafonds, panneaux collés ou vissés	Revêtements durs des murs (plaques menuiseries, amiante ciment)	Entourage de poteaux (carton, amiante ciment, matériau sandwich, carton+plâtre)	Panneaux de cloison	Dalles de sol	Clapets/volets coupe-feu, rebouchage, joints portes coupe- feu (tresses, bandes)	Conduits vide-ordures	Flocages	Calorifugeages	Faux-plafonds	Absence de Flocage, Calorifugeage ou Faux Plafond			
1	133	X															
1	134	X															

Sujet: Rapports GEODEM de diagnostic amiante avant travaux UFR Sciences pharmaceutiques et annexe droit

De: olivier hamelin <olivier.hamelin@unicaen.fr>

Date: Fri, 03 May 2013 13:50:33 +0200

Pour :: LEA Jean-Luc <jean-luc.lea@unicaen.fr>, Guillaume SANTIER <guillaume.santier@unicaen.fr>

N/Réf : SHSE/114/2013/OH

Bonjour à tous les deux,

Vous trouverez ci-joint les rapports GEODEM de diagnostic amiante avant travaux des bâtiments UFR Sciences pharmaceutiques et annexe droit établis suite aux visites effectuées le 08 avril 2013.

Cordialement,

--

Olivier Hamelin,

Université de Caen Basse-Normandie
Service Hygiène Sécurité Environnement
Esplanade de la paix
14032 CAEN cedex

Tel: 02.31.56.52.04

port : 06.20.01.47.46

Mail: olivier.hamelin@unicaen.fr

01_1699_daat_sciens_pharma-1.pdf

Content-Type: application/pdf

Content-Encoding: base64

01_1700_daat_annexe_droit-1.pdf

Content-Type: application/pdf

Content-Encoding: base64



RAPPORT DE MISSION DE REPÉRAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX

Conformément au décret n°2003-462 du 21 mai 2003 du code de la Santé Publique, à l'arrêté du 2 janvier 2002 et
en référence à la Norme NFX 46-020



*Diagnostics amiante et plomb
Audit déchets avant démolition*

**UFR Sciences Pharmaceutiques
Boulevard Becquerel
14000 CAEN**

Commanditaire	Société de contrôle
 UNIVERSITE DE CAEN Service HSE Esplanade de la Paix 14032 CAEN cedex	 GEODEM - Agence Normandie 137, route d'Elbeuf 27520 BOURGTHEROULDE ☎ : 02 32 82 37 20
Représentant	Représentant
Olivier HAMELIN Service Hygiène, Sécurité, Environnement	Olivier LECLERC Ingénieur d'Affaires

Accompagnateur : Monsieur HAMELIN

Référence dossier : **01-1699**

Opérateur de repérage amiante et Signataire : **Marc BINET**

Date de visite : **08.04.2013**

Laboratoire d'analyses agréé : **ITGA – rue de la Terre Adélie - CS 66862 – 35768 SAINT GREGOIRE Cedex**

**Il n'a pas été repéré de produit et matériau contenant de l'amiante
lors de ce diagnostic amiante avant travaux.
Les conclusions sont en page 3.**

SOMMAIRE

1	CONCLUSIONS DU RAPPORT	3
2	PRECONISATIONS D'ORDRE GENERAL	3
3	LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX, ELEMENTS OU PARTIES D'ELEMENTS NON VISITES	4
4	BUT DE LA MISSION.....	4
5	OBLIGATIONS.....	4
6	DOCUMENTS ANTÉRIEURS	5
7	MÉTHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC	5
7.1	Conditions de travail	5
7.2	Méthodologie du diagnostic	5
8	RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE	6
9	TRAITEMENT DE L'AMIANTE	12
9.1	Sécurité	12
9.2	Elimination des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante	12
10	ANNEXES	13
10.1	Croquis	14
10.2	Attestation d'assurance, Certification	17
10.3	Résultats d'analyses	20
10.4	Consignes générales de sécurité	21
10.5	Annexe A de la Norme NFX 46-020 de décembre 2008.....	24

1 CONCLUSIONS DU RAPPORT

1. Il n'a pas été repéré de produit et matériau contenant de l'amiante : Sur décision de l'opérateur
2. Il n'a pas été repéré de produit et matériau contenant de l'amiante : Après analyses.
 1. Les colles de faïence ne contiennent pas d'amiante,
 2. Les différents joints ne contiennent pas d'amiante,
 3. Les faux-plafonds ne contiennent pas d'amiante,
 4. Le paxalu et le goudron de la terrasse ne contiennent pas d'amiante,
 5. Les peintures ne contiennent pas d'amiante.

Remarque : La liste présentée dans le point ci-dessus peut ne pas être complète. L'ensemble des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante dans les locaux et zones visitées a fait l'objet d'un prélèvement et d'une analyse par un laboratoire agréé. La liste exhaustive est présentée dans le tableau ci-après.

2 PRECONISATIONS D'ORDRE GENERAL

Tout autre matériau découvert pendant les opérations qui serait susceptible de contenir de l'amiante devra faire l'objet d'un complément de diagnostic par la société GEODEM. Cette dernière reste à la disposition de la maîtrise d'ouvrage pour intervenir en urgence lever les doutes existants.

A Bourgtheroulde, le 29.04.2013
L'opérateur de repérage

Marc BINET



3 LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX, ELEMENTS OU PARTIES D'ELEMENTS NON VISITES

L'ensemble des locaux concernés par le programme de travaux a été visité.

4 BUT DE LA MISSION

Le but est de la mission est de détecter tous les matériaux contenant de l'amiante dans les locaux concernés par les travaux.

Le programme de travaux est le suivant :

- Dépose d'une quinzaine de sorbonnes (plans de travail) de laboratoire : moteurs situés sur le toit terrasse, gaines et mobilier

Le résultat de cette recherche exhaustive doit être clairement énoncé dans ce document.

5 OBLIGATIONS

Rappels de la Norme NF X 46-020 de Décembre 2008

Le donneur d'ordre est tenu :

- ☞ Contractuellement, de fournir les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour accéder à certains matériaux (escabeau, échelle, échafaudage, plate-forme élévatrice de personnes, etc....) et de définir les conditions d'utilisation,
- ☞ De procéder aux démontages demandés par l'opérateur de repérage,
- ☞ D'indiquer avec précision, dans le cadre d'un repérage réalisé avant travaux, les zones dans lesquelles seront réalisées ces derniers, leur nature, et, si elles sont connues, les techniques génératrices de nuisances (vibrations, etc....) qui seront utilisées.
- ☞ De fournir les documents (plans, croquis, repérages antérieurs....) utiles au repérage.

Obligations de l'opérateur de repérage

- ☞ Analyser les documents fournis par le donneur d'ordre afin de définir son intervention.
- ☞ Examiner les rapports de mission de repérage existants et déterminer les actions nécessaires : recherche complémentaire, réalisation des documents marquants, etc.
- ☞ Effectuer une reconnaissance préalable de l'immeuble bâti (différents locaux, volumes) afin de discerner les zones présentant des caractéristiques similaires, à partir des documents existants communiqués par le donneur d'ordre avant l'intervention.
- ☞ Organiser un cheminement logique permettant la visite systématique des zones affectées directement ou indirectement par ces travaux ;
- ☞ Vérifier que les moyens prévus permettent l'accès à tous les locaux et matériaux à repérer.

6 DOCUMENTS ANTÉRIEURS

Documents	Disponible	Observations
Dossier Technique Amiante	NON	Sans objet
Rapport de repérage antérieur	NON	Sans objet
Plans du site	NON	Sans objet
Plan des locaux	OUI	Sans objet

7 MÉTHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

7.1 Conditions de travail.

La maîtrise d'ouvrage, commanditaire de l'opération, a mis tout en œuvre (moyens humains et matériels), conformément à la norme en vigueur, pour permettre à la société GEODEM d'effectuer les sondages dans de bonnes conditions et de pouvoir ainsi apporter en conclusion de son étude des résultats fiables.

7.2 Méthodologie du diagnostic

Conformément à la réglementation, la première étape du diagnostic a porté sur les matériaux accessibles nécessitant des démontages ou des interventions n'entraînant pas de détériorations.

La seconde étape, elle, a consisté à effectuer des sondages destructifs.

Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante a été effectué par ordre chronologique dans chacune des zones du bâtiment. Il consiste à effectuer un contrôle visuel et destructif complété par des prélèvements sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante listés dans le tableau joint en annexe 2 de l'arrêté du 2 janvier 2002. Cependant, ce tableau n'étant pas considéré par GEODEM comme une énumération exhaustive des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, les recherches ont été réalisées plus largement sur tous les matériaux rencontrés.



8 RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE




La localisation des prélèvements est indiquée dans le tableau et repérée précisément sur les plans annexés à ce rapport.

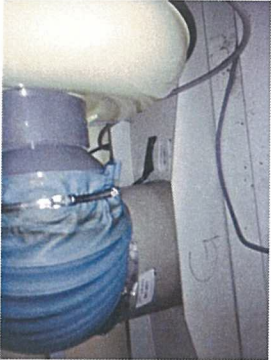


Légende du tableau de repérage :




NOIR : absence d'amiante




ROUGE : présence d'amiante


N° du prélév.	Niveau	N° de pièce	Pièce / Local	Date de prélév.	Sol	Mur	Plafond	Matériaux		Observations	Zones homogènes	Résultat	Photo
								Type	Détails				
MAT 968	R+1		salle 102	08/04/13		x		colle	de faïence	sorbonne (= plan de travail)	tous les plans de travail	Absence d'amiante	
MAT 969	R+1		salle 102	08/04/13		x		joint	type silicone	sorbonne	tous les joints type silicone	Absence d'amiante	

N° du prélév.	Niveau	N° de pièce	Pièce / Local	Date de prélév.	Sol	Mur	Plafond	Matériaux		Observations	Zones homogènes	Résultat	Photo
								Type	Détails				
MAT 970	R+1		salle 102	08/04/13		x		peinture	jaune	support plan de travail sorbonne - métallique		Absence d'amiante	
MAT 971	R+1		salle 102	08/04/13		x		peinture	grise	piéd de sorbonne - métallique	tous les piéds de sorbonne	Absence d'amiante	
MAT 972	R+1		salle 102	08/04/13			x	scotch	alu étanchéité	sur conduit d'aération PVC	toutes les pièces	Absence d'amiante	

N° du prélèv.	Niveau	N° de pièce	Pièce / Local	Date de prélèv.	Sol	Mur	Plafond	Matériaux		Observations	Zones homogènes	Résultat	Photo
								Type	Détails				
MAT 973	R+1		salle 102	08/04/13			x	scotch	noir	sur hotte aération	toutes les pièces	Absence d'amiante	
MAT 974	R+1		salle 102	08/04/13		x		faux-plafond			toutes les salles	Absence d'amiante	
MAT 975	R+1		salle 134	08/04/13		x		peinture	verte	support plan de travail sorbonne	salle 132	Absence d'amiante	

N° du prélèv.	Niveau	N° de pièce	Pièce / Local	Date de prélèv.	Sol	Mur	Plafond	Matériaux		Observations	Zones homogènes	Résultat	Photo
								Type	Détails				
MAT 976	R+1		salle 134	08/04/13		x		colle	de faïence	plan de travail sorbonne	tous les plans de travail	Absence d'amiante	
MAT 977	R+1		salle 134	08/04/13		x		joint	type silicone	plan de travail sorbonne	tous les joints type silicone	Absence d'amiante	
MAT 978	Toiture - terrasse		toiture - terrasse	08/04/13	x			joint				Absence d'amiante	

N° du prélév.	Niveau	N° de pièce	Pièce / Local	Date de prélév.	Sol	Mur	Plafond	Matériaux		Observations	Zones homogènes	Résultat	Photo
								Type	Détails				
MAT 979	Toiture - terrasse		toiture - terrasse	08/04/13	x			joint	noir			Absence d'amiante	
MAT 980	Toiture - terrasse		toiture - terrasse	08/04/13	x			paxalu				Absence d'amiante	
MAT 981	Toiture - terrasse		toiture - terrasse	08/04/13	x			goudron				Absence d'amiante	

N° du prélèv.	Niveau	N° de pièce	Pièce / Local	Date de prélèv.	Sol	Mur	Plafond	Matériaux		Observations	Zones homogènes	Résultat	Photo
								Type	Détails				
MAT 982	Toiture - terrasse		toiture - terrasse	08/04/13	x			Isolant				Absence d'amiante	

9 TRAITEMENT DE L'AMIANTE

9.1 Sécurité

Les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent mettre en cause l'intégrité des matériaux et peuvent conduire à des expositions dangereuses si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Les consignes de sécurité (jointes en annexe du rapport) sont rappelées dans le décret relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante (décret N° 96-98 du 7 février 1996).

Les consignes générales de sécurité sont annexées au rapport sur 2 pages.

9.2 Elimination des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante

Les matériaux où l'amiante est fortement liée (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu), doivent être éliminés, soit en installation de stockage de déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante liée.

Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les consignes sont rappelées dans le Décret relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante (Article 7 du Chapitre II du Décret N° 96-98 du 7 février 1996).

10 ANNEXES

10.1 - Croquis

10.2 - Attestation d'assurance et Certification

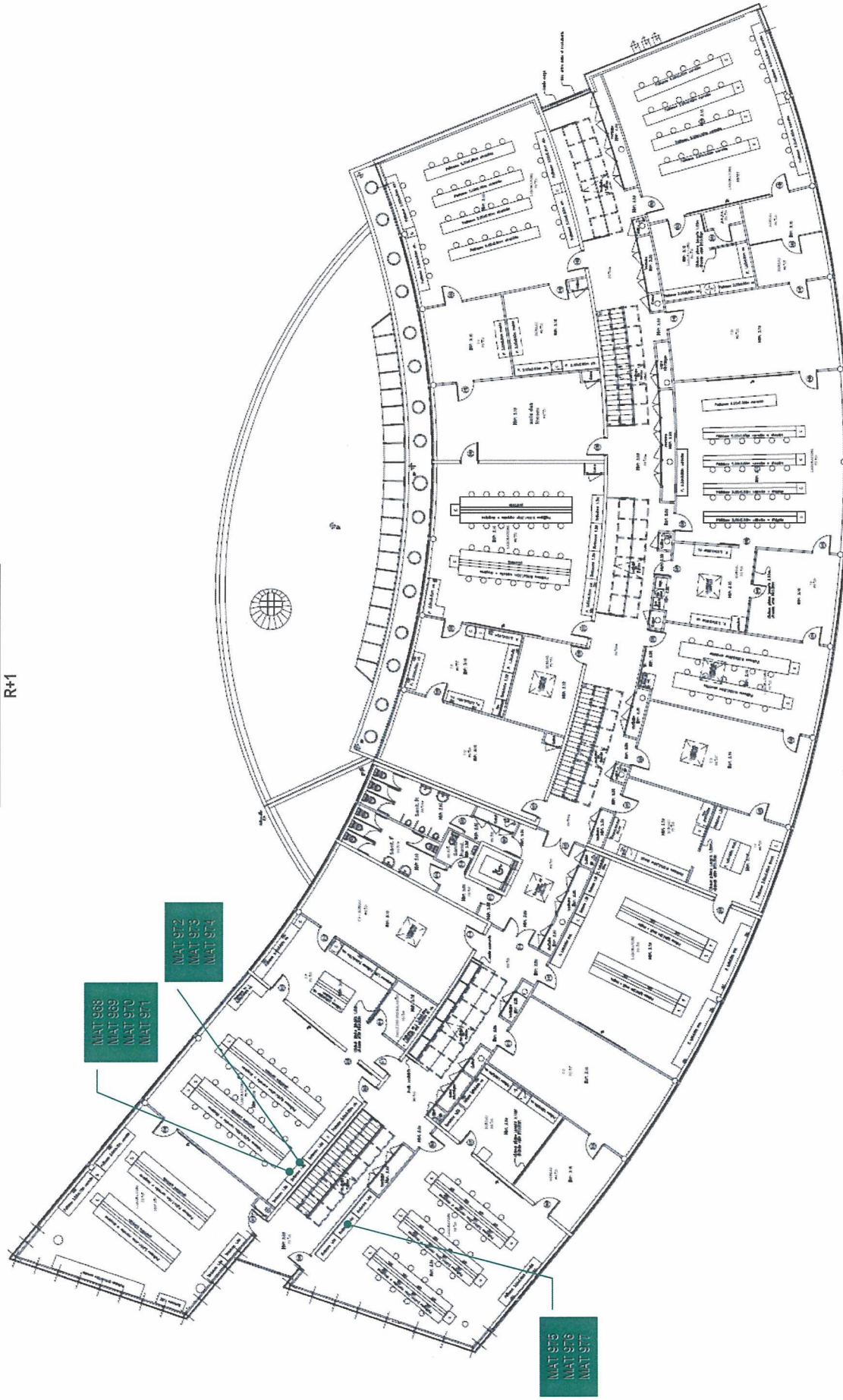
10.3 - Rapports d'analyses

10.4 - Consignes générales de Sécurité

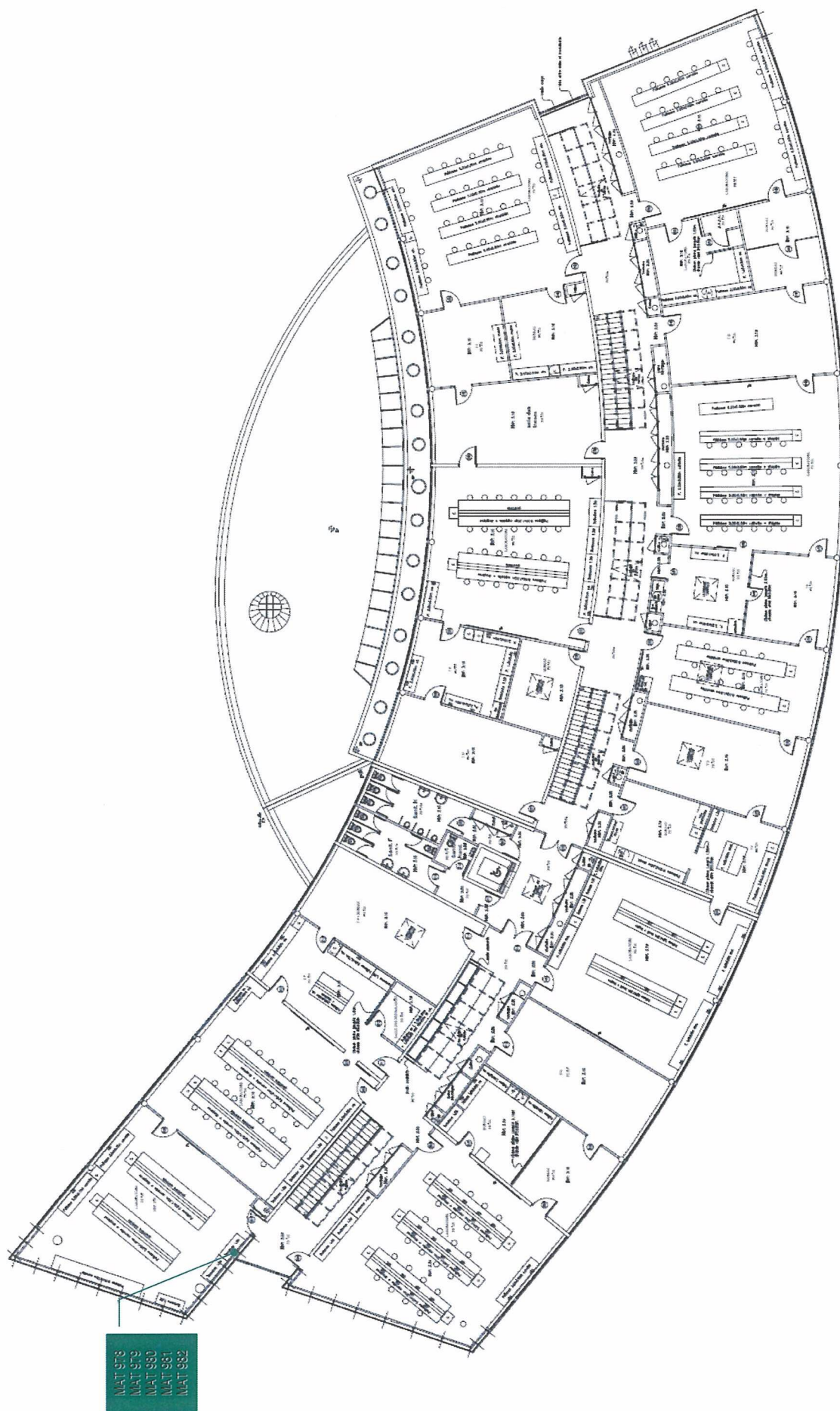
10.5 – Annexe A de la Norme NFX 46-020 de Décembre 2008

10.1 Croquis

UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
R+1



UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
Toiture



MAT 978
MAT 979
MAT 980
MAT 981
MAT 982

10.2 Attestation d'assurance, Certification



**ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE
CONTRAT : HA RCP0082209**

LE PRENEUR D'ASSURANCE

Souscripteur : GEODEM
137 ROUTE D'ELBEUF
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Assuré : GEODEM
137 ROUTE D'ELBEUF
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

LES CONDITIONS DE GARANTIE

Catégorie : Assurances Professionnelles by Hiscox
Diagnosticteurs immobilier

Juridiction et loi applicables : Monde entier hors USA / Canada

ACTIVITES DE L'ASSURE

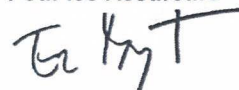
L'assuré déclare exercer la profession et/ou les activités suivantes :
Activité principale : Contrôle périodique amiante / Diagnostic amiante avant travaux ou démolition /
Diagnostic amiante avant vente / Dossier technique amiante
Autres activités : Diagnostic gaz / Diagnostic termites / Exposition au plomb (CREP) / Diagnostic de risque
d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIP) / Loi Carrez / Recherche de plomb avant travaux /
Diagnostic de performance énergétique / Etat de l'installation intérieure de l'électricité / Diagnostic pollution
de sols / Diagnostic Radon.

PERIODE DE VALIDITE

La présente attestation est valable pour la période du 01 Avril 2013 au 31 Mars 2014.

Les garanties sont acquises selon les Conditions Particulières (établies sur la base du questionnaire
préalable d'assurance), des Conditions Générales N° RC1006 et du(des) module(s) n° DIA0607
"Assurances Professionnelles by Hiscox - Diagnosticteurs immobilier", n° RCE1006 et n° RJP1006.

Fait à Paris, le 08/02/2013
Pour les Assureurs



08/02/2013 12:28
RCP0082209

CERTIFICAT DE COMPETENCES

DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER



Marc BINET

est titulaire du certificat de compétences N° 1758-141111-76-001
pour :

	DU	AU
Constat de risque d'exposition au plomb	06/01/2012	05/01/2017
Diagnostic amiante	06/01/2012	05/01/2017
Diagnostic de performance énergétique	31/01/2012	30/01/2017
Etat de l'installation intérieure de gaz	30/12/2011	29/12/2016
Etat relatif à la présence de termites (France métropolitaine)	07/02/2012	06/02/2017
Etat de l'installation intérieure d'électricité	14/03/2012	13/03/2017

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

* Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ; Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de diagnostic et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ; Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 14 décembre 2009 ; Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 08 décembre 2009 ; Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 15 décembre 2009 ; Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009.

Délivré à Bagneux, le 16 mars 2012

Pour DEKRA Certification S.A.S
Yvan MAINGUY, Directeur Général



Numéro d'accréditation :
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

10.3 Résultats d'analyses



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1-0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9235 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT968

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9235
Description ITGA :
Colle faïence blanche avec faïence et fibres de bois en vrac

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Colle faïence blanche en vrac	META le 23/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1- 0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9236 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699

Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN

Référence Client de l'échantillon :
MAT969

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502

Réf. Echantillon ITGA : IT071304-9236

Description ITGA :

Joint souple blanc avec peinture

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Joint souple blanc avec peinture	META le 22/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1- 0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9237 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT970

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9237
Description ITGA :
Eclats de peinture

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Eclats de peinture	META le 23/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1- 0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9238 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN

Référence Client de l'échantillon :
MAT971

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9238

Description ITGA :
Eclats de peinture

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Eclats de peinture	META le 23/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1- 0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9239 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT972

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502
Réf. Echantillon ITGA : IT071304-9239
Description ITGA :
Aluminium

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Aluminium	META le 23/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1-0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9240 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT973

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502
Réf. Echantillon ITGA : IT071304-9240
Description ITGA :
Ruban adhesif noir

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Ruban adhesif noir	META le 23/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1-0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9241 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT974

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9241

Description ITGA :
Faux plafond beige fibreux homogène avec peinture blanche

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : pas de traitement thermique ou mécanique

Technique Analytique :
- Microscopie Optique à Lumière Polarisée (méthode guide HSG 248 - appendice 2)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Faux plafond beige fibreux homogène avec peinture blanche	MOLP le 19/04/2013	Amiante non détecté	---	2

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1- 0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9242 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT975

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9242
Description ITGA :
Eclats de peinture

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Eclats de peinture	META le 23/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1- 0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9244 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT976

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9244
Description ITGA :
Colle faïence blanche avec faïence et fibres de bois en vrac

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Colle faïence blanche en vrac	META le 23/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1- 0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9245 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHÉROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699

Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN

Référence Client de l'échantillon :
MAT977

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502

Réf. Echantillon ITGA : IT071304-9245

Description ITGA :
Joint souple blanc

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Joint souple blanc	META le 22/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1- 0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9246 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT978

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9246
Description ITGA :
Joint souple blanc avec peinture

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Joint souple blanc avec peinture	META le 22/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1- 0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9248 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT979

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9248
Description ITGA :
Aluminium

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Aluminium	META le 23/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1-0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9250 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT980

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9250
Description ITGA :
Couche bitumineuse souple

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Couche bitumineuse souple	META le 22/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1-0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9251 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN
Référence Client de l'échantillon :
MAT981

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9251

Description ITGA :
Couche bitumineuse souple avec fibres visibles

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Couche bitumineuse souple avec fibres visibles	META le 22/04/2013	Amiante non détecté	---	1

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

Parc Edonia - Bât. R - Rue de la terre Adélie - CS n° 66862 35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX

Tel : 02.99.35.41.41 Fax : 02.99.35.41.42

www.itga.fr



accréditation n° 1-0913

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT071304-9253 EN DATE DU 23/04/2013
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : GEODEM
137 route d'Elbeuf
27520 BOURGTHEROULDE INFREVILLE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 15/04/2013
Analysé à : ITGA RENNES

Réf. Commande Client : 1699
Réf. Dossier Client : UNIVERSITE DE CAEN
UFR SCIENCES PHARMACEUTIQUES
14000 CAEN

Référence Client de l'échantillon :
MAT982

Réf. Commande ITGA : IT0713-11502 **Réf. Echantillon ITGA :** IT071304-9253

Description ITGA :
Amas verdâtre fibreux homogène

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : pas de traitement thermique ou mécanique

Technique Analytique :
- Microscopie Optique à Lumière Polarisée (méthode guide HSG 248 - appendice 2)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Amas verdâtre fibreux homogène	MOLP le 19/04/2013	Amiante non détecté	---	2

ITGA

Page 1/1

Validé par :

Céline PERENES
Responsable de Laboratoire



La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

10.4 Consignes générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment.

Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le Dossier Technique « Amiante » et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe I du présent arrêté.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la pleurè).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction ...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement ...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- ☞ manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- ☞ travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- ☞ travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles ...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- ☞ déplacement local d'éléments d'un faux-plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- ☞ par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- ☞ en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site :

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Elimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Elimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

10.5 Annexe A de la Norme NFX 46-020 de décembre 2008

Annexe A (normative)

Descriptif des sondages et prélèvements à effectuer pour les composants

L'inspection visuelle peut donner lieu à des investigations approfondies destructives ou non destructives dont la quantité est définie par l'opérateur de repérage en fonction de la fréquence de sondages à réaliser.

Le Tableau A.1 présente les modalités dans lesquelles sont effectués les sondages et les prélèvements pour analyse indépendamment du type de mission confiée à l'opérateur de repérage.

La liste de «Composants de la construction» et de «Parties du composant à inspecter ou à sonder» du Tableau A.1 constitue la base du repérage avant travaux. Cette liste n'est en aucun cas exhaustive.

Pour les missions «DTA» et «Vente», d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder» sont fixés par la réglementation.

La colonne III «caractéristiques des sondages» prescrit un nombre minimum prévisionnel de sondages. En cas de constats hétérogènes, il appartient à l'opérateur de déterminer le nombre supplémentaire de sondages à effectuer pour déterminer la limite des zones de repérage concernées.

Les surfaces considérées dans ce tableau sont des surfaces hors œuvres brutes (SHOB) pour les immeubles bâtis.

La colonne IV «prélèvements pour analyse» précise les critères de choix des prélèvements à réaliser et à transmettre au laboratoire pour analyse.

NOTE 1 Certains produits, notamment en fibres-ciment, possèdent une identification permettant de savoir si la fibre utilisée était ou n'était pas de l'amiante : «NT» (sans amiante) ou «AT» (avec amiante) tel que défini en particulier par les normes européennes (exemple : EN 494, EN 492, EN 12467, etc.). En l'absence de marquage, il convient de considérer le matériau ou produit comme contenant de l'amiante en fonction des informations dont l'opérateur de repérage dispose par ailleurs, ou devant être analysé.

NOTE 2 Une attention particulière est portée à l'éventuelle dégradation de l'efficacité de la fonction des matériaux ou produits sondés et/ou prélevés (gaine électrique, clapet coupe-feu, etc.).

Tableau A.1

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
1 — Toiture, terrasse et étanchéité			
Plaques ondulées et planes	Plaques en fibres-ciment y compris les panneaux type « sous tuile »	1 sondage sur chaque type de produit	A
	Plaques en matériau bitumineux	1 sondage sur chaque type de produit	B
Ardoises	Ardoises composites	1 sondage sur chaque type de produit	A
	Ardoises en fibres-ciment	1 sondage sur chaque type de produit	A
Bardeaux bitumé (type « Shingle »)		1 sondage sur chaque type de produit	B
Éléments de sous-toiture	Pare-vapeur, pare-pluie et autres panneaux structurels Isolants sous toiture	1 sondage sur chaque type de matériau et/ou produit	A
	Flocage	1 sondage sur chaque type de matériau Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau	À chaque affectation différente des locaux C
Complexe d'étanchéité pour toiture (y compris toiture-terrasse) pouvant être constitué d'une ou plusieurs couches	Bandes bitumineuses notamment renfort de cuvelage, produits d'accrochage et colles	1 sondage sur chaque type de terrasse et/ou terrasson ainsi que les zones de réparation	B
	Isolants Complexe asphalté	Le sondage est réalisé sur toute l'épaisseur, jusqu'au support	
Éléments ponctuels	Conduits de cheminée, de ventilation, etc.	1 sondage sur chaque type de matériau et produit	A
	Tout élément complémentaire à la toiture y compris les chéneaux	1 sondage sur chaque type de matériau et/ou produit	A
	Conduits de ventilation, conduits eaux pluviales (voir article 6 « Conduits, canalisations et équipements »)		A
<p>(1) Pour les missions « DTA » et « Vente », d'une part, et dans le cadre de la mission « Démolition » d'autre part, les « Composants de la construction » et « Parties du composant à inspecter ou à sonder », fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>B Suite à l'inspection visuelle de chaque type de matériau et produit, l'opérateur de repérage transmet pour analyse chaque type de matériau et produit (un changement d'affectation n'entraîne généralement pas de prélèvement complémentaire).</p> <p>C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement à sélectionner dans ce tableau.</p>			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
2 — Parois verticales extérieures			
Panneaux sandwiches	Plaques Joints d'assemblage Joints d'étanchéité Tresses Mastics	1 sondage sur chaque type de produit et matériau Des carottages peuvent être réalisés sur tout le complexe en cas d'impossibilité de démontage Vérification nez de dalle, coffre et plaque de séparation horizontale entre éléments	A
Bardages	Plaques et «bac» en fibres-ciment	1 sondage sur chaque type de matériau et/ou produit	A
	Ardoises composites ou fibres-ciment	1 sondage sur chaque type de matériau et/ou produit	A
Bardages métalliques à simple ou double peau	Revêtement intérieur, peinture	1 sondage sur chaque type de matériau et produit Carottages sur tout le complexe en cas d'impossibilité de démontage	A
Isolants sous bardage	Flocage, carton		A
Mur et cloisons «en dur»	Enduits projetés, revêtement plastique épais, lissés ou talochés	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux Le sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur jusqu'au support Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau	B
	Colle de carrelage		
	Étanchéité extérieure des fondations	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux Le sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur jusqu'au support Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau	A
	Appui de fenêtre	1 sondage par type d'appui de fenêtre	A
<p>(1) Pour les missions «DTA» et « Vente », d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>B Suite à l'inspection visuelle de chaque type de matériau et produit, l'opérateur de repérage transmet pour analyse chaque type de matériau et produit (un changement d'affectation n'entraîne généralement pas de prélèvement complémentaire).</p>			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
3 — Parois verticales intérieures			
Murs et cloisons «en dur» (suite)	Flocages	2 sondages par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 2 sondages par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux Le premier sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur, jusqu'au support Le second sondage est réalisé sur les retombées de mur à 30 cm environ Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau	À chaque affectation différente des locaux C
	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (notamment ceux ayant une fonction coupe-feu dans les IGH/ERP)	2 sondages par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 2 sondages par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux Le premier sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur, jusqu'au support Le second sondage est réalisé sur les retombées de mur à 30 cm environ Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau Vérification au niveau des reprises de banches	À chaque affectation différente des locaux C
	Joints (de dilatation, d'assemblage)	1 sondage sur chaque type de joint et pour un même type de joints, 1 sondage supplémentaire pour chaque affectation différente des locaux	A
Poteaux (périphériques et intérieurs)	Flocages	2 sondages par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 2 sondages par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux Le premier sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur, jusqu'au support Le second sondage est réalisé sur les retombées de mur à 30 cm environ Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau	À chaque affectation différente des locaux C
<p>(1) Pour les missions «DTA» et « Vente », d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement à sélectionner dans ce tableau.</p>			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
3 — Parois verticales intérieures (suite)			
Poteaux (périphériques et intérieurs) (suite)	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (notamment ceux ayant une fonction coupe-feu dans les IGH/ERP)	2 sondages par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 2 sondages par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux Le premier sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur, jusqu'au support Le second sondage est réalisé sur les retombées de mur à 30 cm environ Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau Vérification au niveau des reprises de banches	À chaque affectation différente des locaux C
	Joints (de dilatation, d'assemblage, de liaison avec la poutrelle)	1 sondage sur chaque type de joint	A
	Entourage de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre) Coffrage perdu	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà, et à chaque affectation différente des locaux Vérification des infra et superstructures Le sondage est réalisé à mi-hauteur	A
Cloisons légères ou préfabriquées	Panneaux de cloisons	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà le sondage est réalisé pour chaque type ou fonction de la cloison et chaque affectation différente des locaux Attention à l'hétérogénéité des panneaux dans une même cloison	A
	Isolant intérieur	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà le sondage est réalisé pour chaque type ou fonction de la cloison et chaque affectation différente des locaux Démontage des cloisons ou sondage sur tout le complexe Attention à l'hétérogénéité des panneaux dans une même cloison	A
	Jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons (notamment IGH et ERP) : tresse, carton, fibres-ciment	1 sondage par 1 000 m ² pour chaque type de jonctions entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons. Le sondage est réalisé pour chaque type ou fonction de la cloison et chaque affectation différente des locaux	A
<p>(1) Pour les missions «DTA» et «Vente», d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement à sélectionner dans ce tableau.</p>			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
3 — Parois verticales intérieures (suite)			
Gaines et coffres verticaux (vérification des intérieurs et des extérieurs)	Flocage	2 sondages par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 2 sondages par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux Le premier sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur, jusqu'au support Le second sondage est réalisé sur les retombées de mur à 30 cm environ Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau	À chaque affectation différente des locaux C
	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (notamment ceux ayant une fonction coupe-feu dans les IGH/ERP)	2 sondages par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 2 sondages par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux Le premier sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur, jusqu'au support Le second sondage est réalisé sur les retombées de mur à 30 cm environ Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau Vérification au niveau des reprises de bandes	À chaque affectation différente des locaux C
	Panneaux	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà	A
	Jonction entre panneaux	Le sondage est réalisé pour chaque type ou fonction du panneau et chaque affectation différente des locaux Attention à l'hétérogénéité des panneaux Démontage des panneaux et/ou sondage sur tout le complexe	
Portes coupe-feu Portes pare-flamme	Vantaux et joints (sur battants et dormants y compris oculus, etc.)	1 sondage sur chaque type de porte investigation approfondie destructive si la porte est déposée et évacuée au cours des travaux Attention ! toute investigation approfondie destructive rend impropre l'usage de la porte	A
<p>(1) Pour les missions «DTA» et « Vente», d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement à sélectionner dans ce tableau.</p>			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
3 — Parois verticales intérieures (fin)			
Revêtement de murs, de poteaux, de cloisons légères ou préfabriquées, de gaines, de coffres et des portes coupe-feu et pare-flamme	Sous-couches des tissus muraux	1 sondage sur chaque nouveau tissu mural	A
	Revêtements durs (plaques revêtues d'amiante-ciment, fibres-ciment)	1 sondage sur chaque nouveau revêtement	A
	Colles des carrelages	Si le programme de travaux prévoit le retrait 1 sondage par type de local d'affectation différente	À chaque affectation différente des locaux C
	Peintures (intumescents, bitumineuses, décoratives)	1 sondage sur chaque type de peinture	B
<p>(1) Pour les missions «DTA» et «Vente», d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>B Suite à l'inspection visuelle de chaque type de matériau et produit, l'opérateur de repérage transmet pour analyse chaque type de matériau et produit (un changement d'affectation n'entraîne généralement pas de prélèvement complémentaire).</p> <p>C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement à sélectionner dans ce tableau.</p>			

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
4 — Plafonds et faux plafonds			
Plafonds	Flocages	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux En cas de retombées de mur, se reporter au chapitre 3 du présent tableau «parois verticales intérieures» Le sondage est réalisé sur toute l'épaisseur, jusqu'au support Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau	À chaque affectation différente des locaux C
	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés, notamment ceux ayant une fonction coupe-feu dans les IGH/ERP)	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux En cas de retombées de mur, se reporter au chapitre 3 du présent tableau «parois verticales intérieures» Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau	À chaque affectation différente des locaux C
	Panneaux collés, vissés Coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite) Cales de ferrailage	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux	A
Poutres et charpentes (périphériques et intérieures)	Flocages	2 sondages par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 2 sondages par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux Le premier sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur, jusqu'au support Le second sondage est réalisé sur les projections à 30 cm environ Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau	À chaque affectation différente des locaux C
<p>(1) Pour les missions «DTA» et «Vente», d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement à sélectionner dans ce tableau.</p>			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
4 — Plafonds et faux plafonds (suite)			
Poutres et charpentes (périphériques et intérieures), (suite)	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (notamment ceux ayant une fonction coupe-feu dans les IGH/ERP)	2 sondages par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 2 sondages par 1 000 m ² au-delà et à chaque affectation différente des locaux Le premier sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur, jusqu'au support Le second sondage est réalisé sur les projections à 30 cm environ Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau Vérification au niveau des reprises de coffrages	À chaque affectation différente des locaux C
	Joints (de dilatation, d'assemblage, de liaison) plaques de ripage	1 sondage sur chaque type de joint	A
	Entourage de poutres (carton, fibres-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre) Coffrage perdu	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà, et à chaque affectation différente des locaux Vérification des infra et super structures Le sondage est réalisé à mi-hauteur	A
	Peintures (intumescents, bitumineuses, décoratives)	1 sondage sur chaque type de peinture	B
Interfaces entre structures	Rebouchage de trémies Jonctions avec la façade Calfeutremments Joints de dilatation	1 sondage sur chaque type d'interface	A
<p>(1) Pour les missions «DTA» et « Vente », d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>B Suite à l'inspection visuelle de chaque type de matériau et produit, l'opérateur de repérage transmet pour analyse chaque type de matériau et produit (un changement d'affectation n'entraîne généralement pas de prélèvement complémentaire).</p> <p>C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement à sélectionner dans ce tableau.</p>			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
4 — Plafonds et faux plafonds (suite)			
Gaines et coffres horizontaux	Flocages	<p>2 sondages par 500 m² jusqu'à 1 000 m²</p> <p>2 sondages par 1 000 m² au-delà et à chaque affectation différente des locaux</p> <p>Le premier sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur, jusqu'au support</p> <p>Le second sondage est réalisé sur les retombées de mur à 30 cm environ</p> <p>Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau</p>	<p>À chaque affectation différente des locaux</p> <p>C</p>
	Enduits à base de plâtre ou ciment ou autres, projetés, lissés ou talochés (notamment ceux ayant une fonction coupe-feu dans les IGH/ERP)	<p>2 sondages par 500 m² jusqu'à 1 000 m²</p> <p>2 sondages par 1 000 m² au-delà et à chaque affectation différente des locaux</p> <p>Le premier sondage est réalisé à mi-hauteur sur toute l'épaisseur, jusqu'au support</p> <p>Le second sondage est réalisé sur les retombées de mur à 30 cm environ</p> <p>Vérification au niveau des pénétrations de la présence du même matériau</p> <p>Vérification au niveau des reprises de bandes</p>	<p>À chaque affectation différente des locaux</p> <p>C</p>
	Panneaux Jonction entre panneaux	<p>1 sondage par 500 m² jusqu'à 1 000 m²</p> <p>1 sondage par 1 000 m² au-delà</p> <p>Le sondage est réalisé pour chaque type ou fonction du panneau et chaque affectation différente des locaux</p> <p>Attention à l'hétérogénéité des panneaux</p> <p>Démontage des panneaux et/ou sondage sur tout le complexe</p>	A
<p>(1) Pour les missions «DTA» et «Vente», d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement à sélectionner dans ce tableau.</p>			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
4 — Plafonds et faux plafonds (fin)			
Faux plafonds	Panneaux et plaques	1 sondage sur chaque type de panneaux et de plaques Attention à l'hétérogénéité des panneaux.	A
	Jonctions entre faux plafond et structure Joints entre panneaux ou plaques	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà Le sondage est réalisé pour chaque type ou fonction du panneau et chaque affectation différente des locaux Démontage des panneaux et/ou sondage sur tout le complexe	A
	Pare-vapeur Le pare-vapeur est celui du complexe isolant placé au-dessus du panneau de faux plafond Isolant de faux plafond L'isolant à rechercher est celui déroulé ou posé dans le plenum au-dessus du panneau de faux plafond Cantonnements Le cantonnement à rechercher est celui constitué dans le plenum en jonction entre les cloisons ou murs et le plancher haut supérieur	1 sondage sur chaque type de matériau et/ou produit	A
Suspentes et contrevents	Flocage Protections en plâtre Peintures intumescantes	1 sondage sur chaque type de matériau et/ou produit	À chaque affectation différente des locaux C
<p>(1) Pour les missions «DTA» et « Vente », d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement à sélectionner dans ce tableau.</p>			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
5 — Planchers et planchers techniques			
Revêtements de sol y compris revêtements de sols sportifs NOTE En cas de travaux, l'analyse concerne chacune des couches du revêtement	Dalles plastiques	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà	B
	Dalles moquettes avec entre-couche noire	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà	B
	Lés en matériau plastique et/ou moquette avec sous-couche	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà	A
	Nez de marche	1 sondage par cage d'escalier	B
	Colles	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà	B
Planchers NOTE Lors de réhabilitation ou d'aménagement de certains types de construction à ossature bois, de l'isolant en vrac a pu être disposé entre les chevrons avant la pose d'un plancher	Étanchéité de cuvelages	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà 1 sondage sur chaque type de matériau et/ou produit	B
	Coffrage perdu	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà, et à chaque affectation différente des locaux Vérification des infra et super structures Le sondage est réalisé à mi-hauteur	A
	Chape maigre (base ciment) Ragréage	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà 1 sondage sur chaque type de matériau et/ou produit NOTE Risque de présence résiduelle d'enduit ou de flocage emprisonné entre le ragréage et le plancher	B
	Rebouchage autour de conduits (principalement IGH et ERP)	1 sondage par 500 m ² jusqu'à 1 000 m ² 1 sondage par 1 000 m ² au-delà 1 sondage sur chaque type de matériau et/ou produit	A
(1) Pour les missions «DTA» et «Vente», d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau. (2) Légende des annotations colonne IV : A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse. B Suite à l'inspection visuelle de chaque type de matériau et produit, l'opérateur de repérage transmet pour analyse chaque type de matériau et produit (un changement d'affectation n'entraîne généralement pas de prélèvement complémentaire).			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
6 — Conduits, canalisations et accessoires intérieurs et extérieurs			
Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, autres fluides) Conduits de vapeur, fumée, échappement	Calorifugeage, rubans adhésifs	au moins 1 sondage à chaque circuit, chaque diamètre ; tenir compte des branchements, piquages, changements de direction	A
	Enveloppe de calorifuge	au moins 1 sondage à chaque circuit, chaque diamètre ; tenir compte des branchements, piquages, changements de direction	B
	Conduit Joints entre éléments Mastics Tresses Manchons	au moins 1 sondage à chaque circuit, chaque diamètre ; tenir compte des branchements, piquages, changements de direction	À chaque affectation différente des locaux C
Câbles électriques	Câbles électriques (isolant souvent de couleur orange) d'alimentation de secours	1 sondage sur chaque type de câble	A
Clapets/volets coupe-feu	Clapet, volet, rebouchage, ossature	1 sondage sur chaque type de clapet ou de volet	A
	Étanchéité coupe-feu en traversée cloison ou plancher	Tenir compte de l'hétérogénéité des composants (enveloppe et volet intérieur)	
Vide-ordures	Conduit	1 sondage sur chaque colonne	A
	Joint d'étanchéité des trappes		
7 — Ascenseurs et monte-charges			
Portes intérieures et extérieures de l'ascenseur et portes palières de l'étage	Portes et cloisons palières	1 sondage sur chaque gaine ou chaque type de porte	A
Machinerie	Frein	1 sondage sur les plaquettes de freins	A
Trémie Machinerie	Calfeutrement entre mur/plancher (Joint, Bourre) Trappe NOTE Toutes les parois sont à examiner comme prévu aux chapitres précédents du présent tableau	1 sondage sur chaque gaine trémie et chaque machinerie	À chaque affectation différente des locaux C
<p>(1) Pour les missions «DTA» et « Vente », d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p> <p>B Suite à l'inspection visuelle de chaque type de matériau et produit, l'opérateur de repérage transmet pour analyse chaque type de matériau et produit (un changement d'affectation n'entraîne généralement pas de prélèvement complémentaire).</p> <p>C Suite à l'inspection visuelle et pour chaque affectation différente des locaux, l'opérateur de repérage transmet pour analyse au moins un prélèvement à sélectionner dans ce tableau.</p>			

Tableau A.1 (suite)

I Composants de la construction (1)	II Partie du composant à inspecter ou à sonder (1)	III Caractéristiques des sondages	IV Prélèvements pour analyse (2)
8 — Équipements divers et accessoires (pas de correspondance entre composant de la construction et partie à sonder)			
Chaudières Tuyauteries Étuves Groupes électrogènes Convecteurs et radiateurs Aérothermes	Bourres Tresses Joints Calorifugeages Peintures anti-condensation Plaques isolantes (internes et externes) Tissus Revêtements de câbles métalliques	1 sondage sur chaque type d'équipement 1 sondage par changement d'aspect du matériau et produit et 1 sondage par changement de fonction du matériau et produit	A
9 — Installations industrielles (pas de correspondance entre composant de la construction et partie à sonder)			
Équipements et éléments spécifiques à vérifier en fonction du process industriel (fours, étuves, tuyauteries, racks)	Bourres Tresses Joints Calorifugeages Peinture anti-condensation Plaques isolantes Tissus	1 sondage sur chaque type d'équipement 1 sondage par changement d'aspect du matériau et produit et 1 sondage par changement de fonction du matériau et produit	A
10 — Voies et Réseaux divers			
Conduits	Fibres-ciment	1 sondage par diamètre de tuyau	A
Revêtement routier	Bitume couche et sous -couche	1 sondage en cas de sciage ou de rabotage	A
<p>(1) Pour les missions «DTA» et « Vente», d'une part, et dans le cadre de la mission «Démolition» d'autre part, les «Composants de la construction» et «Parties du composant à inspecter ou à sonder», fixés par la réglementation, sont à sélectionner dans ce tableau.</p> <p>(2) Légende des annotations colonne IV :</p> <p>^A Suite à l'inspection visuelle et en fonction notamment de sa connaissance des produits et matériaux, l'opérateur de repérage décide des prélèvements à effectuer et à transmettre pour analyse.</p>			



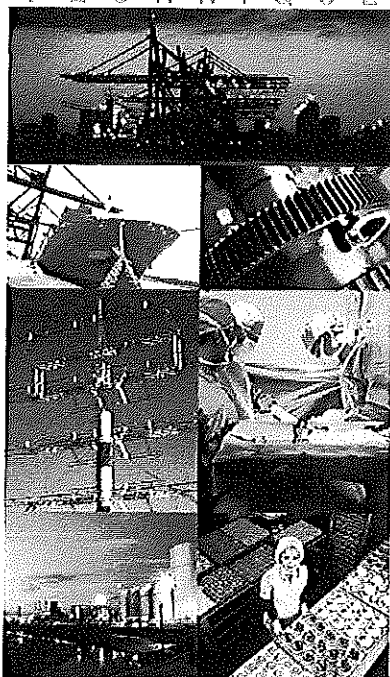
DALKIA

18 AVENUE DU PAYS DE CAEN
14460 COLOMBELLES

À l'attention de Monsieur CLEREMBAUX

Remis contre accusé de réception

D I A G N O S T I C
A S S I S T A N C E
T E C H N I Q U E



**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE
AVANT DEMOLITION PARTIELLE
D'UN IMMEUBLE BATI**

Code prestation : K 161- 3

RAPPORT N°BGC-GA-A083-14-UNIV CAEN

Lieu d'intervention : UNIVERSITE DE CAEN
CHAUFFERIES ET CTA (VOIR DETAIL)

Date d'intervention : 02/06/2014

N°D'AFFAIRE : 14269465
RAPPORT ETABLI LE : 16/06/2014



CETE Apave Nord-Ouest
5 rue d'Atalante
BP 200
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Tél. :02.31.53.31.31 - Fax : 02.31.53.09.79

CETE APAVE NORD-OUEST

Agence de CAEN
5 rue d'Atalante - BP 200
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Tél. : 02.31.53.31.31 - Fax : 02.31.53.09.79

N°SIRET 41967142500199

Lieu d'intervention : UNIVERSITE DE
CAEN
CHAUFFERIES ET CTA (VOIR DETAIL)

Date d'intervention : 02/06/2014

**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
AVANT DEMOLITION PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BATI**

« K 161 – 3 »

Adresse d'expédition :

DALKIA
18 AVENUE DU PAYS DE CAEN
14460 COLOMBELLES

A l'attention de : M. CLEREMBAUX

Intervenant :

M. Guillaume ABRAHAM

Signature :



Accompagné par :

M. CLEREMBAUX

Rendu compte à :

M. CLEREMBAUX

**Ce rapport comprend 34 pages.
Il est remis contre accusé de réception.**

Avertissement : Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité

Pièces jointes :

- ATTESTATION AMIANTE CONSTRUCTEURS CHAUDIERES

SOMMAIRE

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	1
1. SYNTHESE DES RESULTATS	3
1.1. Conclusions	3
1.2. Synthèse du repérage	3
1.3. Préconisations	4
2. GENERALITES	6
2.1. Objectif de la prestation	6
2.2. Références	6
2.3. Compétence et assurance	6
2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation	6
2.5. Rapport(s) précédent(s)	6
3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS	7
3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis	7
3.2. Périmètre de la prestation	7
4. SCHEMA DE LOCALISATION	9
RAPPORTS D'ANALYSE	14
5. ATTESTATION ASSURANCE	27
6. CERTIFICATION	29
7. ANNEXE : DONNEES TECHNIQUES AMIANTES CONSTRUCTEURS	30

1. SYNTHESE DES RESULTATS

1.1. Conclusions

- Nous avons recensé des matériaux et produits contenant de l'amiante selon le programme de repérage défini dans la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique et le tableau A1 de la norme NF X 46 020. La localisation et la nature sont récapitulées dans le tableau ci-dessous. »

1.2. Synthèse du repérage

a) Matériaux et produits contenant de l'amiante

LOCALISATION BATIMENT(S), ETAGE(S), LOCAUX OU ZONES PRESENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE	MATERIAUX ET PRODUITS	VISUEL N° ANALYSE N°: MARQUAGE DOCUMENT
CHAUFFERIE B7 CHAUFFERIE A25	TRESSES ETANCHEITE PORTE-COLLECTEUR FUMEES-TAMPON ARRIERE JOINT PLAQUE BRULEUR- VISEUR DE FLAMME	VOIR DONNEES CONSTRUCTEUR ATLANTIC GUILLOT
TOTALECO B7	TRESSE ETANCHEITE RACCORDEMENT ENTREES OU SORTIES FUMEES	VOIR DONNEES CONSTRUCTEUR ATLANTIC GUILLOT
CHAUFFERIE C13	CONDUIT AMIANTE CIMENT	V01
CTA EX BU	2 CONDUITS AMIANTE CIMENT	V02

b) Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante

LOCALISATION BATIMENT(S), ETAGE(S), LOCAUX OU ZONES PRESENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE	MATERIAUX ET PRODUITS	VISUEL* N°: ANALYSE N°: MARQUAGE DOCUMENT
CHAUFFERIE B3	CHAUDIERE	-
CHAUFFERIE B9	BANDE PROTECTION CALO / CHAUDIERE	E1
CTA IUT CAMPUS 2 / N°1 ET 2	-	-
CHAUFFERIE B7	BANDE PROTECTION CALO	E2
CHAUFFERIE B1	BANDE PROTECTION CALO / CHAUDIERE	E3
CHAUFFERIE B8	CHAUDIERE	-
CHAUFFERIE C6 UFR	FLOCAGE / CHAUDIERE	E4
CTA UFR PHARMA	BANDE PROTECTION CALO	E5
CHAUFFERIE C5 IAE	FLOCAGE / CHAUDIERE	E6
CHAUFFERIE A25	TRESSE TOTALECO	E7
	JOINT BRULEUR	E8
	TRANTUB	E9
	BANDE CALO	
CTA EX BU	BANDE CALO	E10
CHAUFFERIE A11 ANNEXE DROIT	BANDE CALO / CHAUDIERE	E11
CHAUFFERIE C10 IUFM	FLOCAGE / CHAUDIERE	E12
CHAUFFERIE C1 IUT IFS	CHAUDIERE	-
CHAUFFERIE C12 CREC	CHAUDIERE	-
CHAUFFERIE C13	BANDE CALO / CHAUDIERE	E13
*matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante		

1.3. Préconisations

L'adéquation entre le périmètre de repérage associé à cette prestation et le champ d'intervention effectif des destinataires du présent document pouvant présenter des évolutions en fonction des besoins du donneur d'ordre, toute découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante non identifiés notamment pour des raisons de modifications du périmètre ou d'hétérogénéités non précisées par le donneur d'ordre, doit faire l'objet d'une suspension immédiate des travaux et d'une investigation complémentaire appropriée dans les meilleurs délais.

« Le présent document constitue un élément important du dossier technique amiante qui doit être mis à jour et consulté par les entreprises extérieures pour établir leur plan de prévention. »

« Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail. Elles comprennent notamment l'obligation d'élaborer une analyse de risque et un mode opératoire.»



**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BATI**

Aff. n° : 14269465
Rap. n° : BGC-GA-A083-14-
UNIV CAEN
Date : 16/06/2014
Page : 5/34

« Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail. »

2. GENERALITES

2.1. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante dont le propriétaire doit disposer avant démolition partielle de son immeuble.

2.2. Références

Loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004,
Décret n° 2010 – 1200 du 11 Octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation,
Décret 2011-629 du 3 juin 2011 : protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
Articles R 1334-19 et R 1334-29-6 du code de la santé publique,
Arrêté du 2 Janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition,
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification,
Tableau A1 de la Norme NF X 46 020 de Décembre 2008.

2.3. Compétence et assurance

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

Nom de l'organisme : APAVE CERTIFICATION
Adresse de l'organisme : 191, rue de Vaugirard 75738 PARIS CEDEX 15
Période de validité : du 10/08/2012 au 09/08/2017
Sous la référence : Numéro A/12-464r1

N° de police et Compagnie d'assurance : 5271124804 AXA
N° SIREN : 419671425

Nom et Adresse du laboratoire :
CARSO
321, avenue Jean Jaurès 69362 LYON Cedex 07

2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation

Le présent document concerne des matériaux ou produits figurant dans la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique et dans le tableau A1 de la norme NF X 46 020.

« Les investigations approfondies avec sondages destructifs ont été réalisées en notre présence pendant la visite. »

2.5. Rapport(s) précédent(s)

Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

NOM DU RAPPORT	ORGANISME EMETTEUR	DATE
NEANT	-	-

Notre rapport prend en compte les documents techniques fournis en l'état.

Les synthèses des rapports précédents qui nous ont été fournies sont les suivantes : néant



3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

LOCAUX TECHNIQUES CHAUFFERIE

3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis

Nom ou raison sociale : DALKIA FRANCE

Adresse : 18 AVENUE DU PAYS DE CAEN
Code Postal : 14460
Ville : COLOMBELLES

3.2. Périmètre de la prestation

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les composants et les locaux ou les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.

L'objet du présent rapport concerne les immeubles bâtis décrits dans le tableau suivant :

IMMEUBLE(S) BÂTI(S)	NIVEAU (X)	LOCAUX
UNIVERSITE DE CAEN	-	LOCAUX TECHNIQUES CHAUFFERIE ET CTA

Le donneur d'ordre nous a communiqué les documents et informations suivants :

- La liste des immeubles ou parties d'immeuble bâtis concernés : UNIVERSITE DE CAEN
- Fonction principale du bâtiment : UNIVERSITE
- Le périmètre de repérage : LOCAUX CHAUFFERIE ET CTA
- Les plans des immeubles : *NON*
- La date de délivrance du permis de construire ou années de construction et de réhabilitation : AVT 1997
- Le descriptif précis des travaux envisagés : *oui*
 - Toute information pouvant faciliter le repérage : non

c) périmètre des travaux de démolition

La description des travaux à l'origine de ce repérage, a été définie par :

- ☐ le document rédigé par le :
- ☒ l'accompagnateur nommé en page de garde du rapport

- Programme de travaux : CHANGEMENT CHAUDIERES/CTA ET REPRISE DE CERTAINS LOCAUX
- Nature et la localisation des travaux antérieurs de rénovation ou de réaménagement :

<input checked="" type="checkbox"/> : Absence de travaux antérieurs signalés par l'accompagnateur représentant désigné par l'exploitant et/ou le maître d'ouvrage et/ou le donneur d'ordre		
<input type="checkbox"/> : Présence de travaux antérieurs signalés avant ou pendant la visite		
Zone ayant fait l'objet de travaux	Nature des travaux	date



**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BATI**

Aff. n° : 14269465
Rap. n° : BGC-GA-A083-14-
UNIV CAEN
Date : 16/06/2014
Page : 8/34

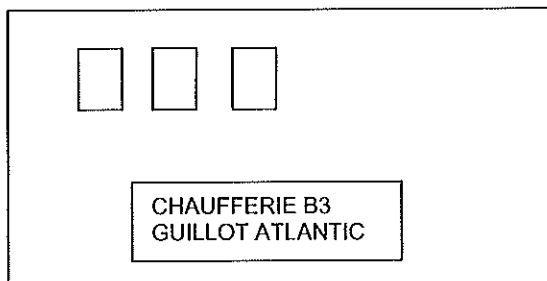
Ces informations sont nécessaires pour la définition des zones présentant des similitudes d'ouvrage car elles correspondent à la base de nos investigations. Les résultats d'analyses des prélèvements effectués sont alors, par hypothèse, généralisés sur l'ensemble de l'unité de diagnostic ainsi définie.

En cas d'omissions ou d'imprécisions dans les informations fournies à l'opérateur, des investigations complémentaires pourraient s'avérer nécessaires ultérieurement.

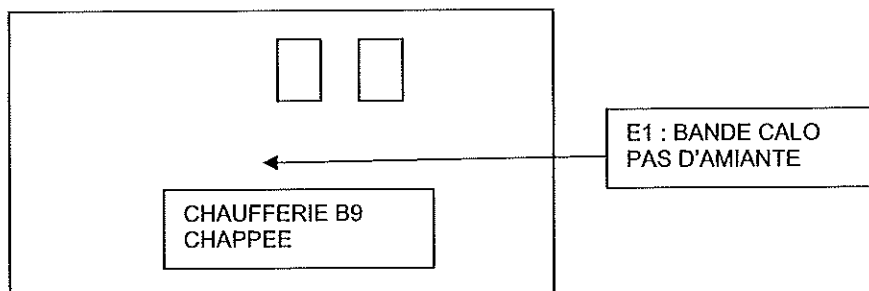
Toute modification du périmètre de repérage impose la réalisation d'investigations complémentaires.

4. SCHEMA DE LOCALISATION

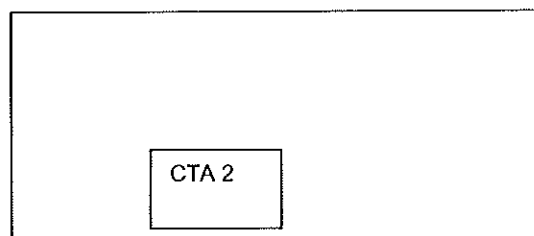
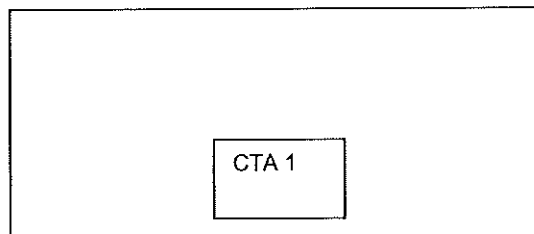
Sciences 1 campus 2



IUT Génie chimique campus 2

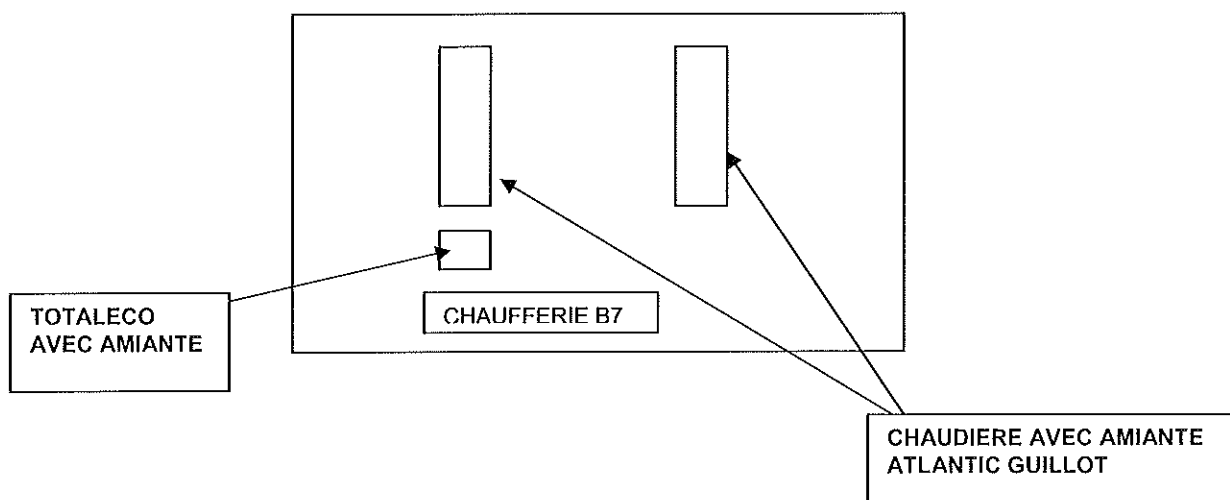


IUT 1910 campus 2

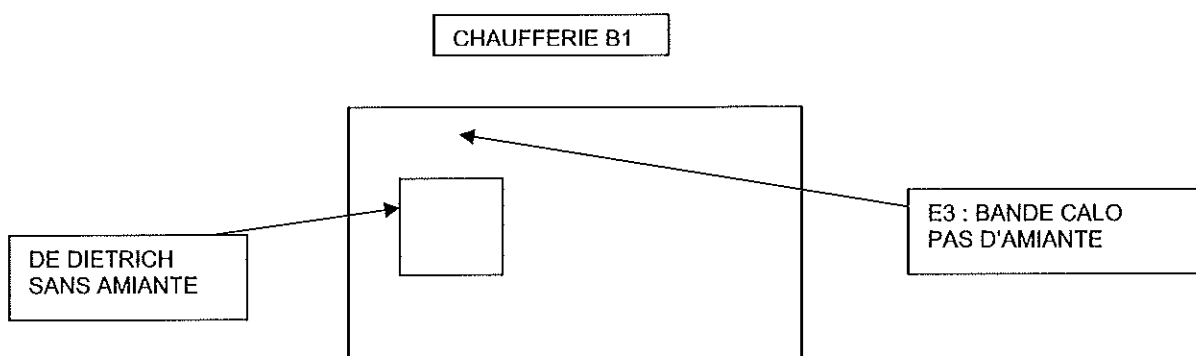


JUT 1970

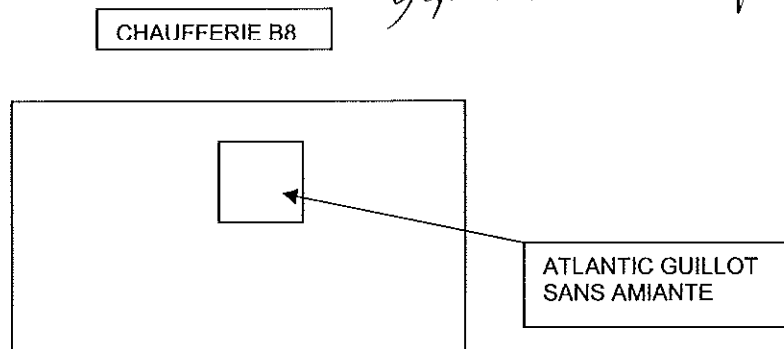
campus 2



STAPS campus 2

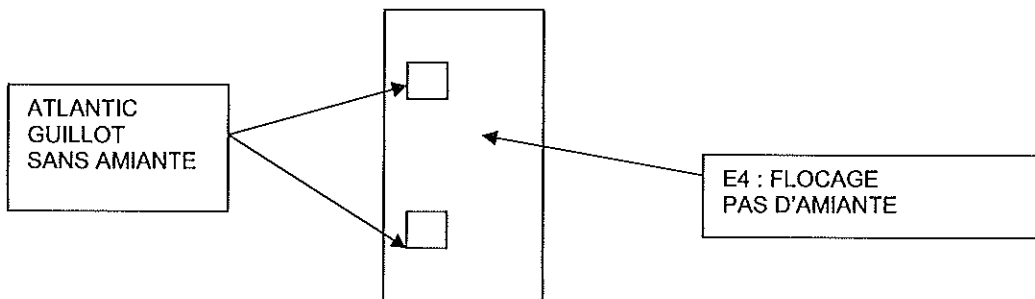


gymnase campus 2



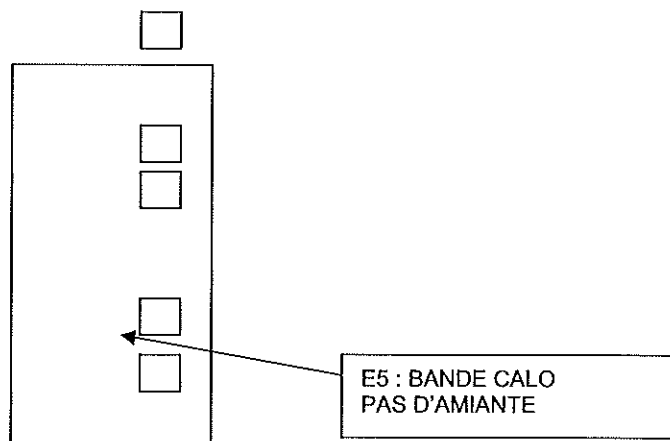
CHAUFFERIE C6

UFR Pharmacie campus S



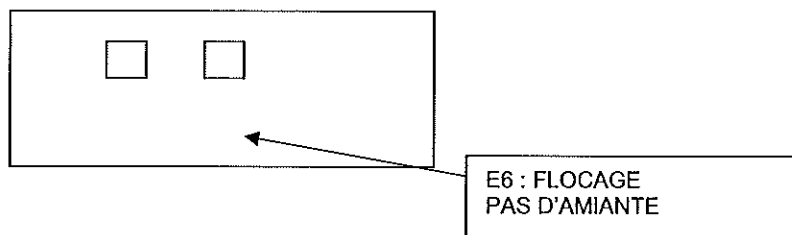
CTA UFR PHARMA

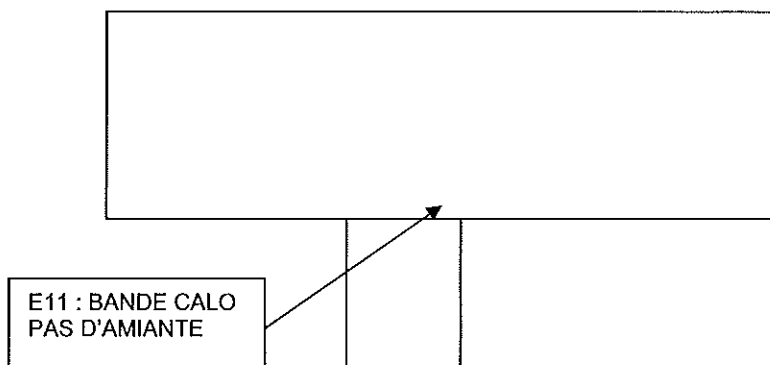
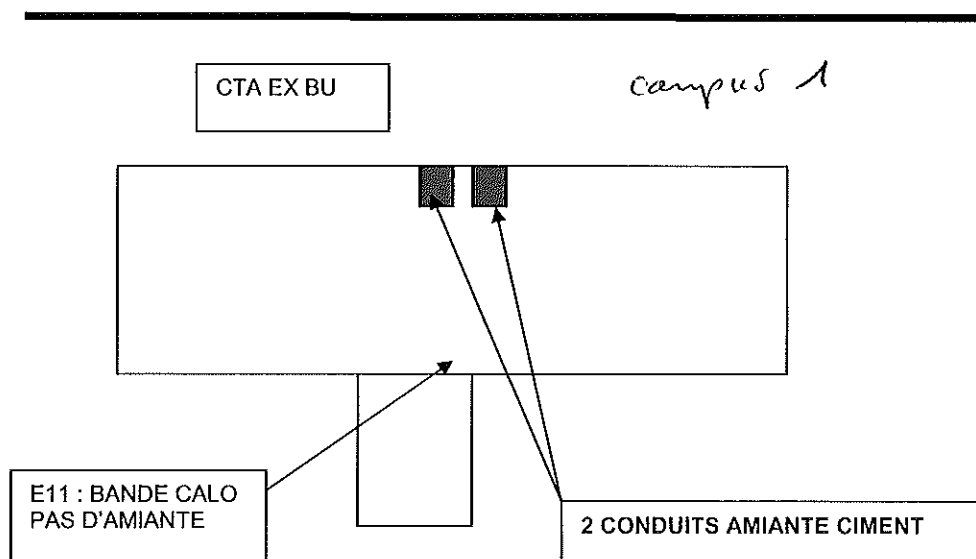
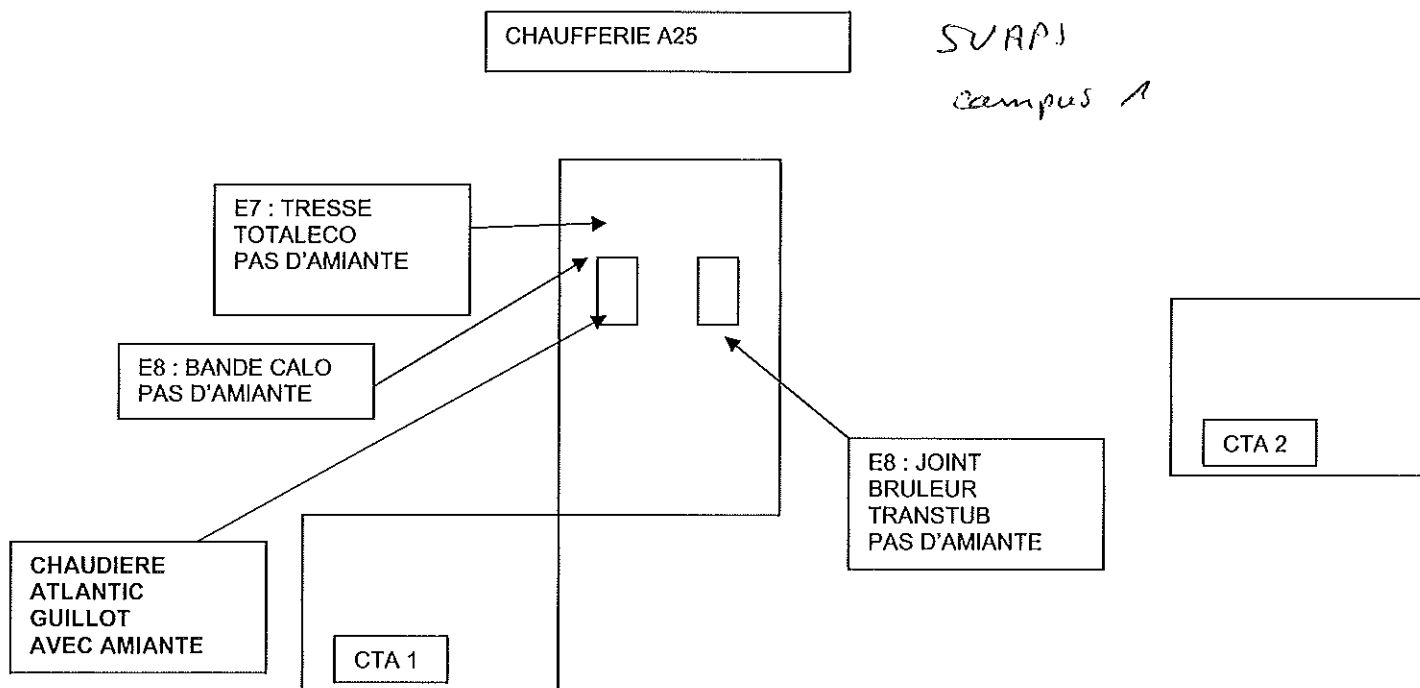
campus S

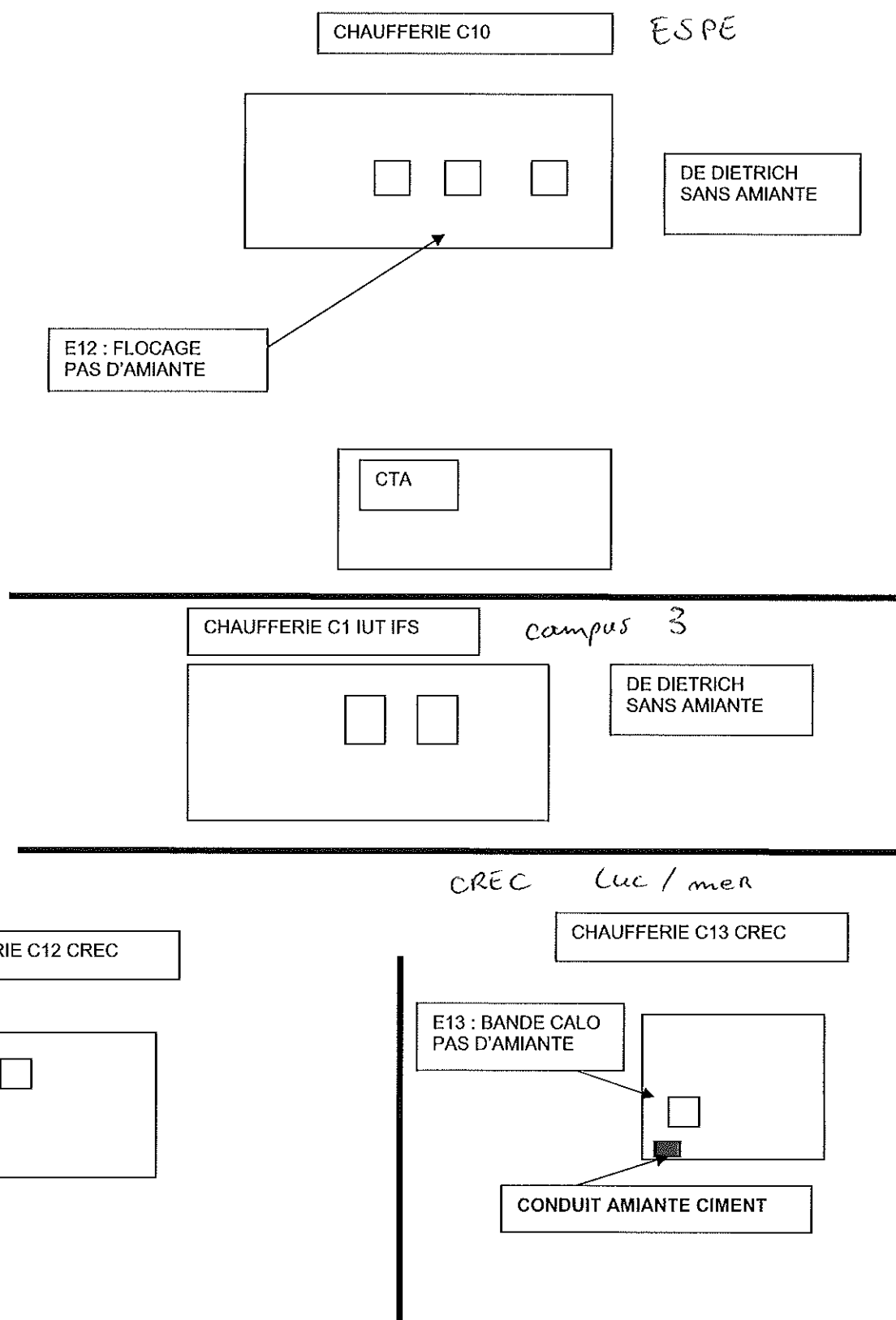


CHAUFFERIE C5 IAE

campus G









REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BATI

Aff. n° : 14269465
Rap. n° : BGC-GA-A083-14-
UNIV CAEN
Date : 16/06/2014
Page : 14/34

RAPPORTS
D'ANALYSE

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eau par le Ministère de la Santé

Département Atlantique
321, Avenue Jean JAURES
F-69362 LYON cedex 07
Tél : (33) 04 72 76 16 33
Fax : (33) 04 72 72 00 67

Rapport d'analyse Page 1 / 1
Edité le : 10/06/2014

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Alcalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Agréé par
l'INRS
FCR 705
Reconnu par
le 14/06/2014



N° échantillon :	AM1406-1516-1	Enregistré le :	04/06/2014	N° dossier :	AM14-6645
Votre Commande :	Commande n° 633683 du 05/06/2014				
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E1 - 1/13				
Site :	DALIXIA				
	Esplanade de la Paix				
	14000 CAEN				
Localisation :	Université - B9				
Nature de l'échantillon :	Bande protection calorifugeage				

Paramètres	Données	COFRAC
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit		
Paramètres généraux		
Description de l'échantillon reçu	Bourre fibreuse beige + endossement beige + matériau granuleux dur blanc + trace de peinture beige	
Phase(s) analysée(s)	Bourre fibreuse beige + endossement beige + matériau granuleux dur blanc + trace de peinture beige	
	Indissociables	
AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode interne et NF X43-050		
Résultat final		
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIF	2
Paramètres analytiques		
Nombre de préparations	1	2

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire



REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BATI

Aff. n° : 14269465
Rap. n° : BGC-GA-A083-14-
UNIV CAEN
Date : 16/06/2014
Page : 15/34

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Département Amiante
321, Avenue Jean JAURES
F-69362 LYON cedex 07
Tél. : (33) 04 72 76 16 39
Fax : (33) 04 72 72 00 67

Rapport d'analyse Page 1 / 1
Edité le : 10/08/2014

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Alzante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Accrédité
ISO 17025
EN 15189
Agencée de
norme NF 15189



N° échantillon :	AM1406-1517-1	Enregistré le :	04/06/2014	N° dossier :	AM14-6648
Votre Commande :	Commande n° 633683 du 06/06/2014				
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E2 - 2/13				
Site :	DALKIA				
	Esplanade de la Paix				
	14000 CAEN				
Localisation :	Université - B7				
Nature de l'échantillon :	Bande protection calorifugeage				

Paramètres	Données
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit	
Paramètres généraux	
Description de l'échantillon reçu	Bouffe fibreuse beige + emballage blanc + matériau granuleux dur blanc + peinture grise/noire
Phase(s) analysé(s)	Bouffe fibreuse beige + emballage blanc + matériau granuleux dur blanc + peinture grise/noire indissociables
AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode interne et NF X43-050	
Résultat final	
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIF
Paramètres analytiques	
Nombre de préparations	1

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eau par le Ministère de la Santé

Département Amiante
321, Avenue Jean JAURES
F-69362 LYON cedex 07
Tél. : (33) 04 72 76 16 39
Fax : (33) 04 78 72 00 67

Accréditation
NF S 891
ISO 17025
Approuvé par
www.apave.fr



Rapport d'analyse Page 1 / 1
Edité le : 10/06/2014

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Alalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR

N° échantillon :	AM1406-1518 -1	Enregistré le :	04/06/2014	IF dossier :	AM114-6543
Votre Commande :	Commande n° 633683 du 05/06/2014				
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E3 - 3/13				
Site :	DALOGA Esplanade de la Paix 14000 CAEN				
Localisation :	Université - B1				
Nature de l'échantillon :	Bande protection calorifugeage				

Paramètres	Données	Statut
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit		
Paramètres généraux		
Description de l'échantillon reçu	Matériau fibreux vert + matériau souple blanc + matériau granuleux dur blanc	
Phase(s) analysée(s)	Matériau fibreux vert + matériau souple blanc + matériau granuleux dur blanc indissociables	
AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode Interne et NF X43-050		
Résultat final		
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIF	#
Paramètres analytiques		
Nombre de préparations	1	#

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire





REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BATI

Aff. n° : 14269465
Rap. n° : BGC-GA-A083-14-
UNIV CAEN
Date : 16/06/2014
Page : 17/34

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eau par le Ministère de la Santé

Département Amiante
321, Avenue Jean JAURES
F-69382 LYON cedex 07
Tél. : (33) 04 72 76 16 39
Fax : (33) 04 78 72 00 67

Autorisation
N° 1261
N° 1262
N° 1263
N° 1264



Rapport d'analyse Page 1 / 1
Edité le : 10/06/2014

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Atalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR

N° échantillon :	AM1406-1519-1	Enregistré le :	04/06/2014	IF dossier :	AM114-6548
Votre Commande :	Commande n° 533683 du 05/06/2014				
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E4 - 4/13				
Site :	DALKIA Esplanade de la Paix 14000 CAEN				
Localisation :	Université - C 6 UFR PHARMA				
Nature de l'échantillon :	Flocage				

Paramètres	Données	Statut
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit		
Paramètres généraux		
Description de l'échantillon reçu	Matériau floconneux blanc + poussières grises	
Phase(s) analysée(s)	Matériau floconneux blanc + poussières grises indissociables	
AMIANTE par MOPL (Microscopie Optique à Lumière Polarisée) - Méthode Interne de traitement HSG248-2005		
Résultat final		
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIVE	#
Autres fibres	Fibres Minérales Artificielles	#
Paramètres analytiques		
Nombre de préparations	1	#

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Département Amiante
321, Avenue Jean JAURES
F-69362 LYON cedex 07
Tél. : (33) 04 72 76 16 39
Fax : (33) 04 72 76 00 67

Rapport d'analyse Page 1 / 1
Edité le : 10/06/2014

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Atalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR



N° échantillon :	AM1406-1520 -1	Enregistré le :	04/06/2014	IF dossier :	AM14-6648
Votre Commande :	Commande n° 633683 du 05/06/2014				
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E5 - 5/13				
Site :	DALKIA Esplanade de la Paix 14000 CAEN				
Localisation :	Université - CTA UFR PHARMA				
Nature de l'échantillon :	Bande protection calorifugeage				

Paramètres	Données	COFRAD
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit		
<i>Paramètres généraux</i>		
Description de l'échantillon reçu	Enlèvement beige + peinture grise + matériau granuleux dur blanc + matériau carbonné bitumineux + boue fibreuse jaune	
Phase(s) analysée(s)	Enlèvement beige + peinture grise + matériau granuleux dur blanc + matériau carbonné bitumineux + boue fibreuse jaune indissociables	
AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode interne et NF X43-050		
Résultat final		
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIF	■
<i>Paramètres analytiques</i>		
Nombre de préparations	1	■

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accréditation du COFRAD atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole ■.

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire



Laboratoire Agréé pour les analyses d'eau par le Ministère de la Santé

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Atalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR



N° échantillon :	AM1406-1521-1	Enregistré le :	04/06/2014	N° dossier :	AM114-66-2
Votre Commande :	Commande n° 633683 du 06/06/2014				
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E6 - 5/13				
Site :	DALKIA				
	Esplanade de la Paix				
	14000				
	CAEN				
Localisation :	Université - CS IAE				
Nature de l'échantillon :	Flocage				

Paramètres	Données
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit	
<i>Paramètres généraux</i>	
Description de l'échantillon reçu	Matériau floconneux blanc + poussières grises
Phase(s) analysée(s)	Matériau floconneux blanc + poussières grises indissociables
AMIANTE par MOLDP (Microscopie Optique à Lumière Polarisée) - Méthode Interne de traitement HSG248-2005	
<i>Résultat final</i>	
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIVE
Autres fibres	Fibres Minérales Artificielles
<i>Paramètres analytiques</i>	
Nombre de préparations	1

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation. Identifiés par le symbole #

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire

Alma

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Author's Address:
 W. H. J.
 P. J. H.
 Department of
 ...

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Alain
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR



N° échantillon :	AMI1406-1522-1	Enregistré le : 04/06/2014	IF dossier : AM14-5648
Votre Commande :	Commande n° 633683 du 06/06/2014		
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E7 - 7/13		
Site :	DALIDA Esplanade de la Paix 14000 CAEN		
Localisation :	Université - A25		
Nature de l'échantillon :	Tresse		

Paramètres	Données
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit	
<i>Paramètres généraux</i>	
Description de l'échantillon reçu	Tresse beige + poussières marron
Phrase(s) analysée(s)	Tresse beige + poussières marron indissociables
AMIANTE par MOLP (Microscopie Optique à Lumière Polarisée) - Méthode Interne de traitement HSG245-2005	
<i>Résultat final</i>	
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIVE
Autres fibres	Fibres Minérales Artificielles
<i>Paramètres analytiques</i>	
Nombre de préparations	1

L'accréditation du GOFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.

Answer



REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BATI

Aff. n° : 14269465
Rap. n° : BGC-GA-A083-14-
UNIV CAEN
Date : 16/08/2014
Page : 21/34

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Département Arrière
321, Avenue Jean JAURES
F-69362 LYON cedex 07
Tél. : (33) 04 72 76 16 39
Fax : (33) 04 72 72 00 67

Laboratoire
ISO 15189
FCH 001
Agréé au
niveau national

Rapport d'analyse Page 1 / 1
Edité le : 10/08/2014

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Alain
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR



N° échantillon :	AM1406-1523 -1	Enregistré le :	04/06/2014	N° dossier :	AM14-6648
Votre Commande :	Commande n° 633683 du 06/06/2014				
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E8 - 6/13				
Site :	DALKIA Esplanade de la Paix 14000 CAEN				
Localisation :	Université - A25				
Nature de l'échantillon :	Joint				

Paramètres	Données	CR
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit		
Paramètres généraux		
Description de l'échantillon reçu	Matériau souple beige + traces noires	
Phase(s) analysée(s)	Matériau souple beige + traces noires indissociables	
AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode interne et NF X43-050		
Résultat final		
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIF	#
Paramètres analytiques		
Nombre de préparations	1	#

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Département Amiante
321, Avenue Jean JAURES
F-69362 LYON cedex 07
Tél. : (33) 04 72 76 16 39
Fax : (33) 04 72 72 60 67

Autorisation
N° 1281
Santé
Département de
la Santé



Rapport d'analyse Page 1 / 1
Edité le : 10/06/2014

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Alalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR

N° échantillon :	AMI1406-1524-1	Enregistré le : 04/06/2014	IF dossier : AMI14-6645
Votre Commande :	Commande n° 633683 du 06/06/2014		
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E9 - 9/13		
Site :	DALKIA Esplanade de la Paix 14000 CAEN		
Localisation :	Université - A25		
Nature de l'échantillon :	Bande protection calorifugeage		

Paramètres	Données	COPIE
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit		
Paramètres généraux		
Description de l'échantillon reçu	Matériau carbonné + matériau granuleux dur blanc + emballage beige + peinture beige	
Phase(s) analysée(s)	Matériau carbonné + matériau granuleux dur blanc + emballage beige + peinture beige indissolubles	
AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode Interne et NF X43-050		
Résultat final		
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIF	
Paramètres analytiques		
Nombre de préparations	1	

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accréditation du GFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire



Laboratoire Agréé pour les analyses d'eau par le Ministère de la Santé

2. **Veröffentlichung**
 67% 1751
 0587722
 3. **Veröffentlichung**
 67% 1751

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Atalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR



Paramètres	Données
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit	
<i>Paramètres généraux</i>	
Description de l'échantillon reçu	Sourte fibreuse beige + enlitage blanc + matériau granuleux dur blanc
Phrase(s) analysée(s)	Sourte fibreuse beige + enlitage blanc + matériau granuleux dur blanc indissociables
AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode Interne et NF X43-050	
<i>Résultat final</i>	
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIF
<i>Paramètres analytiques</i>	
Nombre de préparations	1

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire

Answer

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Atalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR





REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BATI

Aff. n° : 14269465
Rap. n° : BGC-GA-A083-14-
UNIV CAEN
Date : 16/06/2014
Page : 25/34

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Département Atlantique
321, Avenue Jean JAURES
F-69362 LYON cedex 07
Tél. : (33) 04 72 76 16 39
Fax : (33) 04 72 72 00 67

Rapport d'analyse Page 1 / 1
Edité le : 10/06/2014

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Alain
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Accréditation
N° 1101
COFRAC
Agencement
Système 9



N° échantillon :	AM1406-1527-1	Enregistré le :	04/06/2014	N° dossier :	AM/14-6645
Votre Commande :	Commande n° 633683 du 05/06/2014				
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E12 - 12/13				
Site :	DALRIA Esplanade de la Paix 14000 CAEN				
Localisation :	Université - C10 IJFM				
Nature de l'échantillon :	Flottage				

Paramètres	Données	COFRAC
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit		
Paramètres généraux		
Description de l'échantillon reçu	Matériau floconneux blanc + poussières grises	
Phase(s) analysée(s)	Matériau floconneux blanc + poussières grises indissociables	
AMIANTE par MOLP (Microscopie Optique à Lumière Polarisée) - Méthode interne de traitement HSG248-2005		
Résultat final		
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIF	#
Autres fibres	Fibres Minérales Artificielles	#
Paramètres analytiques		
Nombre de préparations	1	#

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.
La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.
L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.
Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire



REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BATI

Aff. n° : 14269465
Rap. n° : BGC-GA-A083-14-
UNIV CAEN
Date : 16/06/2014
Page : 26/34

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Département Amiante
321, Avenue Jean JAURES
F-69362 LYON cedex 07
Tél. : (33) 04 72 76 16 39
Fax : (33) 04 72 76 10 67

Rapport d'analyse Page 1 / 1
Edité le : 10/06/2014

APAVE NORD OUEST
Monsieur ABRAHAM
Agence de CAEN
5, rue d'Atalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Accréditation
ISO 17025
N° 14269465
Agencée au
Ministère de la Santé



N° échantillon :	AMI1406-1528 -1 Enregistré le : 04/06/2014	NF dossier : AMI14-6648
Votre Commande :	Commande n° 633683 du 06/06/2014	
Référence client :	Affaire n° 14269465 - Ech n° E13 - 13/13	
Site :	DALKIA Esplanade de la Paix 14000 CAEN	
Localisation :	Université - C13 CREC	
Nature de l'échantillon :	Bande protection calorifugeage	

Paramètres	Données	
Recherche et identification qualitative d'amiante ou de FCR dans un matériau ou produit		
<i>Paramètres généraux</i>		
Description de l'échantillon reçu	Entourage beige + matériau souple marron + matériau granuleux gris	
Phase(s) analysée(s)	Entourage beige + matériau souple marron + matériau granuleux gris indissociables	
AMIANTE par META (Microscopie Electronique à Transmission) selon méthode Intarne et NF X43-050		
<i>Résultat final</i>		
Présence/Absence d'AMIANTE	NEGATIF	*
<i>Paramètres analytiques</i>		
Nombre de préparations	1	*

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.

Les données concernant la réception, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire.

Alexis HOUSSEAU
Ingénieur de Laboratoire

5. ATTESTATION ASSURANCE

Contrat RC n° 5271124804 1/2

AXA France IARD
DIRECTION ENTREPRISES
Production R.C. – Grands Comptes
Télécopie 01.57 65 07 90



ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313, Terrasse de l'Arche – 92727 NANTERRE Cedex, agissant en qualité d'apôtre en coassurance à 60% avec GENERALI, atteste par la présente que l'assuré :

APAVE
191 rue Vaugirard
75015 PARIS

Agissant tant pour son compte que pour celui de **APAVE NORD-OUEST SAS**.

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 5271124804, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulées autour des principaux métiers suivants :

- inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- bâtiment et génie civil
- essais, mesures et métrologie
- conseils
- formation
- certification, contrôle, qualification et homologation

y compris vente de produits dans le cadre de ces activités,
à destination de tous les secteurs d'activité.

A l'exclusion :

- des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- des activités de classification et certification de navires et unités offshore.

Contrat RC n° 5271124804 2/2



TABLEAU DE GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

Nature des garanties		Limites des garanties
Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle		
Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus <i>Sans pouvoir excéder pour :</i>		5 000 000 € par année d'assurance
a) les dommages immatériels non consécutifs		5 000 000 € par année d'assurance
b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement		2 500 000 € par année d'assurance
c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada <i>sous-limités :</i>		5 000 000 € par année d'assurance
c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA		1 000 000 € par année d'assurance
d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb *		2 500 000 € par année d'assurance *

*Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précités ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2014 au 31/12/2014 inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 13/12/2013
Pour servir et valoir ce que de droit.

POUR L'ASSUREUR :

VERLINGUE
COURTIER EN ASSURANCE
Adresse postale :
12, rue de Kerogan
29335 QUIMPER CEDEX
TEL 0 820 205 220 (numéro vert) / Fax 0 820 205 242
contact@verlingue.fr - www.verlingue.fr



6. CERTIFICATION



CERTIFICAT DE COMPÉTENCES N°A/12-464r1

Apave Certification certifie que :

Monsieur ABRAHAM Guillaume

Possède les compétences techniques nécessaires à la certification suivant le référentiel :

Apave Certification AC-PRO-001-08 (du 01/02/12)

Conforme aux prescriptions de la norme NF EN ISO/CEI 17024 : 2003 et à l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

Pour l'activité suivante :

DIAGNOSTIQUEUR TECHNIQUE IMMOBILIER – AMIANTE

Emis le :

10 août 2012

Ce certificat est valable jusqu'au :

9 août 2017

Directeur d'Apave Certification

JM VIONNET



ACCREDITATION
NF S 8933
PORTÉE
EXTENSIONNELLE SUR
MATERIELS ET SERVICES

7. ANNEXE : DONNEES TECHNIQUES AMIANTE CONSTRUCTEURS

PAXI France

INFORMATIONS TECHNIQUES



Présence d'amiante dans les chaudières

Nous avons arrêté l'utilisation d'amiante dans nos produits en 1980

Si la chaudière devait être plus ancienne, vous en trouverez dans les isolants de joints (cordons d'étanchéité trappe de ramonage),notamment celui de la porte de foyer. En revanche, nous avons jamais utilisé d'amiante ni pour l'isolation du corps de chauffe ni entre les sections.

POZ

Date	Int. uté de l'information	N° Info
26/10/2012	Présence d'amiante dans les chaudières	240532012
Produit : chaudières HP et PP		Destinataire : ATR ATS ETP DCR



Service Assistance Technique Clients
Téléphone : 0825 396 634 Fax : 03 85 51 59 20
1, Route de Fleurville 01190 PONT-DE-VAUX
e-mail : tponcet@groupe-atlantic.com

Expéditeur :
Thierry PONCET
Pièces détachées

Destinataire :
DALKIA NORD
Monsieur Nicolas CLEREMBAUX
14 COLOMBELLES

PONT-DE-VAUX, 28 mai 2014

Objet : amiante

Monsieur,

Nous, **GUILLOT INDUSTRIE** unité de fabrication des **CHAUDIERES GUILLOT**, attestons, que les chaudières de modèle E ou B11 (OPTIMAGAZ – CONDENSAGAZ – MAXIMAGAZ – SANICONDENS), produites en nos ateliers, ne possèdent pas de composants en amiante.

C'est le cas de vos chaudières équipant vos chaufferies B3-C5-C6-C13-D1-D3-E2

Cependant, certaines chaudières, produites en nos ateliers avant 1997, possédaient à l'origine des composants en amiante !

Ce peut être le cas de votre chaudière LD407 (chaufferie A25) comme pour les chaudières S930 et S1396 (chaufferie B7). Etaient concernés les tresses d'étanchéité de la porte, du collecteur de fumées, du tampon arrière ainsi que les joints de plaque brûleur et de viseur de flamme.

Idem pour le récupérateur à condensation TOTALECO (chaufferie B7), au niveau des tresses d'étanchéité pour raccordement entrées ou sorties fumées,

Notez cependant que ces composants ont pu être changés lors des entretiens annuels de la chaudière.

Si vous ne connaissez pas les dates de fabrication de ces chaudières, merci de nous communiquer leur numéro de série.

Nous sommes à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Cordialement

Thierry PONCET

De Dietrich THERMIQUE		L'amiante dans les chaudières et autres produits			
	TYPE	Plaque amiante (Réfractair e)	Cordon tresse entre les éléments	Joint d'étanchéité (Klingérite) Bride eau Départ/retour	Arrêt De Fabrication
	Date de changement	Mois année	Mois Année	Mois Année	Mois Année
1	PEN1	NC	NC	08.1974	08.1974
2	PEN 2	NC	NC	06.1974	06.1974
3	PEN 3	NC	NC	08.1974	08.1974
4	GLZ	NC	NC	12.1969	12.1969
5	ATZ	NC	NC	11.1968	11.1968
6	D/DL2	NC	NC	11.1970	11.1970
7	SD/SDL 200	NC	NC	12.1977	12.1977
8	RT2	NC	NC	05.1970	05.1970
9	RT2S	NC	NC	09.1970	09.1970
10	RT 2000	NC	NC	12.1977	12.1977
11	RTA 2000	NC	NC	01.1977	01.1977
12	RT 2000 S	NC	NC	07.1973	07.1973
13	SDL 300	NC	NC	03.1979	03.1979
14	RT 3000	NC	NC	12.1979	12.1979
15	DA4	10.1972	NC	10.1972	10.1972
16	DN5	07.1975	NC	07.1975	07.1975
17	D6/D7	11.1975	NC	11.1975	11.1975
18	PFD 400	NC	07.1975	07.1975	07.1975
19	CF 120	NC	NC	10.1980	10.1980
20	CF 210	NC	12.1980	12.1980	12.1980
21	CF 2100	NC	07.1979	07.1979	07.1979
22	CF120 CS	NC	NC	03.1984	03.1984
23	CF 120 CSE	NC	NC	06.1993	06.1993
24	CF 130	NC	NC	10.1982	10.1982
25	CF 130 CS	NC	NC	06.1993	06.1993
26	CF 140	NC	06.1988	06.1993	06.1993
27	CF 110	NC	NC	09.1988	09.1988
28	CF 200	NC	05.1984	05.1984	05.1984
29	CF 2000	NC	05.1983	05.1984	05.1984
30	CF 220/2200	NC	07.1983	07.1983	07.1983
31	CF 310/3100	NC	07.1986	07.1986	07.1986
32	CFE 300/3000	NC	06.1988	06.1993	06.1993
33	CF 350/3500	NC	09.1985	09.1985	09.1985
34	PFD 600	NC	05.1981	05.1981	05.1981
35	PFD 800	NC	12.1973	12.1973	12.1973
36	CF 500 / 5000	01.1982	NC	06.1993	En prod.
37	CF 700	01.1982	06.1988	06.1993	06.1993
38	CF 400	NC	04.1985	04.1985	04.1985
39	CF 800	NC	07.1985	07.1985	07.1985
40	CF 230 / 2300	NC	06.1988	06.1993	06.1993
41	CF 240 / 2400	NC	06.1988	06.1993	06.1993
42	CFM/CFG 240	NC	06.1988	06.1993	06.1993
43	CFX 200	NC	06.1988	06.1993	06.1993
44	CFM 240 EF	NC	06.1988	06.1993	06.1993
45	CFE 400 / 800	NC	06.1988	06.1993	06.1993
46	GT 100	NC	NC	06.1993	06.1993
47	GT 110	NC	NC	NC	06.2001

48	GT 200	NC	NC	06.1993	06.1993
49	GT 300	NC	NC	06.1993	07/2006
50	GT 400	NC	NC	06.1993	03/2007
51	GT 500 / 800	NC	NC	06.1993	03/2007
52	DIETRIGAZ CUISINE DTG 110, 140, 170, 205	1977	1977	1977	1977
53	DIETRIGAZ CAVE DTG 240, 300, 360 + mixte	1978	1978	1978	1978
54	DIETRIGAZ 1000 DTG 1140 à 1150	12.1982	03.1982	1983	1983
55	Dietrigaz L Dietrigaz C Dietrigaz S Dietrigaz M Dietrigaz H	NC	NC	1984	1984
56	DIETRIGAZ 2 DTG 204 à 210	NC	03.1982	1983	1983
57	DIETRIGAZ 1000 C DTG 1050 à 1150 C	12.1982	12.1982	1983	1983
58	DIETRIGAZ 2 C DTG 206 C à 210 C	NC	NC	1983	1983
59	DIETRIGAZ300 DTG 304 à 310	NC	NC	1990	1990
60	DIETRIGAZ 300 C DTG 306C à DTG 310C	NC	NC	06.1993	1993
61	DIETRIGAZ 400 DTG 406 à 415	NC	12.1988	06.1993	1995
62	DIETRIGAZ 400 C DTG 407C, 409C, 411C, 413C, 415C	NC	12.1988	06.1993	1993
63	Dietrigaz S, L, H 100 L103, L104, L105 S103 à S107 H104, H105	NC	NC	1992	1992
64	DIETRIGAZS200, M200 DTG S204 à S209 DTG M204 à M208	NC	NC	06.1993	1994
65	DIETRIGAZ 300 E DTG 306E à 310E	NC	NC	1988	1988
66	DIETRIGAZ 300 CE DTG 306CE à 310CE	NC	NC	1988	1988
67	DIETRIGAZ 400 E DTG 406E à DTG 416E	NC	12.1988	1988	1988
68	DIETRIGAZ 400 CE DTG 407CE, DTG 409CE, DTG 411 CE, DTG 413CE	NC	12.1988	1988	1988
69	DIETRIGAZ S 200 C DTG S204C à DTG S 209C	NC	NC	1992	1992
70	DIETRIGAZ 300T, 400T, DIETRIGAZ 300CT, 400 CT	NC	NC	1991	1991
71	DIETRIGAZ 350 et DIETRIGAZ 350 T	NC	NC	06.1993	07.1993

72	DIETRIGAZ S 100 EcoNox	NC	NC	06/1993	07/1993
73	DIETRIGAZ L/H 100 EcoNox	NC	NC	06.1993	1994
74	DIETRIGAZ 250 DTG 250-7 à DTG 250-15	NC	NC	06.1993	07.1993
75	DIETRIGAZ 250 Diematic DTG 250-7 à DTG-15 Diematic	NC	NC	06.1993	1994
76	DIETRIGAZ 350 DTG 350 E + Diematic DTG 350 TaE + Ta Diematic	NC	NC	06.1993	1994
77	Dietrigaz 110 DTG S et SE 110+ Diematic + DTG S 110 P + mixte	NC	NC	NC	1996
78	DIETRIGAZ DTG 210 AI + Diematic	NC	NC	NC	1998
79	DTG 350 AE + Diematic	NC	NC	NC	1999
80	DIETRIGAZ ELIADE DTG 120 Tous modèles	NC	NC	NC	2004
81	Murale TOPAZE MGF 100 MGF 200 + B	NC	NC	1985	1985
82	RADIATEURS A GAZ 8580 à 8583	NC	NC	1986	1996

NC = non concerné par l'amiante



UNIVERSITE DE CAEN
ESPLANE DE LA PAIX-CS 14032

14032 CAEN CEDEX 5
A l'attention de M Christophe BAUMGARTEN

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX DANS UN IMMEUBLE BATI

Code prestation : CDAM0160-3



RAPPORT N°:
**A319308145_1_BATIMENT-PHARMACIE-
RESEAUX-WIFI-CAMPUS-5**

Lieu d'intervention :
BATIMENT PHARMACIE RESEAUX WIFI-CAMPUS 5
168 Rue de la Délivrande

14032 CAEN CEDEX 5

N° D'AFFAIRE :A319308145 / 1
RAPPORT ETABLI LE : 25/06/2019



Agence de Caen
Le Citis
5 rue d'Atalante CS 90200
14205 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX
N° SIRET : 41967142500199
Tél : 0231533131 - Fax : 0231530979

Agence de Caen
Le Citis
5 rue d'Atalante CS 90200
14205 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX

Tél. : 0231533131
Fax : 0231530979
SIRET : 41967142500199

BATIMENT PHARMACIE RESEAUX WIFI-
CAMPUS 5
168 Rue de la Délivrande

14032 CAEN CEDEX 5

Date d'intervention : 04/06/2019

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX DANS UN IMMEUBLE BATI



**Adresse d'expédition : UNIVERSITE DE CAEN
ESPLANADE DE LA PAIX-CS 14032
14032 CAEN CEDEX 5**

A l'attention de M Christophe BAUMGARTEN

Intervenant :
M Marc DUFRESNE

Signature :



Accompagné par :
Mr Anthony Morin
Rendu compte à :
Mr Sébastien Jeanne

Ce rapport comprend 14 pages.
Il est remis contre accusé de réception.

Avertissement : Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité

SOMMAIRE

1. SYNTHESE DES RESULTATS	4
1.1. Conclusions	4
1.2. Synthèse du repérage	4
1.3. Préconisations	4
2. GENERALITES	6
2.1. Objectif de la prestation	6
2.2. Références réglementaires	6
2.3. Compétence de l'opérateur	6
2.4. Analyse des échantillons	6
2.5. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation	6
2.6. Rapport(s) précédent(s)	6
3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS	8
3.1. Donneur d'ordre	8
3.2. Périmètre de la prestation	8
3.3. périmètre des travaux	8
4. SCHEMA DE LOCALISATION	9
5. BULLETIN D'ANALYSE DES MATERIAUX	11
6. CERTIFICAT DE COMPETENCE	12
7. ATTESTATION D'ASSURANCE	13

1. SYNTHESE DES RESULTATS

1.1. Conclusions

➤ **Nous n'avons pas recensé de matériaux et produits contenant de l'amiante** selon le programme de repérage figurant dans le tableau A1 de la norme NF X 46 020, dans le périmètre des travaux défini au paragraphe 3.2 et **pour ce qui concerne les parties de l'immeuble rendues accessibles lors de notre intervention.**

1.2. Synthèse du repérage

a) MATERIAUX ET PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE :

ETAGE, LOCAUX OU ZONES PRESENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE	MATERIAUX ET PRODUITS	CRITERES AYANT PERMIS DE CONCLURE
Rez de chaussée FO de Local PH S07 PHAR PH	Plafonds et faux plafonds / Cheminement sous fourreau pvc existant	Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante
Rez de chaussée FO de Local PH S07 PHAR PH	Plafonds et faux plafonds / Cheminement sur rail métal existant	Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante
Rez de chaussée PC de Amphi PH 008	Parois verticales intérieures et enduits / Murs et cloisons / Voile plâtre + peinture	Analyse prélèvement Réf PV : AR-19-NS- 054365-01 _12
Rez de chaussée PC de Amphi PH 008	Parois verticales intérieures et enduits / Murs et cloisons / Carreaux de plâtre	Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante
Rez de chaussée PC de Amphi PH 008	Parois verticales intérieures et enduits / Goulotte pvc existante	Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante

1.3. Préconisations

Le repérage ayant été effectué en locaux occupés en présence du personnel et du mobilier, l'accès aux produits et matériaux doit être complété par une visite des locaux vides au démarrage des travaux

L'adéquation entre le périmètre de repérage associé à cette prestation et le champ d'intervention effectif des destinataires du présent document pouvant présenter des évolutions en fonction des besoins du donneur d'ordre, toute découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante non identifiés notamment pour des raisons de modifications du périmètre ou d'hétérogénéités non précisées par le donneur d'ordre, doit faire l'objet d'une suspension immédiate des travaux et d'une investigation complémentaire appropriée dans les meilleurs délais.

Le présent document constitue un élément important du dossier technique amiante qui doit être mis à jour et transmis aux entreprises pour établir leur évaluation du risque.

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail.

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de



**REPERAGE DES MATERIAUX ET
PRODUITS CONTENANT DE
L'AMIANTE AVANT TRAVAUX
DANS UN IMMEUBLE BATI**

Contrat N° : A319308145
Rap. N° : A319308145_1_BATIMENT-PHARMACIE-
RESEAUX-WIFI-CAMPUS-5
Date : 25/06/2019
Page : 5/14

démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

2. GENERALITES

2.1. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante dont le donneur d'ordre doit disposer avant réalisation de travaux dans un immeuble.

2.2. Références réglementaires

- Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,
- Loi no 2016-1088 du 8 août 2016,
- Décret no 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Articles L 4412-2, 4531-1, L4121-3 et R4412-97 du Code du travail
- Tableau A1 de la Norme NF X 46 020 d'Août 2017.

2.3. Compétence de l'opérateur

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

APAVE CERTIFICATION
Rue Vaugirard
75015 PARIS

2.4. Analyse des échantillons

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, les analyses des échantillons de matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

Nom et Adresse du laboratoire :

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest : 7 rue Pierre Adolphe Bobierre - CS90827 - 44308 NANTES CEDEX
3
Numéro Accréditation : 1-5597

2.5. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les principaux éléments de la construction et dans le cadre des travaux réalisés dans l'immeuble cité en page de garde.

Ces informations sont nécessaires pour la définition des zones présentant des similitudes d'ouvrage (les parties d'un immeuble bâti dont les composants, les types de matériaux et produits présents sont semblables) car elles correspondent à la base de nos investigations.

Les résultats d'analyses des prélèvements effectués sont alors, par hypothèse, généralisés sur l'ensemble des composants, types de matériaux et produits ayant les mêmes caractéristiques.

En cas d'omissions ou d'imprécisions dans les informations fournies à l'opérateur ou de modifications du périmètre de repérage des investigations complémentaires pourraient s'avérer nécessaires ultérieurement.

2.6. Rapport(s) précédent(s)

Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

REFERENCE DU RAPPORT	ORGANISME EMETTEUR	DATE	TYPE DE REPERAGE	CONCLUSIONS
DTA : Unicaen	UNICAEN	12/12/2016	Autres rapports DTA mise à jour	Absence d'amiante

Notre rapport prend en compte les documents techniques fournis en l'état.

3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Bâtiment enseignement supérieur

3.1. Donneur d'ordre

Nom ou raison sociale : UNIVERSITE DE CAEN
Adresse : ESPLANADE DE LA PAIX-CS 14032
Code postal : 14032
Ville : CAEN CEDEX 5

3.2. Périmètre de la prestation

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.

a) Liste des locaux visités

L'objet du présent rapport concerne la ou les partie(s) d'immeubles bâtis décrite(s) dans le tableau suivant :

PARTIE D'IMMEUBLE	LOCAUX
Rez de chaussée	FO de Local PH S07 PHAR PH
Rez de chaussée	PC de Amphi PH 008

Le donneur d'ordre nous a communiqué les documents et informations suivants :

- Fonction principale du bâtiment : Enseignement supérieur / Recherche
- Le périmètre de repérage : Localisé avant travaux : Travaux WIFI et fibres optique des campus suivant BET BADER du 10/05/2019
- Les plans des immeubles : Plan du bâtiment et niveau fourni
- La date de délivrance du permis de construire ou années de construction et de réhabilitation : 1993
- Les bulletins de caractérisation des matériaux et produits suivants : Néant
- Le programme détaillé des travaux : oui

En cas d'omissions ou d'imprécisions dans les informations fournies à l'opérateur, des investigations complémentaires pourraient s'avérer nécessaires ultérieurement.

3.3. périmètre des travaux

a. Programme de travaux

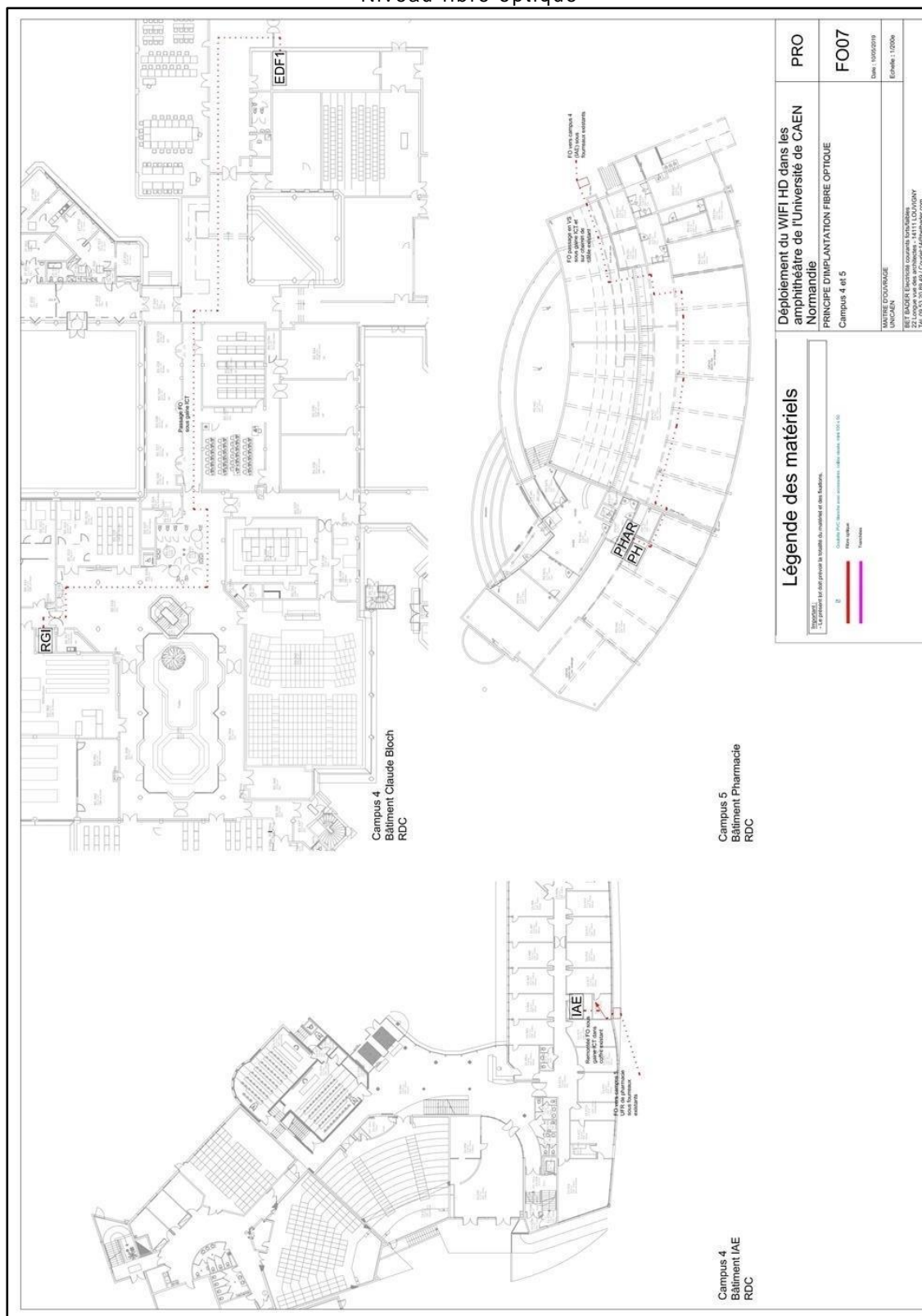
Le programme des travaux (en pièces jointes) à l'origine de ce repérage, a été défini par le document de référence Travaux WIFI et fibres optique des campus suivant BET BADER du 10/05/2019 rédigé par BET BADER le 15/02/2019

b. Nature et la localisation des travaux antérieurs de rénovation ou de réaménagement

Absence de travaux antérieurs signalés par l'accompagnateur représentant désigné par l'exploitant et/ou le maître d'ouvrage et/ou le donneur d'ordre.

4. SCHEMA DE LOCALISATION

Niveau fibre optique



5. BULLETIN D'ANALYSE DES MATERIAUX

AR-19-NS-054365-01



Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest SAS

APAVE NORD-OUEST SAS
Monsieur marc DUFRESNE
5 Rue D'Atalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-NS-054365-01 Version du : 24/06/2019 22:53 Page 1/1
Dossier N° : 19W023537 Date de réception : 07/06/2019 Date d'analyse : 21/06/2019
Référence Dossier : A319308145_1
Reference commande "Made in France"

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	A319308145_1 Batiment Pharmacie reseaux wifi campus-5_12 Voile platre+ peinture Rez de chaussee Amphi PH008	Matériau de type peinture (noir) ; matériau semi-dur de type plâtre (blanc)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (**mode opératoire T-PM-WO22725**) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (**MET**) selon parties utiles de la norme **NFX 43-050**.

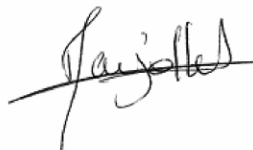
NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable.

Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm.

"Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.



Mathilde Marjollet
Chef de Groupe

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest SAS
7 rue Pierre Adolphe Bobier, CS 90827
F-44308 NANTES CEDEX 3, FRANCE
Tél: +33 2 51 83 49 48 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb
S.A.S. au capital de 1 037 000 € RCS Nantes SIRET 529 294 092 00018 TVA FR48 529 294 092 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1- 5597
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



6. CERTIFICAT DE COMPETENCE



CERTIFICAT DE COMPÉTENCES N°A/15-658v1

Apave Certification certifie que :

Monsieur DUFRESNE Marc

Possède les compétences techniques nécessaires à la certification suivant le référentiel :

Apave Certification AC-PRO-001-11

Conforme aux prescriptions de la norme NF EN ISO/CEI 17024 : 2012 et à l'arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

Pour l'activité suivante :

DIAGNOSTIQUEUR TECHNIQUE IMMOBILIER – AMIANTE

Sans mention ☐ Avec mention ☒

Emis le :

17 février 2017

Ce certificat est valable jusqu'au :

1^{er} juillet 2020

Directeur d'Apave Certification


JM VIGNONNET


ASSOCIATION
N°4 0221
POUR
DIPLOMABLES
www.cotrac.fr

AC-IMP-012-15

Apave Certification - 191, rue de Vaugirard - 75738 Paris Cedex 15 - SAS au capital de 357 000 € - RCS Paris 500 229 398 - SIRET : 500 229 398 00010 - APE : 7120B
Apave Certification est une marque déposée - Apave Certification is a registered trademark

7. ATTESTATION D'ASSURANCE



Contrat RC n° 5271124804 1/2

AXA France IARD
DIRECTION ENTREPRISES
Production R.C. – Grands Comptes
Télécopie 01.57 65 07 90

ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313, Terrasse de l'Arche – 92727 NANTERRE Cedex, agissant en qualité d'apérateur en coassurance à 60% avec GENERALI, atteste par la présente que l'assuré :

APAVE
191 rue Vaugirard
75015 PARIS

Agissant tant pour son compte que pour celui de **APAVE NORD-OUEST SAS**.

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 5271124804, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- bâtiment et génie civil
- essais, mesures et métrologie
- laboratoires d'analyses (non médicales)
- conseils
- formation
- certification, contrôle, qualification et homologation

y compris fabrication et vente de produits dans le cadre de ces activités,
à destination de tous les secteurs d'activité.

A l'exclusion :

- des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- des activités de classification et certification de navires et unités offshore.



Contrat RC n° 5271124804 2/2

TABLEAU DE GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

Nature des garanties	Limites des garanties
Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle	
Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus <i>Sans pouvoir excéder pour :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
a) les dommages immatériels non consécutifs	5 000 000 € par année d'assurance
b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement	2 500 000 € par année d'assurance
c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada <i>sous-limités :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA	1 000 000 € par année d'assurance
d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb *	2 500 000 € par année d'assurance *

***Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précitées ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2019 au 31/12/2019** inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 06/12/2018
Pour servir et valoir ce que de droit.

POUR L'ASSUREUR :

VERLINGUE
COURTIER EN ASSURANCES
Adresse postale :
12, rue de Kerogan - CS 44012
29335 QUIMPER cedex
Tél : 0 820 260 260 (0,118 € TTC/mi) Fax 0 820 209 212
contact@verlingue.fr - www.verlingue.fr





UNIVERSITE DE CAEN
ESPLANADE DE LA PAIX-CS 14032

14032 CAEN CEDEX 5
A l'attention de M Olivier HAMELIN

Remis contre accusé de réception

REPERAGE COMPLEMENTAIRE

**MATERIAUX DE LA LISTE B /
ELEMENTS EXTERIEURS FIGURANT A
L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA
SANTE PUBLIQUE**



Code prestation : CDAM 0160 - 9

RAPPORT N°:
**A319164812_1_BATIMENT-UFR-
PHARMACIE-CAMPUS-5**

Lieu d'intervention :
**BATIMENT UFR PHARMACIE CAMPUS 5
Esplanade de la Paix**

14032 CAEN CEDEX 5

N° D'AFFAIRE :A319164812 / 1
RAPPORT ETABLI LE : 19/11/2019



Agence de Caen
Le Citis
5 rue d'Atalante CS 90200
14205 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX
N° SIRET : 41967142500199
Tél : 0231533131 - Fax : 0231530979

Agence de Caen
Le Citis
5 rue d'Atalante CS 90200
14205 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX

Tél. : 0231533131
Fax : 0231530979
SIRET : 41967142500199

BATIMENT UFR PHARMACIE CAMPUS 5
Esplanade de la Paix

14032 CAEN CEDEX 5

Date d'intervention : 30/10/2019
Date de la commande : 21/01/2019

**REPERAGE COMPLEMENTAIRE
MATERIAUX DE LA LISTE B / ELEMENTS EXTERIEURS
FIGURANT A L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE**



**Adresse d'expédition : UNIVERSITE DE CAEN
ESPLANADE DE LA PAIX-CS 14032**

14032 CAEN CEDEX 5

A l'attention de M Olivier HAMELIN

Intervenant :
M Marc DUFRESNE

Signature :



Accompagné par :
Mr Sabine LECUYER- Technicienne
prévention
Rendu compte à :
Mr Olivier HAMELIN

Ce rapport comprend 15 pages.
Il est remis contre accusé de réception.

Avertissement : Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité

SOMMAIRE

1. SYNTHESE DES RESULTATS	4
1.1. Conclusions	4
1.2. Synthèse du repérage	4
1.3. Préconisations	5
2. GENERALITES	6
2.1. Objectif de la prestation	6
2.2. Références réglementaires	6
2.3. Compétence de l'opérateur	6
2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation	6
2.5. Rapport(s) précédent(s)	6
3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS	7
3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis	7
3.2. Périmètre de la prestation	7
4. SCHEMA DE LOCALISATION	8
5. CRITERES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIE A LEUR ENVIRONNEMENT	11
6. CERTIFICAT DE COMPETENCE	12
7. ATTESTATION D'ASSURANCE	13
8. ALBUM PHOTO	15

1. SYNTHESE DES RESULTATS

1.1. Conclusions

➤ **Nous avons recensé des matériaux et produits contenant de l'amiante** selon le programme de repérage défini dans l'annexe 13.9 et l'article 4 du décret 2011-629 du 3 juin 2011 **pour ce qui concerne les parties de l'immeuble rendues accessibles lors de notre intervention.**

Les conclusions conduisent aux obligations réglementaires récapitulées dans le paragraphe 1.2

➤ **Il conviendra de réaliser des investigations complémentaires**

Locaux non visités Parties de l'immeuble non accessibles Prélèvement non réalisé	Motifs
Extérieur Toiture	Inaccessible dans les conditions normales de sécurité d'accès en hauteur

Certains locaux restant non visités et/ou certaines parties de l'immeuble restant inaccessibles, les obligations réglementaires du propriétaire prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2012

1.2. Synthèse du repérage

a) **MATERIAUX DE LA LISTE B / ELEMENTS EXTERIEURS CONTENANT DE L'AMIANTE :**

LOCALISATION BATIMENT, ETAGE(S), LOCAUX OU ZONES PRESENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE	MATERIAUX ET PRODUITS	CRITERES AYANT PERMIS DE CONCLURE	RESULTAT DE LA GRILLE D'EVALUATION RECOMMANDATION EP ou AC1 ou AC2
Extérieur Façades	Eléments extérieurs / Conduit en façade / Gaines en fibres ciment de ventilation pour sous sol	D'après jugement personnel de l'opérateur	AC1

Obligations du propriétaire :

Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes : article R 1334-21 du Code de la Santé Publique

AC1 : Action corrective de 1er niveau

Le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Il convient de :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Certains locaux restant non visités et/ou certaines parties de l'immeuble restant inaccessibles, les obligations réglementaires du propriétaire prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2012

1.3. Préconisations

Le présent document constitue un élément important du dossier technique amiante qui doit être mis à jour et tenu à la disposition :

- des occupants de l'immeuble, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail

et communiqué :

- aux opérateurs de repérage amiante pour les diagnostics avant démolition totale ou partielle.
- toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti
- aux personnes mentionnées à l'article 1334-29-5, paragraphe 2, 2^{ème} alinéa.

Toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant, doit être avertie de la présence d'amiante.

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

L'opération de repérage devra être étendue aux locaux fermés ou non visités.

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail. Elles comprennent notamment l'obligation d'élaborer une analyse de risque et un mode opératoire pour éviter toute action pouvant libérer des fibres dans l'air (ponçage, frottement, perçage, découpage...).

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

2. GENERALITES

2.1. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser le repérage complémentaire des matériaux de la liste B / éléments extérieurs que le propriétaire doit effectuer :

- pour la réalisation de l'état mentionnant la présence ou l'absence de produits contenant de l'amiante mentionné à l'article R. 1334-29-9 du présent décret, lors d'une prochaine vente
- en cas de présence de matériaux ou produits de la liste A en même temps que la prochaine évaluation de leur état de conservation
- avant tous travaux réalisés à titre gratuit ou onéreux, ayant pour conséquence une sollicitation de matériaux ou produits de la liste B
- au plus tard le 3 février 2021

2.2. Références réglementaires

Décret n° 2010 – 1200 du 11 octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)

Articles R 1334-15 à R 1334-18, articles R 1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique),

Notre inventaire porte exclusivement sur les éléments extérieurs définis à la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique.

2.3. Compétence de l'opérateur

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

APAVE CERTIFICATION
Rue Vaugirard
75015 PARIS

2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation

Le présent document concerne des matériaux visibles et accessibles conformément au code de la santé publique. Il n'exclut pas la présence d'amiante dans d'autres parties d'ouvrage pour lesquelles un repérage complémentaire doit être réalisé en cas de travaux ou de démolition. Par conséquent, le présent rapport ne peut être considéré comme attestant de l'absence d'amiante dans l'ensemble du bâtiment objet du repérage.

2.5. Rapport(s) précédent(s)

Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

REFERENCE DU RAPPORT	ORGANISME EMETTEUR	DATE	TYPE DE REPERAGE	CONCLUSIONS
DTA : Unicaen	UNICAEN	12/12/2016	Autres rapports: DTA	Absence d'amiante

Notre rapport prend en compte les documents techniques fournis en l'état.

3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

Bâtiment enseignement supérieur

3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis

Nom ou raison sociale : UNIVERSITE DE CAEN
Adresse : ESPLANADE DE LA PAIX-CS 14032
Code postal : 14032
Ville : CAEN CEDEX 5

3.2. Périmètre de la prestation

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.

a) Liste des locaux visités

L'objet du présent rapport concerne la ou les partie(s) d'immeubles bâtis décrite(s) dans le tableau suivant :

PARTIE DE BATIMENT	LOCAUX
Extérieur	Façades

Le donneur d'ordre nous a communiqué les documents et informations suivants :

- Fonction principale du bâtiment : Enseignement supérieur / Recherche
- Les plans des immeubles : Plan du bâtiment et niveau fourni
- Le périmètre de repérage : Eléments extérieurs du bâtiment.
- La date de délivrance du permis de construire ou années de construction et de réhabilitation : 1969
- Les bulletins de caractérisation des matériaux et produits suivants : Néant

En cas d'omissions ou d'imprécisions dans les informations fournies à l'opérateur, des investigations complémentaires pourraient s'avérer nécessaires ultérieurement.

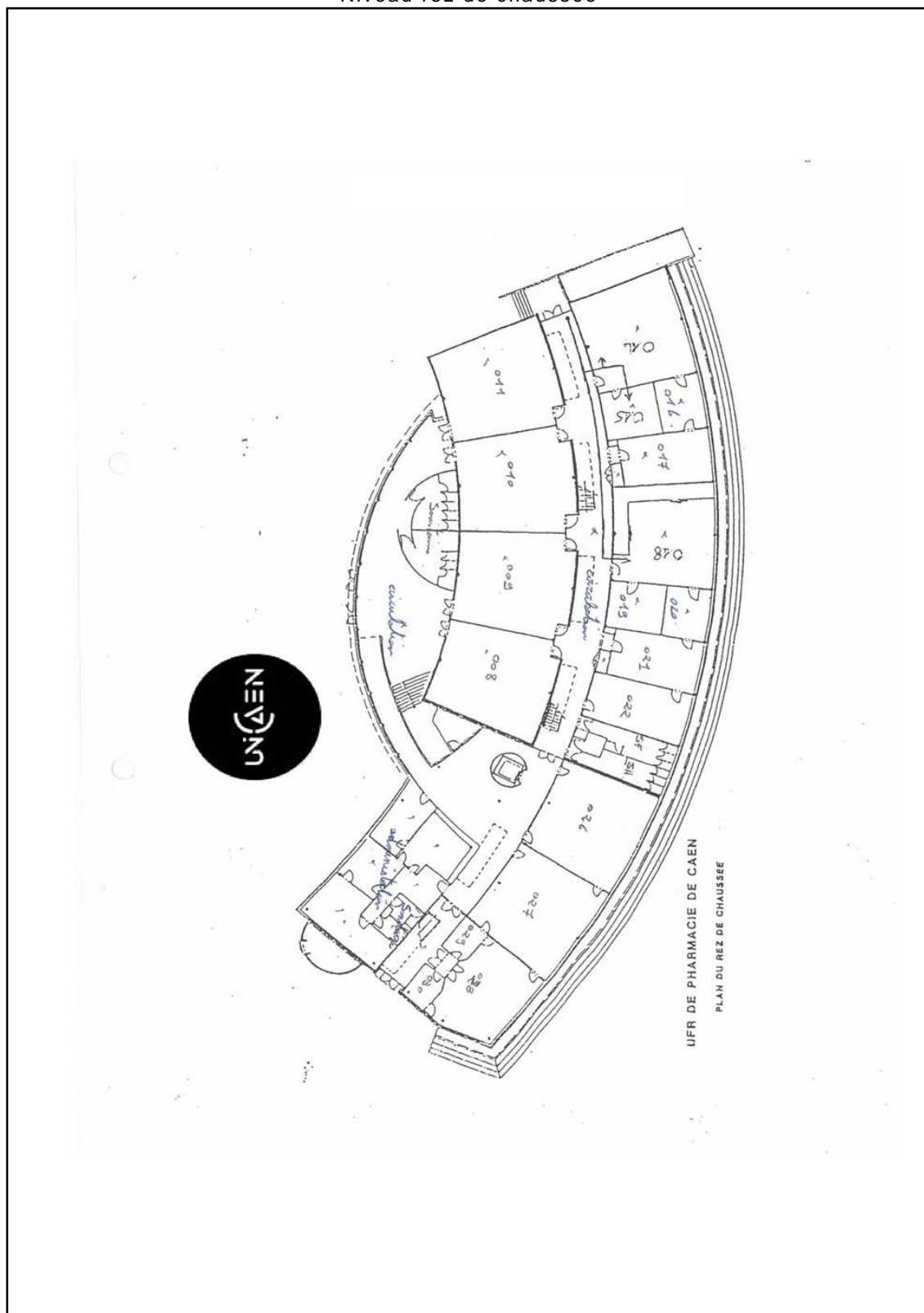
b) Liste des parties d'immeuble non accessibles

Les parties non accessibles sont récapitulées avec les motifs dans le tableau figurant au paragraphe 1.1.

Rappel : Certains locaux restant non visités et/ou certaines parties de l'immeuble restant inaccessibles, les obligations réglementaires du propriétaire prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2012 : « *L'opérateur examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti* »

Pour ces locaux ou parties d'immeuble, la présence de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante doit être envisagée. Il appartient donc au donneur d'ordre de nous mandater à nouveau selon les termes définis au contrat en s'assurant préalablement de l'accessibilité des dits locaux ou parties de la construction.

Niveau rez de chaussée



UFR DE PHARMACIE DE CAEN
PLAN DE L'ETAGE

5. CRITERES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIE A LEUR ENVIRONNEMENT

N° de dossier	1	Obligation réglementaire en fonction du résultat		
Date de l'évaluation	30/10/2019	<input type="checkbox"/>	Recommandation EP	Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et/ou produits
Bâtiment	BATIMENT UFR PHARMACIE CAMPUS 5	<input checked="" type="checkbox"/>	Recommandation AC1	Action corrective de 1 ^{er} niveau
Local ou zone homogène	Extérieur-Façades-Gaines en fibres ciment de ventilation pour sous sol-	<input type="checkbox"/>	Recommandation AC2	Action corrective de 2 ^{ème} niveau
Matériau ou produit	Eléments extérieurs / Conduit en façade / Gaines en fibres ciment de ventilation pour sous sol			

GRILLE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B

Etat de conservation du matériau et produit		Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>			EP
	Matériau non dégradé <input type="checkbox"/>		Risque de dégradation faible ou à terme <input type="checkbox"/> EP
			Risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/> AC1
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>			Risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/> EP
		Ponctuelle <input checked="" type="checkbox"/>	Risque d'extension à terme de la dégradation <input checked="" type="checkbox"/> AC1
			Risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/> AC2
	Matériau dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		
		Généralisée <input type="checkbox"/>	AC2

6. CERTIFICAT DE COMPETENCE



CERTIFICAT DE COMPÉTENCES N°A/15-658v1

Apave Certification certifie que :

Monsieur DUFRESNE Marc

Possède les compétences techniques nécessaires à la certification suivant le référentiel :

Apave Certification AC-PRO-001-11

Conforme aux prescriptions de la norme NF EN ISO/CEI 17024 : 2012 et à l'arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

Pour l'activité suivante :

DIAGNOSTIQUEUR TECHNIQUE IMMOBILIER – AMIANTE

Sans mention ☐ Avec mention ☒

Emis le :

17 février 2017

Ce certificat est valable jusqu'au :

1^{er} juillet 2020

Directeur d'Apave Certification



JM VIONNET



AC-IMP-012-15

Apave Certification - 194, rue de Valenciennes - 75738 Paris Cedex 15 - SAS au capital de 357 000 € - RCS Paris 500 229 398 - SIRET : 500 229 398 00010 - APE : 7120B
Apave Certification est une marque déposée - Apave Certification is a registered trademark

7. ATTESTATION D'ASSURANCE



Contrat RC n° 5271124804 1/2

AXA France IARD
DIRECTION ENTREPRISES
Production R.C. – Grands Comptes
Télécopie 01.57 65 07 90

ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313, Terrasse de l'Arche – 92727 NANTERRE Cedex, agissant en qualité d'apérateur en coassurance à 60% avec GENERALI, atteste par la présente que l'assuré :

APAVE
191 rue Vaugirard
75015 PARIS

Agissant tant pour son compte que pour celui de **APAVE NORD-OUEST SAS**.

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 5271124804, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- bâtiment et génie civil
- essais, mesures et métrologie
- laboratoires d'analyses (non médicales)
- conseils
- formation
- certification, contrôle, qualification et homologation

y compris fabrication et vente de produits dans le cadre de ces activités,
à destination de tous les secteurs d'activité.

A l'exclusion :

- des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- des activités de classification et certification de navires et unités offshore.



Contrat RC n° 5271124804 2/2

TABLEAU DE GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

Nature des garanties	Limites des garanties
Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle	
Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus <i>Sans pouvoir excéder pour :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
a) les dommages immatériels non consécutifs	5 000 000 € par année d'assurance
b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement	2 500 000 € par année d'assurance
c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada <i>sous-limités :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA	1 000 000 € par année d'assurance
d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb *	2 500 000 € par année d'assurance *

***Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précitées ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.


La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2019 au 31/12/2019** inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 06/12/2018
Pour servir et valoir ce que de droit.

POUR L'ASSUREUR :

VERLINGUE
COURTIER EN ASSURANCES
Adresse postale :
12, rue de Kerogan - CS 44012
29335 QUIMPER cedex
Tél : 0 820 260 260 0,118 € TTC/mi Fax 0 820 209 212
contact@verlingue.fr - www.verlingue.fr

8. ALBUM PHOTO

LOCALISATION	MATERIAUX ET/OU PRODUITS OBJET DES PRELEVEMENT
<p>Extérieur Façades Matériau : Eléments extérieurs / Conduit en façade / Gaines en fibres ciment de ventilation pour sous sol</p> <p>PRESENCE D'AMIANTE</p>	

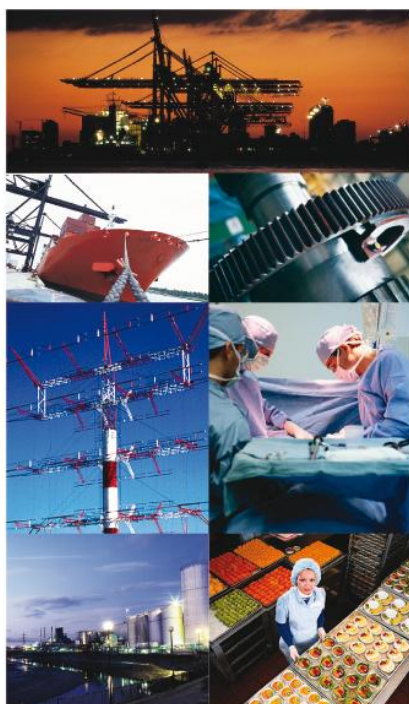


UNICAEN
Esplanade de la Paix
14032 CAEN CEDEX

À l'attention de **Mr LAMBERT Jean-Michel**

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

RAPPORT N° A320211396- UFR PHARMA LOCAL PH 002



Lieu d'intervention :

UFR PHARMACIE
Esplanade de la Paix
14032 CAEN CEDEX



N° D'AFFAIRE : A320211396
RAPPORT ETABLI LE : 28/05/2020

CODE PRESTATION : CDAM0160-3



SOMMAIRE :

INFORMATIONS GÉNÉRALES.....	3
DESIGNATION DU BATIMENT	3
DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	3
DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE	3
EXÉCUTION DE LA MISSION	3
REFERENCE DU PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE	3
SIGNATURE ET VISA DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	3
CONCLUSION(S) DU RAPPORT	3
RESULTATS DU REPERAGE	4
MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AFFECTES PAR LES TRAVAUX.....	4
MATERIAUX OU PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE.....	4
INVESTIGATIONS NON REALISEES	4
MOYENS D'ACCES A METTRE A DISPOSITION PAR LE DONNEUR D'ORDRE	4
INVESTIGATION(S) APPROFONDIE(S) DEVANT ETRE REALISEE(S) PAR LE DONNEUR D'ORDRE	4
COMMENTAIRES RELATIFS A LA PRESTATION	4
OBJECTIF	4
REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES	5
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	5
PROGRAMME ET PERIMETRE DE LA MISSION	5
PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE	5
PROGRAMME ET PERIMETRE DE REPERAGE DEFINIS PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE	5
RAPPORT(S) ANTERIEUR(S).....	6
OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE DE L'IMMEUBLE BATI	6
PRECONISATIONS	6
ANNEXE FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION	8
ANNEXE CROQUIS	10
ANNEXE PROCES VERBAUX D'ANALYSES	12
ANNEXE ZONES PRESENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE.....	15
ANNEXE CERTIFICATION DE L'OPERATEUR DE REPERAGE.....	16
ANNEXE ATTESTATION D'ASSURANCE.....	17
CONSEILS SUR LES MODALITES D'ELIMINATION DES DECHETS.....	19

1	INFORMATIONS GÉNÉRALES
1.1	DÉSIGNATION DU BATIMENT

Adresse : **Eplanade de la Paix**
14032 CAEN CEDEX
Bâtiment : **Bâtiment UFR Pharmacie**
Nature du bâtiment : **Usage d'enseignement supérieur**
Cat. du bâtiment : **ERP de catégorie 1 à 4**

Numéro de Lot : **Non communiqué**
Référence Cadastre : **Non communiqué**
Date du Permis de Construire : **Antérieur au 1er juillet 1997**
Date de Construction : **1996**

1.2	DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE
-----	--------------------------------	-----------------------------

Nom : **UNICAEN**
Adresse : **Eplanade de la Paix**
14032 CAEN CEDEX
Qualité : **Mr Lambert-Conduite d'opérations DPL**

Nom : **UNICAEN**
Adresse : **Eplanade de la Paix**
14032 CAEN CEDEX

1.3	EXÉCUTION DE LA MISSION
-----	-------------------------

Rapport N° : A320211396- UFR PHARMA LOCAL PH 002

Repérage réalisé par : **DUFRESNE Marc**
N° certificat de qualification : **CPDI 5430 Version 001**
Date d'obtention : **25/10/2019**
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : **I.CERT**

Date de la commande : **03/03/2020**
Accompagnateur : **Aucun**

Laboratoire d'Analyses : **Eurofins Analyse pour le Bâtiment Ouest**
Adresse laboratoire : **Rue Pierre Adolphe Bobierre**
BP 42301 F 44323 NANTES
CEDEX
Numéro d'accréditation : **1-5597**

Organisme d'assurance professionnelle : **AXA FRANCE IARD**
Adresse assurance : **313 Terrasse de l'ARCHE**
92727 NANTERRE CEDEX
N° de contrat d'assurance : **5271124804**
Date de validité : **31/12/2020**

1.4	REFERENCE DU PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE
-----	---

Plan fourni UFR Pharma avec état actuel et état projeté de la pose d'une cloison en PH 002

1.5	SIGNATURE ET VISA DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	DATE D'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT
-----	--	---------------------------------

Nom du diagnostiqueur : **DUFRESNE Marc**
AGENCE DE CAEN 5 rue d'Atalante CS 90200 14205
HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR CEDEX

Lieu et date d'établissement du rapport
Fait à **HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR CEDEX** le
28/05/2020

Signature



1.6	CONCLUSION(S) DU RAPPORT
-----	--------------------------

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les parties de l'immeuble rendues accessibles lors de notre intervention.

2 RESULTATS DU REPERAGE

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les composants et les locaux ou les volumes auxquels il a pu accéder dans des conditions normales de sécurité.

2.1 Matériaux ou produits contenant de l'amiante affectés par les travaux

Absence

2.2 Matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante

Etage	Local	Elément	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage
RDC	LOCAL PH002	Revêtement de murs	Enduit à bas de plâtre de banche	Résultat d'analyse (P001)	S001
		Cloisons légères ou préfabriquées	Bandes et enduit de plaques de plâtre	Résultat d'analyse (P002)	S002
		Revêtement de sol	Revêtement plastifié avec sous couche	Résultat d'analyse (P003)	S003
		Plancher	Ragréage et colle jaune	Résultat d'analyse (P004)	

2.3 Matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante non prélevés

Sans objet

3 INVESTIGATIONS NON REALISEES

3.1 Moyens d'accès à mettre à disposition par le donneur d'ordre

Néant

3.2 Investigation(s) approfondie(s) devant être réalisée(s) par le donneur d'ordre

Néant

4 COMMENTAIRES RELATIFS A LA PRESTATION

4.1 OBJECTIF

Le repérage de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti est défini à l'article R. 4412-97 du Code du Travail. Il consiste à rechercher, identifier, localiser et quantifier les matériaux et produits contenant de l'amiante susceptibles d'être affectés directement ou indirectement par les travaux tels qu'ils ont été définis par le donneur d'ordre.

4.2 REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES

Loi no 2016-1088 du 8 août 2016,
Décret no 2012-639 du 4 mai 2012 modifié par le décret 2017-899 du 9 mai 2017 et par le décret 2019-251 du 27 mars 2019,
Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
Arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019
Articles L.4412-2, L.4531-1, L.4121-3 et R.4412-97 du Code du travail,
Norme NF X 46 020 du 05 août 2017.

4.3 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date(s) et nature des visites sur site

Date(s) de la ou des visites	Objet

Documents remis :

Titre	Objet	Référence	Auteur / Société
Programme de travaux	Etat actuel/état projeté de création d'une cloison en PH 002	Plan	UNICAEN

Ecarts par rapport à la norme NF X 46-020 : Néant

Conditions du repérage : Le repérage est réalisé conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, qui prescrit la fréquence minimale des sondages et prélèvements au sein de zones présentant des similitudes d'ouvrage.

Lorsque le repérage ne peut être dissocié de l'engagement de l'opération elle-même pour des raisons techniques communiquées par l'opérateur de repérage (dépose de doublages, de pléniums etc), le donneur d'ordre fait procéder au repérage au fur et à mesure de l'avancement des travaux projetés.

Moyens mis à disposition de l'opérateur : Accompagnateur Mr Lambert

Commentaire : Néant

5 PROGRAMME ET PERIMETRE DE LA MISSION

5.1 PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Plan état actuel et état projeté de la pose d'une cloison en PH 002

Le périmètre des travaux est défini dans le document "plan UFR PHARMA" transmis par le donneur d'ordre.

Si des produits ou matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, n'auraient pas fait l'objet d'investigations car non identifiés comme concernés par le programme de travaux tel que communiqué par le donneur d'ordre, ce dernier devra effectuer des investigations complémentaires.

5.2 PROGRAMME ET PERIMETRE DE REPERAGE DEFINIS PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE

Périmètre de repérage : Ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concernés par la mission de repérage, telle que découlant du programme des travaux fixé par le donneur d'ordre.

Etage	Local / partie d'immeuble concerné par les travaux	Visitée	Justification
RDC	LOCAL PH002	OUI	

Programme de repérage : Liste des composants de construction et parties de composants de construction à inspecter à l'occasion de la mission de repérage. Le programme de repérage est établi sur la base du programme

des travaux fixé par le donneur d'ordre, en prenant notamment en considération les données de l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019.

Ouvrages ou composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants à inspecter ou à sonder	Matériau ou Produit	Commentaire
3 - Parois verticales intérieures			
Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	M	
	enduits de jointoiement des plaques de plâtre	M	
4 - Plafonds et faux plafonds			
Plafonds	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	M	
	Enduits de jointoiement et plots de colle des plaques de plâtre	M	
5 - Planchers et planchers techniques			
Revêtements de sols	Sous-couches (carton, feutre, ...) des revêtements souples	M	
	Colles et joints de carrelage, ragréages, primaires d'accrochage	M	

6 RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)

Rapports précédents :

Date	Référence	Société	Objet	Conclusions
19/11/2019	DTA A319164812- UFR PHARMACIE	APAVE	Fiche récapitulative du DTA	Présence d'amiante dans les éléments extérieurs Liste B

7 OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE DE L'IMMEUBLE BATI

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du «dossier amiante – parties privatives» (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du «dossier technique amiante» (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux.

Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

8 PRECONISATIONS


L'adéquation entre le périmètre de repérage associé à cette prestation et le champ d'intervention effectif des destinataires du présent document pouvant présenter des évolutions en fonction des besoins du donneur d'ordre,

toute découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante non identifiés notamment pour des raisons de modification du programme de travaux ou d'hétérogénéités non précisées par le donneur d'ordre, doit faire l'objet d'une suspension immédiate des travaux et d'investigations complémentaires appropriées dans les meilleurs délais.

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail.


Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

ANNEXE FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION


PRELEVEMENT : P001		
Emplacement		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
UNICAEN	A320211396	RDC - LOCAL PH002
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Enduit à bas de plâtre de banche	20/05/2020	DUFRESNE Marc
Localisation		
Revêtement de murs - Murs		
Résultat amiante		
Absence d'amiante		

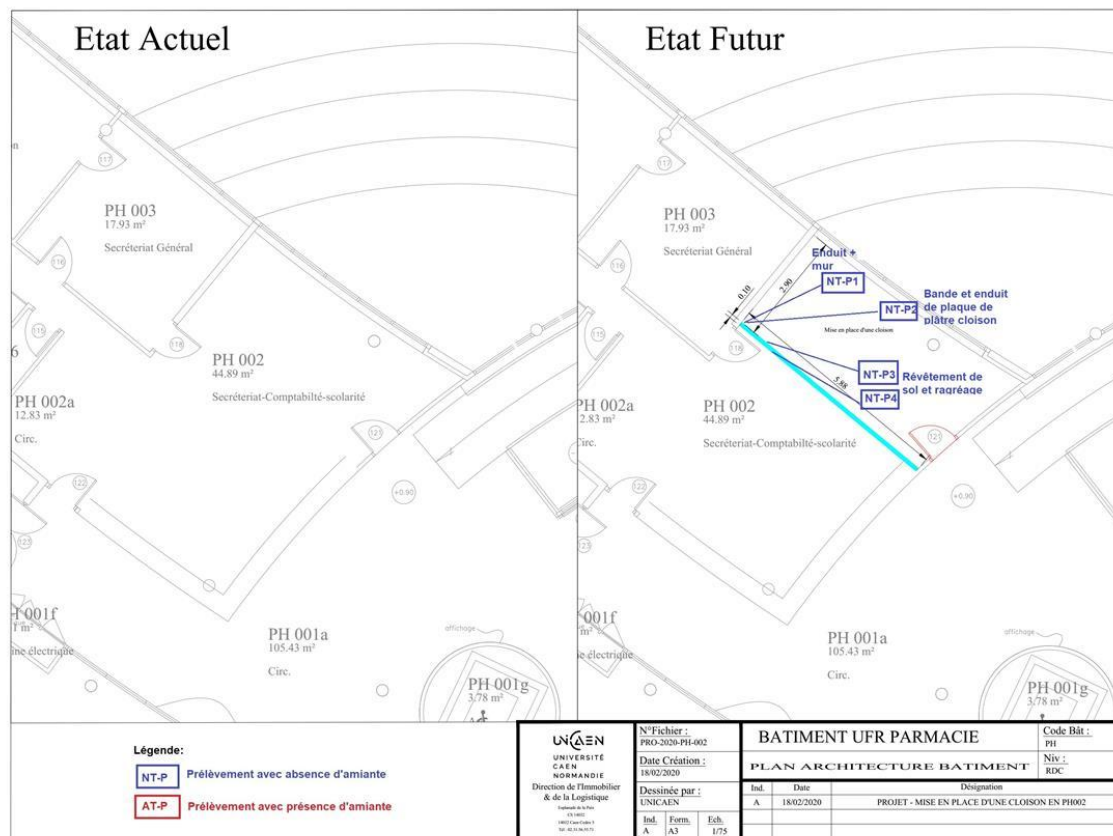
PRELEVEMENT : P002		
Emplacement		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
UNICAEN	A320211396	RDC - LOCAL PH002
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Bandes et enduit de plaques de plâtre	20/05/2020	DUFRESNE Marc
Localisation		
Cloisons légères ou préfabriquées - Murs		
Résultat amiante		
Absence d'amiante		
DESCRIPTION DU PRELEVEMENT :		
Objet		
Bandes et enduit de plaques de plâtre		

PRELEVEMENT : P003		
Emplacement		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
UNICAEN	A320211396	RDC - LOCAL PH002
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Revêtement plastifié avec sous couche	20/05/2020	DUFRESNE Marc
Localisation		
Revêtement de sol - Sol		
Résultat amiante		
Absence d'amiante		
DESCRIPTION DU PRELEVEMENT :		
Objet		
Revêtement plastifié avec sous couche		

PRELEVEMENT : P004		
Emplacement		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
UNICAEN	A320211396	RDC - LOCAL PH002
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Ragréage et colle jaune	20/05/2020	DUFRESNE Marc
Localisation		
Plancher - Sol		
Résultat amiante		
Absence d'amiante		

ANNEXE CROQUIS

		Planche de repérage			
Client :	UNICAEN	Titre :	Document 1		
N°rapport :	A320211396- UFR PHARMA LOCAL PH 002	Adresse :	Esplanade de la Paix 14032 CAEN CEDEX		
N° planche :	1/1				
	Version : 0				
Type :	Croquis				
Date :	28/05/2020	Localisation / Bâtiment :			
Intervenant :	DUFRESNE Marc	Niveau :			
Origine du plan :	Document transmis	Commentaire :			



ANNEXE PROCES VERBAUX D'ANALYSES

Document 1



Eurofins Analyses Pour Le Batiment Ouest SAS

APAVE NORD-OUEST SAS
Monsieur marc DUFRESNE
5 Rue D'Atalante
14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-20-NS-022666-01 Version du : 26/05/2020 9:23 Page 1/2
Dossier N° : 20W011915 Date de réception : 22/05/2020 Date d'analyse : 23/05/2020
Référence Dossier : 00720200500354444
A320211396 A - UNICAEN

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	P001-RDC - LOCAL PH002 - Murs - Revêtement de murs - Enduit à bas de plâtre de banche	Matériau semi-dur de type enduit (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	P002-RDC - LOCAL PH002 - Murs - Cloisons légères ou préfabriquées - Bandes et enduit de plaques de plâtre	Matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau souple fibreux de type papier, carton (beige) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau souple fibreux de type papier, carton (beige)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
003	P003-RDC - LOCAL PH002 - Sol - Revêtement de sol - Revêtement plastifié avec sous couche	Matériau souple de type revêtement de sol (marron) ; matériau de type maillage de fibres (marron)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
004	P004-RDC - LOCAL PH002 - Sol - Plancher - Ragraillage et colle jaune	Matériau de type colle (jaune) ; matériau semi-dur de type ragraillage (rose)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Identification des fibres au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon le guide HSG 248 - annexe 2.

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest SAS
7 rue Pierre Adolphe Bobierre, CS 90827
F-44308 NANTES CEDEX 3, FRANCE
Tél: +33 2 51 83 49 48 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb
S.A.S. au capital de 1 037 000 € RCS Nantes SIRET 529 294 092 00018 TVA FR48 529 294 092 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1- 5597
Portée disponible sur
www.cofrac.fr





Eurofins Analyses Pour Le Batiment Ouest SAS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-20-NS-022666-01
Dossier N° : 20W011915

Version du : 26/05/2020 9:23
Date de réception : 22/05/2020

Page 2/2
Date d'analyse : 23/05/2020

Référence Dossier : 00720200500354444
A320211396 A - UNICAEN

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable.

Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm.

"Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et au LAB GTA 44, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par META indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.



Pierre Beloeil
Chef de Groupe

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest SAS

7 rue Pierre Adolphe Bobierre, CS 90827

F-44308 NANTES CEDEX 3, FRANCE

Tél: +33 2 51 83 49 48 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 1 037 000 € RCS Nantes SIRET 529 294 092 00018 TVA FR48 529 294 092 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1- 5597
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



ANNEXE ZONES PRESENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE

Z001 - Revêtement de sol Revêtement plastifié avec sous couche						Continue : NON	
Etage	Local / partie d'immeuble	Elément	Témoin	Matériau / Produit	Ref sondage	Ref prélèvt	Présence d'amiante (oui/non)
RDC	LOCAL PH002	Revêtement de sol	X	Revêtement plastifié avec sous couche	S003	P003	Non

ANNEXE CERTIFICATION DE L'OPERATEUR DE REPERAGE



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI 5430 Version 001

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur DUFRESNE Marc

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 29/10/2019 - Date d'expiration : 01/07/2020
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 29/10/2019 - Date d'expiration : 01/07/2020

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 25/10/2019.



* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement. Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes
Diagnosticueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev13

ANNEXE ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat RC n° 5271124804 1/2



AXA France IARD
DIRECTION ENTREPRISES
Production R.C. – Grands Comptes
Télécopie 01.57 65 07 90

ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313, Terrasse de l'Arche – 92727 NANTERRE Cedex, agissant en qualité d'apérateur en coassurance à 60% avec GENERALI, atteste par la présente que l'assuré :

APAVE
191 rue Vaugirard
75015 PARIS

Agissant tant pour son compte que pour celui de **APAVE NORD-OUEST SAS**.

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 5271124804, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- bâtiment et génie civil
- essais, mesures et métrologie
- laboratoires d'analyses (non médicales)
- conseils
- formation
- certification, contrôle, qualification et homologation

y compris fabrication et vente de produits dans le cadre de ces activités, à destination de tous les secteurs d'activité.

A l'exclusion :

- des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- des activités de classification et certification de navires et unités offshore.

Cette attestation est notamment délivrée dans le cadre des activités de diagnostics amiante, plomb et déchets de construction.



Contrat RC n° 5271124804 2/2

TABLEAU DE GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

Nature des garanties	Limites des garanties
Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle	
Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus <i>Sans pouvoir excéder pour :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
a) les dommages immatériels non consécutifs	5 000 000 € par année d'assurance
b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement	2 500 000 € par année d'assurance
c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada <i>sous-limités :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA	1 000 000 € par année d'assurance
d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb *	2 500 000 € par année d'assurance *

***Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précités ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2020 au 31/12/2020** inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 05/12/2019
Pour servir et valoir ce que de droit.

POUR L'ASSUREUR :


COURTIER EN ASSURANCES
Boite postale :
12, rue de Kerogan - CS 44012
29300 L'IMPÉR cedex
Tél 0 820 260 808 - Fax 0 820 209 242
contact@verlingue.fr - www.verlingue.fr

CONSEILS SUR LES MODALITES D'ELIMINATION DES DECHETS

Les responsabilités du producteur de déchets

Le Code de l'Environnement dispose dans son article L. 541-2 : « *Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.* »

A ce titre, pour des travaux de désamiantage, le maître d'ouvrage (en général le propriétaire) est responsable de la bonne élimination des déchets issus du chantier. Les déchets de chantier tels que les équipements de protection des intervenants sont de la responsabilité de l'entreprise effectuant les travaux.

Les familles de déchets

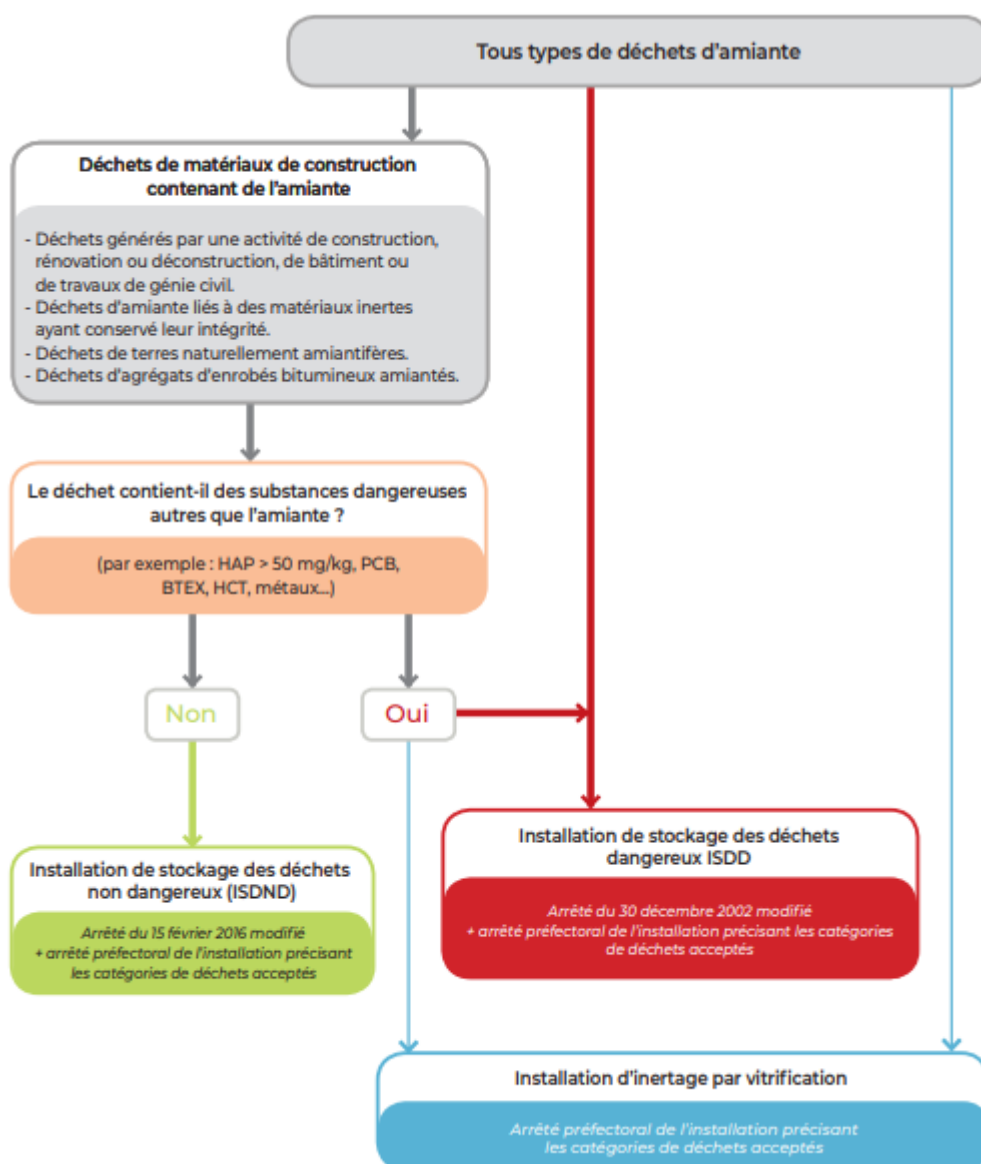


Les différentes sortes de déchets d'amiante

Les déchets d'amiante se divisent en deux grandes catégories quant à la gestion de leur élimination. **Le traitement va dépendre de la nature des déchets amiantés.** :

Installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou installation d'inertage par vitrification	Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
Tous types de déchets amiantés, y compris les déchets connexes de chantiers contaminés (EPI, films de protection)	Déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante générés par une activité de construction, rénovation ou déconstruction d'un bâtiment ou par une activité de construction, rénovation ou déconstruction de travaux de génie civil, y compris les terres naturellement amiantifères et les agrégats d'enrobés bitumineux amiantés

A CHAQUE DECHET SA FILIERE



Document INRS

Organisation à prévoir pour la gestion de ces déchets

L'entreprise doit appliquer les dispositions réglementaires existantes concernant les déchets qu'elle produit ou détient, car elle en est responsable. Elle doit impérativement disposer, avant même le démarrage des travaux, d'un **certificat d'acceptation préalable (CAP)** de l'installation de stockage des déchets ou de traitement par vitrification pour chaque catégorie de déchet amianté que son activité va produire. Un **bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante (BSDA)** accompagne chaque lot depuis son lieu de production jusqu'à son élimination finale.

À toutes les étapes de la gestion de ces déchets, la manutention des déchets doit être organisée de façon à éviter la libération de fibres. L'utilisation de moyens adaptés d'aide à la manutention ou au levage est à rechercher. Le nettoyage des surfaces, outils, engins, véhicules sera effectué par humidification et aspiration avec du matériel adapté (soufflettes à proscrire). Les salariés doivent être informés des risques qu'ils encourent et formés aux moyens de prévention (modes opératoires, EPI, règles d'hygiène).

Élimination des déchets

Les déchets doivent être confiés à des centres de traitement autorisés, après demande d'un certificat d'acceptation préalable.

Les adresses des installations de stockage des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès des préfectures, des Conseils généraux, des mairies, des DREAL et de l'ADEME ainsi qu'en consultant les sites suivants :

<https://www.sinoe.org/>

<http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/>



RAPPORTS D'EVALUATIONS PERIODIQUES



MESURES D'EMPOUSSIEREMENT



TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT – MESURES CONSERVATOIRES



PROCES VERBAUX D'ANALYSES NE FAISANT PAS PARTIE DES RAPPORTS DE REPERAGES



RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. INFORMATIONS GENERALES

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. INTERVENTION DE PROFESSIONNELS : SOUMIS AUX DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation,
- le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation,
- de plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4 GESTION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des

installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

— de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.